

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ACCAPAREMENT DES TERRES ET SES IMPACTS SUR LA SÉCURITÉ  
ALIMENTAIRE ET FONCIÈRE : ÉVALUATION DES MÉCANISMES DE  
PRÉVENTION ET DE RÉOLUTION DE CONFLITS FONCIERS DANS LA  
RÉGION DES HAUTS-BASSINS AU BURKINA FASO

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
THOMAS DESHAIES

AOÛT 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier mes parents, qui m'ont supporté tout au long de mon cheminement académique, ont su m'encourager et m'épauler dans toutes mes démarches de vie. Je ne crois que je ne vous le dirai jamais assez. Je tiens également à remercier ma copine Mariane, qui a été là durant les moments les plus difficiles de cette épreuve. La vision du monde que nous partageons ainsi que nos projets m'ont sans aucun doute permis d'avoir le courage de venir à bout de ce mémoire afin de préparer la suite.

Je ne remercierai jamais assez mon directeur de maîtrise, monsieur Issiaka Mandé, qui a su me supporter habilement dans mes démarches en me faisant même parfois oublier le caractère académique du projet au profit de la simple recherche du savoir. Votre grande générosité et vos conseils m'ont été essentiels. Une mention également à monsieur Aziz Fall et monsieur Raymond Bégin qui ont aussi accepté généreusement de me conseiller dans mes démarches.

À Bobo-Dioulasso, j'ai été chaleureusement accueilli et hébergé par monsieur Jean-Bosco Dibouloni de l'ONG Afrique verte. Vous m'avez offert le gîte, le couvert, des conseils, mais aussi de nombreuses discussions passionnantes, malgré votre emploi du temps chargé. Merci également à Betty Zoteyande, qui a su me guider à Ouagadougou.

Une mention spéciale à tous mes amis qui m'ont supporté également lors de ce parcours. Je ne vous nommerai pas toutes et tous, mais vous saurez vous reconnaître. Je tiens également à saluer l'équipe de la revue *L'Esprit libre* avec qui je relèverai mon prochain grand défi de taille.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	viii
RÉSUMÉ .....	ix
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
MÉTHODOLOGIE ET HISTORIQUE DU RÉGIME FONCIER.....	16
1.1 Cadre théorique néo-marxiste .....	17
1.2 Méthodologie .....	21
1.2.1 Précision sur les concepts mobilisés .....	22
1.2.2 Étude de cas des Hauts-Bassins .....	25
1.2.3 Techniques d'analyse.....	26
1.3 Historique des réformes aux régimes fonciers .....	36
1.3.1 Le droit coutumier.....	38
1.3.2 L'imposition d'une nouvelle conception de la terre par le colonisateur.....	39
1.3.3 La réorganisation agraire et foncière (RAF) sankariste .....	42
1.3.4 RAF de 1991 et 1996 : le retour en force de la propriété privée.....	43
1.3.5 La Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural .....	44
1.3.6 Loi 034 de 2009 et 2012.....	47
CHAPITRE II	
SÉCURISATION FONCIÈRE DANS LA RÉGION DES HAUTS-BASSINS .....	51
2.1 Introduction .....	51



2.2 Nasso et Logofourouso : les défis imposés par la proximité de la ville .....	53
2.1.1 Nasso et les tumultes causés par l'ONEA.....	53
2.2.2 Logofourouso : projets publics et conflits familiaux.....	55
2.2.3 Analyse des résultats pour Nasso et Logofourouso.....	57
2.3 Sangoulema et Natema : les défis imposés par la construction du barrage de Samandéni .....	60
2.3.1 Sangoulema : la jeunesse face aux difficultés.....	61
2.3.2 Natema : plusieurs types de conflits.....	63
2.3.3 Analyse des résultats pour Sangoulema et Natema.....	66
2.4 Bama et Koro : la cible des nouveaux acteurs .....	68
2.4.1 Bama dans la ligne de mire des investisseurs .....	69
2.4.2 Koro et la méconnaissance de la loi par ses habitants .....	70
2.4.3 Analyse des résultats pour Bama et Koro .....	73
2.5 Discussion sur les résultats : aucune amélioration de la sécurité foncière.....	74
2.5.1 La promotion des agrobusiness men .....	76
2.5.2 Loi 034 : une loi non appliquée .....	82
CHAPITRE III	
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LES CONDITIONS SOCIOÉCONOMIQUES.....	87
3.1 Introduction .....	87
3.2 Les agrobusiness men et la sécurité alimentaire .....	90
3.2.1 Autosuffisance et souveraineté alimentaire .....	90
3.2.2 L'échec des agrobusiness men.....	94
3.2.3 Promotion des agrobusiness men ou une stratégie qui ne prend pas en considération le sort des agriculteurs familiaux.....	99
3.2.4 L'agriculture familiale comme solution à l'insécurité alimentaire.....	102
3.3 Conditions socioéconomiques des agriculteurs concernés .....	104
3.3.1 L'accès à de la nourriture saine et de qualité des agriculteurs .....	105
3.3.2 La paupérisation des agriculteurs.....	108

3.4 Conclusion .....	111
CONCLUSION .....	114
ANNEXE A	
CARTE DE LA SENSIBILITÉ D'ACCÈS À LA TERRE .....	118
LISTE DE RÉFÉRENCES .....	119

## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Carte du Burkina Faso	10
1.2 Carte de la région de Hauts-Bassins	11
1.3 Carte des villages sélectionnés	29
1.4 Évolution du régime foncier au Burkina Faso	37

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Villages sélectionnés	31
1.2 Intervenants rencontrés	35
1.3 Coût des attestations de possession foncière au Burkina Faso	50
2.1 Problèmes soulevés à Nasso et Logofourouso	57
2.2 Problèmes soulevés à Sangoulema et Natema	66
2.3 Problèmes soulevés à Bama et Koro	73

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ACDI	Agence canadienne de développement international
AOF	Afrique occidentale française
APF	Attestation de possession foncière
CAGF	Cadre d'analyse de la gouvernance foncière au Burkina Faso
CDP	Congrès pour la démocratie et le progrès
CNT	Conseil national de transition
COPAGEN	Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain
CVD	Comité villageois de développement
FCFA	Franc CFA
GRAF	Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier
HA	Hectare
MCA	Millenium Challenge Account
NA	Nouveaux acteurs
ONEA	Office nationale de l'eau et de l'assainissement
INSS	Institut national des sciences des sociétés
PNSFMR	Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural
PRI	Principes pour un investissement responsable
RAF	Réorganisation agraire et foncière
SOFITEX	Société burkinabé des fibres et textiles
SONABEL	Société nationale d'électricité du Burkina
SYNTAP	Syndicat national des travailleurs de l'agropastoral



## RÉSUMÉ

Ce mémoire est une nouvelle contribution aux réflexions entourant l'émergence du phénomène des accaparements de terres depuis la dernière crise alimentaire de 2007-2008. Il s'agit d'une étude de cas de la région des Hauts-Bassins au Burkina Faso. Le gouvernement burkinabé, par un ensemble de réformes, a voulu améliorer la sécurité foncière et alimentaire du pays. Par des entretiens de groupe dans 6 villages de la région, nous avons voulu évaluer la performance de ces actions gouvernementales et dresser un portrait de la situation. Nous démontrerons que malgré l'appareil juridique mis en place et les démarches novatrices du gouvernement burkinabé pour freiner les accaparements de terres, la situation ne s'améliore pas et tend même à se détériorer, en partie en raison de la présence d'agrobusiness.

Mots-clés: Accaparement des terres, investissements directs étrangers, sécurité alimentaire, sécurité foncière, Burkina Faso, régime foncier, paysans sans terre, souveraineté alimentaire et autosuffisance alimentaire.

## INTRODUCTION

La dernière grande crise alimentaire de 2007-2008 a occasionné un regain d'intérêt majeur chez les décideurs politiques concernant les questions de sécurité foncière et alimentaire, ainsi qu'un renouvellement de l'intérêt de la part du milieu universitaire. Les enjeux entourant la propriété terrienne n'ont pourtant rien de nouveau et ont toujours constitué un objet de recherche important dans le champ des sciences sociales. Daniel Bensaïd aborde d'ailleurs les articles de Karl Marx concernant la loi sur le vol de bois à la Diète rhénane en 1842, quand celui-ci se questionnait déjà sur les premières tentatives de l'État à considérer la terre comme un bien marchandisable (Daniel Bensaïd, 2008). Toutefois, ce que nous définissons depuis la dernière crise alimentaire comme le phénomène « d'accaparement des terres », sous son expression actuelle du moins, est nouveau en soi.

La fluctuation des prix alimentaires en 2007 est le premier symptôme de cette crise qui a été un facteur d'instabilité socio-politique majeur dans la plupart des sociétés. En réaction, plus de 25 États ont décidé d'interdire l'exportation des céréales, ce qui aurait plutôt eu pour effet d'aggraver la crise (Mousseau, 2010). Ont ensuite suivi les tristement célèbres « émeutes de la faim » où des populations entières, n'étant plus en mesure de s'alimenter adéquatement en raison de l'augmentation des prix, ont pris la rue pour

exprimer leur mécontentement. Environ 37 pays ont été touchés par ces mobilisations (Janin, 2009).

Cette situation a eu entre autres pour conséquence de provoquer une véritable « course à la terre » entre des investisseurs majoritairement étrangers. Ces investissements sont, en partie, effectués dans des pays des continents sud-américain et asiatique, mais majoritairement sur le continent africain (Brondeau, 2010 ; *Land Matrix*, 2013). En effet, ces zones sont considérées comme riches en terres arables « vacantes » et avec un fort potentiel d'implantation d'activités agricoles lucratives. Il ne s'agit pas uniquement d'initiatives privées, mais également d'investissements propulsés par une volonté politique claire de la part de gouvernements. Plusieurs décideurs politiques ont pris conscience de l'importance de la terre et ont cherché à externaliser une partie de leur production alimentaire afin de sécuriser leur marché. Ils espèrent ainsi se mettre à l'abri devant les fluctuations des prix alimentaires. Les gouvernements européens, considérant leur territoire « saturé », ont par ailleurs été particulièrement actifs dans la promotion des investissements agricoles à l'étranger, mais ce ne sont pas les seuls. Les États-Unis et la Chine figurent également parmi les chefs de file vu le nombre important d'investissements agricoles effectués depuis 2008 (Plançon, 2009; Cotula *et al.*, 2009; Mousseau, 2010; Goita, 2012; Baxter, 2013).

Cette volonté d'encourager l'investissement agricole en territoire étranger s'explique également par le développement des agrocarburants. Depuis quelques années, entre 18 et 44 millions d'hectares auraient été convertis pour la production d'agrocarburants (Marie-Hélène Dabat, 2011). L'Union Européenne s'est engagée à utiliser 10% de biocarburant en 2020 dans le domaine des transports. Pour atteindre ces objectifs, il faudrait dédier environ 500 millions d'hectares de terres supplémentaire uniquement

pour ce type d'agriculture (Borras Jr. *et al.*, 2010)<sup>1</sup>. L'engagement est justifié officiellement par des préoccupations environnementales, puisqu'on diminuerait ainsi l'utilisation du pétrole comme carburant. On présente donc les agrocarburants comme des combustibles propres et alternatifs, position qui a depuis été remise en question, notamment par l'équipe de Timothy Searchinger. Ces derniers ont démontré qu'en réalité, les agrocarburants engendreraient deux fois plus de gaz à effets de serre en raison des grandes superficies de terres nécessaires à sa conception (Searchinger, 2008), notamment dans leur rapport intitulé *Use of U.S croplands for biofuels increases greenhouse gases through emissions from land-use change*. Une solution envisageable serait plutôt d'utiliser les aliments périmés et non d'exploiter de grandes superficies de terres uniquement à cette fin.

C'est également pour cette raison que, d'un point de vue géopolitique, une telle démarche s'explique davantage par le désir de certaines puissances occidentales d'accroître leur sécurité énergétique tout en diminuant leur dépendance face aux pays producteurs de pétrole comme l'Arabie Saoudite. (Borras *et al.*, 2010). Les travaux de Lorenzo Cotula abondent dans ce sens, puisque l'auteur affirme qu'il s'agit de l'un des principaux facteurs de motivation pour le développement des agrocarburants (Cotula *et al.*, 2008). Dans certains États africains, où le bois de chauffage constitue encore la principale source d'énergie, cette alternative est favorablement accueillie. C'est le cas pour les pays membres de l'Association panafricaine des non-producteurs de pétrole (PANPP) (Sophie Fabrégat, 2010).

En troisième lieu, des entrepreneurs agricoles nationaux ont également décidé d'investir massivement et d'acquérir de vastes territoires vu le potentiel lucratif de la

<sup>1</sup> Notons cependant que depuis 2015, le Parlement Européen a adopté des propositions visant à limiter l'usage des agrocarburants compte-tenu des effets négatifs sur la sécurité alimentaire. (Van Eeckhout, 2014)



propriété terrienne. On observe ainsi que plusieurs d'entre eux s'adonnent à des pratiques de spéculation foncière. Compte-tenu de la raréfaction de la terre, des individus ou des entreprises acquièrent parfois plusieurs centaines d'hectares qu'ils pourront revendre à un prix beaucoup plus élevé et ainsi engranger un profit considérable (L'Italien, 2012). Il semble donc qu'il n'a jamais été question de mettre en valeur la terre en y pratiquant l'agriculture ou toute autre activité économique, mais bien d'acquérir une superficie de terre comme s'il s'agissait d'une simple action en bourse qu'il faudra revendre au moment opportun. Par contre, la valeur de la terre n'a cessé de croître depuis les dernières années, ce qui en fait un investissement presque sans risque. Comme le mentionne Jean-Jacques Gabas, depuis 1980, l'aide publique au développement dans le secteur agricole a diminué de moitié chez les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Par contre, les investissements directs étrangers ont quant à eux explosé et se sont donc, d'une certaine manière, imbriqués (Gabas, 2011).

Ces trois grandes causes ont donc occasionné la prise de possession de millions d'hectares de terres par location, achat ou extorsion partout à travers le monde. Bien qu'il soit difficile de quantifier et répertorier l'ensemble des transactions foncières réelles, nous pouvons avancer le chiffre de 35 millions d'hectares de terres concernés, soit l'équivalent de la superficie du Portugal (*Land Matrix*, 2013).

#### Le discours gagnant-gagnant

On affirme que ces investissements, s'ils sont effectués dans le respect des droits des communautés locales, peuvent être tout à fait bénéfiques pour tous les « parties ». À la fois pour le pays hôte, pour l'entreprise qui investit et pour le pays d'origine de l'investisseur (De Schutter, 2009). Il convient donc de présenter cette vision qui est largement répandue auprès des décideurs politiques tout comme au sein de différentes



organisations internationales. Le discours « gagnant-gagnant » cherche à légitimer et même à valoriser les investissements à grande échelle pour les terres agricoles. Il s'est également peaufiné et raffiné en réaction à l'émergence d'un discours critique que nous présenterons subséquemment. En effet, ce n'est qu'après la publication du rapport « Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière » (GRAIN, 2008.), qui a été largement médiatisé et endossé par plusieurs ONG et organisations paysannes, que le rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation Olivier De Schutter a publié ses recommandations pour des investissements responsables.

Selon cette vision, les pays hôtes bénéficieraient d'une plus grande sécurité alimentaire grâce à l'exploitation de nouvelles superficies, puisqu'une partie de la production serait nécessairement destinée au marché local. Ainsi cela contribuerait à augmenter l'offre de produits alimentaires pour les communautés. Les techniques agroindustrielles, favorisant l'usage de machinerie issue de la fine pointe de la technologie, augmenteraient la productivité des exploitations agricoles et viendraient donc également améliorer la sécurité alimentaire du pays hôte. De plus, il y aurait un transfert du savoir qui pourrait être réapproprié par les producteurs locaux œuvrant généralement dans des exploitations de type familial. Finalement, il y aurait création d'emplois de qualité et un réinvestissement dans les projets communautaires de la part des entreprises étrangères. Pour l'investisseur, l'avantage est évidemment de développer un nouveau marché et de faire du profit par la vente de ces produits.

En raison de l'augmentation constante des investissements agricoles, Olivier de Schutter a proposé un *code de bonne conduite* afin de respecter l'Article 11<sup>2</sup> du Pacte

<sup>2</sup> « (1) Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence. Les États parties prendront des mesures appropriées pour assurer la réalisation de ce droit et ils reconnaissent à cet effet l'importance essentielle d'une coopération internationale librement consentie. (2) Les États parties au présent Pacte,

international relatif aux droits économiques sociaux et culturels (Haut-Commissariat aux droits de l'homme, 1966). Ces recommandations visaient à proposer des balises pour que les investissements soient « gagnant-gagnant » tel que mentionné ci-dessus. Elles ont servi de fondement aux Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (RAI) formulés par la Banque mondiale en commun avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (GRAIN, s.d.-a), principes qui furent dénoncés par une déclaration commune signée par plus de 130 organisations paysannes et ONG qui militent pour « Proscrire les accaparements des terres, pas de les rendre responsables » (Via Campesina, 2011).

#### La dénonciation du phénomène d'accaparement des terres

Ce regain d'intérêt pour les terres arables à l'étranger est en effet problématique pour les groupes signataires de la déclaration. Selon eux, on pourrait parler d'une forme de néo-colonialisme dans de nombreux cas. Ainsi, les puissances étrangères se serviraient des richesses des anciennes colonies uniquement à leur avantage sans que ces dernières puissent réellement en tirer un quelconque bénéfice. Le rapport *Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière* de l'ONG GRAIN a sans nul

reconnaissant le droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim, adopteront, individuellement et au moyen de la coopération internationale, les mesures nécessaires, y compris des programmes concrets: (a) Pour améliorer les méthodes de production, de conservation et de distribution des denrées alimentaires par la pleine utilisation des connaissances techniques et scientifiques, par la diffusion de principes d'éducation nutritionnelle et par le développement ou la réforme des régimes agraires, de manière à assurer au mieux la mise en valeur et l'utilisation des ressources naturelles; b) Pour assurer une répartition équitable des ressources alimentaires mondiales par rapport aux besoins, compte tenu des problèmes qui se posent tant aux pays importateurs qu'aux pays exportateurs de denrées alimentaires.

doute fortement contribué à l'institutionnalisation de l'expression « accaparement des terres » pour décrire le phénomène (GRAIN, 2008.). Bien que la définition soit légèrement différente selon les auteurs, elle sous-entend dans tous les cas une forme de prise de contrôle de la terre qui a des impacts négatifs sur les propriétaires terriens et/ou sur la communauté locale. La définition de CCFD-Terre Solidaire est celle que nous avons retenue et qui sera mobilisée dans le cadre de ce mémoire :

(...) L'accaparement des terres concerne la prise de contrôle d'un territoire (par achat, location, occupation,...), qu'elle soit légale ou non, qui entraîne des incidences négatives sur les communautés locales ou les usagers originaux du terrain, c'est à-dire lorsque les transactions foncières affectent directement ou indirectement le modèle économique, sociétal, social ou environnemental des communautés locales et portent donc atteinte aux droits inscrits dans la Charte internationale des droits de l'Homme. (Jorand et Manganella, 2012).

Les incidences négatives demeurent semblables dans la plupart des études de cas qui ont été produites dans les dernières années (Janin et De Charles Ouedraogo, s.d ; Zongo, 2010 ; Cotula et *al.*, 2009 ; Goita, 2012 ; COPAGEN, 2012 ; Baxter, 2013). Dans un premier temps, les investisseurs ont l'objectif parfois avoué, de s'attaquer à l'agriculture familiale afin de laisser la place à de grandes exploitations fonctionnant sur un modèle d'agriculture de type industriel, ce qui, selon plusieurs, contribuerait à provoquer de l'insécurité alimentaire. Une étude menée conjointement par Action for Large-scale Land Acquisition Transparency (ALLAT) et The Oakland Institute en Sierra Leone en était arrivé à cette conclusion pour trois régions touchées par des achats de terre à grande échelle (Baxter, 2013). En effet, un pays où il y a de nombreuses petites exploitations familiales serait moins exposé aux fluctuations du marché ou du climat (Paquette, 2010). Prenons un exemple fictif pour illustrer notre propos. Si le climat est défavorable à l'exploitation de la banane, le cultivateur pourra tout de même compter sur son voisin qui cultive la pomme de terre. Par contre, si nous avons plus de 100 hectares destinés à la monoculture de la banane, les obstacles seront plus grands.

Le savoir paysan permettrait également une meilleure mise en valeur de la terre, mais surtout une exploitation plus responsable et qui pourrait être même qualifiée d'écologique (Paquette, 2010). Les systèmes de mise en jachère, de polyculture et de rotation contribueraient à ce que la terre demeure fertile pour les prochaines générations. Dans un second temps, on dénonce, dans de nombreux cas, qu'il n'y ait pas réellement de création d'emplois, puisqu'on importe plutôt une main d'œuvre étrangère spécialisée. Les pratiques issues de l'agro-industrie exigent effectivement l'embauche d'employés qualifiés possédant une certaine expertise et, par le fait même, des travailleurs moins nombreux (Baxter, 2013). Les résultats sont également décevants en ce qui concerne l'investissement dans des projets de développement au sein des communautés locales. Dans certains cas, on dénonce que l'acquisition de terres serve uniquement à de la spéculation qui causerait une augmentation générale du prix de la terre dans une région donnée et nuirait ainsi à l'accès à la terre des petits agriculteurs. Finalement, certaines terres sont acquises à bas prix puisqu'elles sont considérées comme étant « inutilisées ». Elles servent bien souvent pour le pâturage à certaines périodes de l'année ou sont utilisées par des communautés nomades qui se voient donc ainsi privées de leurs terres. C'est ce que Florence Brondeau définit comme « mythe des terres inutilisées » (Brondeau, 2010).

Ceci étant dit, ce qui est principalement dénoncé, c'est cette perte du contrôle de la terre des agriculteurs, qui ne sont parfois plus en mesure de pratiquer l'agriculture. Dans de nombreux cas, ils perdent carrément leur seul moyen de production et de subsistance.

#### Pertinence de l'objet de recherche et de l'étude de cas

L'accaparement des terres est l'objet de nombreuses recherches depuis 2008. Il s'agit d'un sujet tout à fait pertinent pour la science politique compte tenu des relations de pouvoir qui se retrouvent imbriquées au cœur de la problématique et des impacts que



de tels accaparements peuvent avoir sur les communautés locales. Ils ont une capacité transformatrice importante et peuvent affecter la sécurité alimentaire et foncière de nombreux États.

Les crises alimentaires, les changements climatiques et la croissance démographique sont autant de raisons pour que la communauté universitaire se penche sur les défis reliés aux ressources naturelles. La production de savoir concernant l'accès et le contrôle des ressources est primordiale afin de favoriser une meilleure compréhension des problématiques auxquelles les populations font face et ainsi favoriser de meilleures prises de décision de la part des dirigeants politiques. La récente création du réseau REINVENTERRA, où des chercheurs de plusieurs disciplines et de plusieurs universités unissent leurs efforts pour aborder ces enjeux, vient justement répondre à la nécessité de production de connaissances sur ces axes de recherche.

Dans ce mémoire, nous avons voulu apporter notre contribution en effectuant une étude de cas de la région des Hauts-Bassins au Burkina Faso. Bien que certains observateurs parlent de cas d'accaparement au Québec (Union des producteurs agricoles (UPA), 2015) et qu'il aurait donc été possible de nous intéresser à notre propre communauté, nous avons préféré arrêter notre choix sur le Burkina. Dans un premier temps, parce que la problématique des accaparements de terres a commencé à se faire sentir de manière plus marquée au Québec seulement à partir de 2014-2015, soit avec le début des activités des firmes d'investissement comme PANGEA (Union des producteurs agricoles (UPA), 2015). Au moment où nous avons débuté nos recherches, il était donc encore prématuré d'évaluer les impacts de telles initiatives dans le milieu agricole québécois. Dans un deuxième temps, l'ampleur du phénomène est beaucoup plus importante en Afrique. Il s'agit du continent le plus touché et probablement celui qui risque davantage d'être ciblé par les investisseurs au cours des prochaines années. Selon l'International Institute for Environment and Development (IIED), les trois quarts des 800 millions d'hectares disponibles en Afrique sont cultivables (Chauveau



*et al.*, 2006). Le rapport à la terre a aussi été le sujet de nombreux conflits durant la période de construction de l'État moderne entre les gouvernements et les autorités coutumières (Jean Philippe Colin *et al.*, 2009). Malgré le nombre d'hectares que l'on considère comme « inutilisés », le foncier est source de conflits majeurs dans de nombreuses régions d'Afrique. Il nous apparaissait donc pertinent d'apporter notre contribution en ciblant cette région du monde.

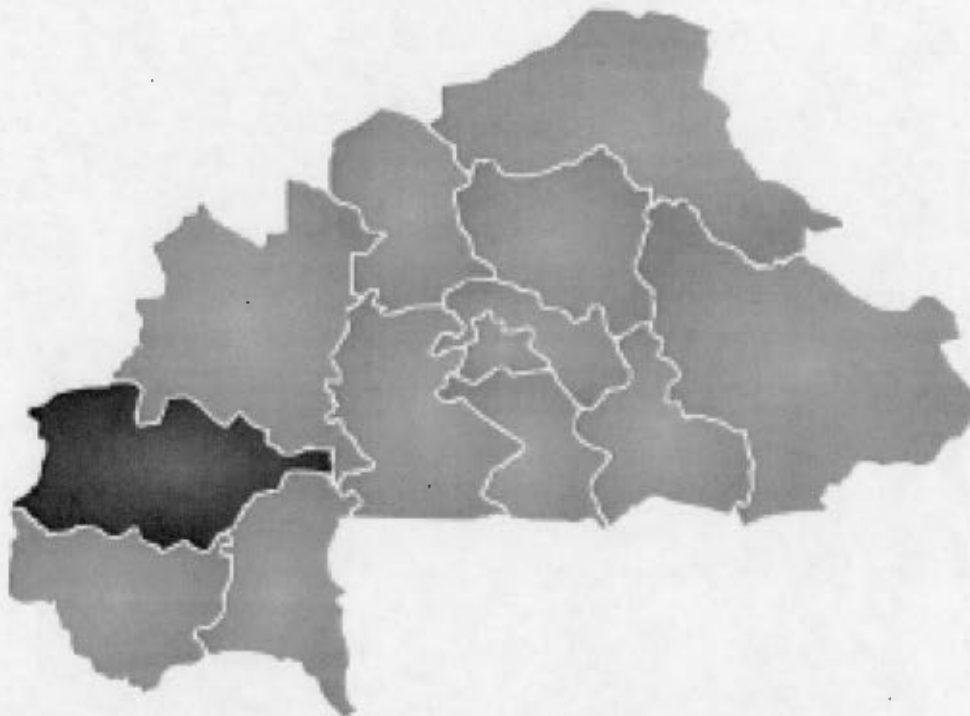
Figure 1.1 Carte du Burkina Faso

Information sur le Burkina Faso. (2015). *Le Burkina Faso*. [Carte]. Récupéré de <http://www.information-sur-le-burkina-faso.com/blog/le-burkina-faso-les-cartes-les-chiffres-et-les/>



Figure 1.2 Carte de la région des Hauts-Bassins

Les régions du Burkina. (2015). *Les Hauts-Bassins*. [Carte]. Récupéré de <http://d-maps.com/m/africa/burkina/burkina81.gif>



Le choix du Burkina Faso n'est pas non plus le fruit du hasard. Environ 80% des Burkinabés ont comme principal (et unique) moyen de subsistance l'exploitation de la terre (M. Zongo, entretien individuel, 6 mars 2015). Considéré comme l'un des pays les plus pauvres du monde, il est classé 181 sur 187 au classement de l'Indice de développement humain de L'Organisation des Nations unies (Malik, 2014). Les limites territoriales du Burkina font de lui un pays enclavé et donc sans accès direct à l'océan. Situé au sud du Sahel, les conditions climatiques sont rudes dans plusieurs régions du pays. Les Burkinabés doivent ainsi faire face, comme plusieurs populations voisines, au phénomène de désertification ; phénomène accentué par une faible pluviométrie. En

moyenne, il n'y a que 1 316 m<sup>3</sup> d'eau par habitant alors que le seuil d'abondance relative est de 1 700 m<sup>3</sup> (Gleick et Coehn, 2009). Toutefois, le sud-est, mais plus spécifiquement le sud-ouest du pays sont des zones considérées comme riches en terres fertiles (Hochet, 2014). Historiquement, ces terres sont situées sur des axes migratoires importants où de nombreuses communautés ont séjourné pour y exploiter la terre et où plusieurs se sont installés de manière définitive (Sanwidi et Barry, 2010). Somme toute, le taux de natalité élevé, l'expansion de la ville et les changements législatifs du régime foncier semblent avoir contribué à l'éclatement de nombreux conflits entre migrants, autochtones et éleveurs (Drabo, 2000; Issiaka Mandé, 2012).

Le Burkina Faso a toutefois expérimenté des approches radicalement différentes dans sa gestion des questions foncières. La prise de pouvoir du socialiste Thomas Sankara en 1983 et le décret faisant de la terre la propriété exclusive de l'État a chamboulé les élites coutumières en imposant de profondes transformations dans la gestion du foncier. Le régime de Compaoré, qui lui a succédé en 1987 et prit fin que très récemment, en 2014, a quant à lui engendré un virage radical par des réformes qui ont rendu possible l'achat de terre par des particuliers. Ces changements s'inscrivaient dans un contexte mondial plus large de « réformes » et d'instauration des plans fonciers ruraux dans les années 1990 (Burnod *et al.*, 2011). En 2012, la loi 034 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso avait comme objectif de combler certaines lacunes juridiques concernant la propriété terrienne. Les deux principales retombées souhaitées par la promulgation de cette loi étaient l'amélioration de la sécurité foncière et alimentaire du pays. C'est cette loi qui nous intéresse plus particulièrement compte tenu de son caractère novateur en Afrique de l'Ouest. Selon le chercheur Ardjouma Ouattara de l'Institut national des sciences des sociétés (INSS), il s'agit d'une excellente loi qui fournit des « armes » juridiques concrètes et qui établit des balises afin d'empêcher, entre autres, l'accaparement des terres (A. Ouattara, entrevue individuelle, 19 mars 2015).

Des études réalisées au Burkina Faso, depuis environ une dizaine d'années ont permis de documenter les cas d'accaparement. Le travail du Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier (GRAF) et de Mahamadou Zongo dans la province du Ziro, notamment, a contribué à préciser notre axe de recherche. En effet, leurs conclusions suggèrent qu'il y a un nombre important d'agrobusiness men<sup>3</sup>, souvent proches des sphères du pouvoir, qui prennent possession des terres et plus souvent qu'autrement, de manière illégitime (Zongo, 2010 ; GRAF, 2011).

Il s'agirait donc d'accaparements effectués majoritairement par des nationaux et non par des étrangers. Il nous apparaissait donc pertinent de nous intéresser alors à la région de l'ouest du Burkina, où très peu d'études ont été effectuées. Dans un second temps, la promulgation de la loi 034, qui a été largement applaudie à la fois par les officiels de l'ancien régime, par l'opposition, par les universitaires et par les organisations paysannes, est essentielle à analyser. L'évaluation de celle-ci pourra, nous l'espérons, apporter une contribution intéressante à la recherche sur les questions foncières. On l'a souvent présentée comme une loi phare à « promouvoir » et dont les gouvernements d'États affectés par les conflits fonciers pourraient s'inspirer en vue d'adopter leur « propre loi 034 ». Il s'agit donc d'évaluer la réussite ou non de cette loi. Qu'en est-il au Burkina Faso en 2015 ?

Certaines institutions ont commencé récemment à effectuer une évaluation de l'instauration et de l'application de cette loi. Il y a notamment le comité technique « fonciers et développements » de la Coopération foncière, sous la direction de Peter Hochet (Hochet, 2014). Ce dernier a par ailleurs organisé des rencontres durant l'année

<sup>3</sup> Nous utiliserons l'appellation « agrobusiness men » tout au long de ce mémoire puisque c'est celle qui est utilisée par les chercheurs au Burkina Faso. Celle-ci réfère aux entrepreneurs qui pratiquent l'agriculture dans une optique de générer d'importants profits et non uniquement pour subvenir à leurs besoins.

2015 avec quelques intervenants clés afin d'amorcer la réflexion. Le Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier (GRAF) a également procédé au même exercice avec la Confédération paysanne du Faso (GRAF, 2015). Une étude de cas portant exclusivement sur l'impact de la loi 034 de 2009, sur les producteurs de riz a également été publiée (Ouédraogo, 2015). Cependant, aucune étude de cas dans les villages n'a encore été produite à ce jour, ce qui impliquait donc pour nous l'obligation de nous rendre sur place afin d'acquérir des données premières. Il s'agit donc de la première contribution de ce type visant, entre autres, à évaluer l'application de cette loi au sein de plusieurs villages des Hauts-Bassins

#### Question de recherche

Cette contribution cherchera donc à répondre à cette question de recherche : est-ce que les transformations du régime foncier effectuées par le gouvernement burkinabé ont permis d'atteindre une plus grande sécurisation foncière et une amélioration de la sécurité alimentaire dans la région des Hauts-Bassins au Burkina Faso ?

Nous nous pencherons plus particulièrement sur les conséquences de ces transformations sur les communautés rurales. Nous nous demanderons si cela a affecté leurs conditions socioéconomiques et si oui, de quelle manière. Nous débiterons donc par l'analyse des réformes foncières depuis la prise du pouvoir par Sankara jusqu'en mars 2015. Durant l'hiver 2015, nous avons mené notre enquête de terrain dans la région des Hauts-Bassins et rencontré plusieurs agriculteurs dans les villages, des chercheurs et des responsables dans différents secteurs clés. Nous présenterons plus amplement la méthodologie dans le prochain chapitre.



### Hypothèses de recherche

Avant même la collecte de données au Burkina Faso, nous avons formulé deux hypothèses pour répondre à la question de recherche. Dans un premier temps, mentionnons que l'approche néo-marxiste nous a fortement influencé à percevoir négativement les transformations au régime foncier qui ont précédé le régime de Thomas Sankara. La marchandisation de la terre rendant ainsi possible la prise de contrôle de la terre en échange d'une somme d'argent nous semblait paver la voie à une nouvelle source d'enrichissement au détriment des petits agriculteurs, ce que David Harvey définit comme l'accumulation de richesse par expropriation (Harvey, 2004). Il nous apparaissait clairement que la pression foncière était une source de conflits majeurs entre migrants et autochtones. Ceci étant dit, notre première hypothèse est que malgré les réformes et autres démarches du gouvernement, il n'y a pas eu une amélioration concrète et durable de la sécurité foncière au Burkina Faso. Au contraire, nous pensons même que les démarches gouvernementales avaient involontairement facilité les accaparements de terre. La gestion des conflits fonciers en serait donc affectée négativement selon notre perspective d'analyse. Nous pensons également que l'application de la loi 034 n'a pas permis d'atteindre les objectifs de sécurité foncière fixés par le gouvernement burkinabé.

Dans un second temps, nous croyons également que les transformations au régime foncier, voulant délibérément offrir plus de latitude aux agrobusiness men, n'ont pas permis l'atteinte d'une plus grande sécurité alimentaire jusqu'à présent, mais auraient potentiellement des impacts négatifs sur les conditions socio-économiques de la population des Hauts-Bassins.

Dans le premier chapitre, nous présenterons notre méthodologie où nous expliquerons exhaustivement notre stratégie de collecte de données effectués à l'hiver 2015 au Burkina Faso. Nous y aborderons également l'histoire des régimes fonciers depuis la

période précoloniale jusqu'à aujourd'hui. Un retour historique est fondamental afin de comprendre les fondements des dynamiques actuelles et les différentes évolutions des politiques foncières et agricoles au pays. Dans le deuxième chapitre, nous évaluerons l'état de la sécurité foncière au sein des villages retenus dans notre étude. Finalement, dans le troisième et dernier chapitre, il sera question de la sécurité alimentaire et des conditions socio-économiques des agriculteurs rencontrés.

## CHAPITRE I

### MÉTHODOLOGIE ET HISTORIQUE DES RÉFORMES AUX RÉGIMES FONCIERS

Dans ce premier chapitre, nous commencerons d'abord par présenter le cadre théorique néo-marxiste que nous mobiliserons tout au long de ce mémoire. Nous définirons ensuite les concepts clés qui seront abordés et présenterons brièvement quelques contributions scientifiques qui nous seront utiles afin de répondre à notre question de recherche. Il va de soi que nous ferons référence à plusieurs autres ouvrages et travaux de recherche tout au long de la présentation de nos résultats, mais qui ne seront pas nécessairement introduits de manière exhaustive dans ce chapitre afin d'éviter la redondance. Dans un second temps, nous présenterons la méthodologie qui a été utilisée pour notre collecte de données. L'enquête de terrain nécessite une méthodologie de travail rigoureuse afin d'assurer la valeur scientifique de nos résultats de recherche. C'est pour cette raison que nous avons décidé de consacrer un chapitre complet sur cet aspect.

## 1.1 Cadre théorique néo-marxiste

L'approche néo-marxiste constitue l'une des principales grilles d'analyse pour comprendre l'influence du système capitaliste sur un ensemble de phénomènes sociaux, économiques et politiques. Plusieurs auteurs contemporains ont approfondi la perspective de Karl Marx en conceptualisant une série d'outils afin d'analyser les transformations du capitalisme avancé. Nous avons donc cherché à regrouper les contributions que nous considérons les plus pertinentes et qui abordent les enjeux de la propriété foncière.

Il y a donc quatre auteurs qui ont retenu notre attention en raison de leurs contributions qui sont particulièrement appropriées dans le cadre de notre recherche. Dans un premier temps, il y a les analyses de Daniel Bensaïd (Bensaïd, 2008), qui aborde les articles rédigés par Karl Marx relativement à la loi sur le vol de bois à la Diète rhénane. Celui-ci s'intéresse aux premières tentatives étatiques de considérer la terre comme un bien marchandisable. Il s'agissait ainsi d'interdire aux populations avoisinantes d'utiliser les ressources de la forêt à moins qu'elles fournissent un dédommagement au « propriétaire » en question. Il fait donc mention des premières tentatives de privatisation des milieux naturels. Il aborde également la différence entre la propriété « privée », « individuelle » et la notion d'appropriation de la terre. Selon lui, l'État agirait plutôt pour défendre les intérêts du privé que ceux de la collectivité. Les études de cas abordant l'accaparement des terres font souvent mention de la complicité des gouvernements avec les investisseurs, parfois au détriment d'une communauté. L'État joue-t-il son rôle d'État-providence ?

Samir Amin, quant à lui, a travaillé sur le rapport de dualité entre les systèmes autocentré et périphérique. Il défend l'idée selon laquelle il y a nécessairement un échange inégal entre le centre et la périphérie dans le système capitaliste :

La contradiction entre la capacité de consommer et celle de produire est surmontée à l'échelle du système mondial dans son ensemble (centre et périphérie) par l'élargissement du marché au centre, la périphérie – méritant pleinement son nom – ne remplissant qu'une fonction marginale, subalterne et limitée. Cette dynamique conduit à une polarisation grandissante de la richesse au bénéfice du centre. (Amin, 1972, p.709)

Dans le cas qui nous préoccupe, cette théorie est tout à fait pertinente puisqu'on assiste généralement à des investissements par des puissances étrangères sur le continent africain (périphérie) afin de récolter leurs ressources naturelles au bénéfice des métropoles du nord (centre). Plus souvent qu'autrement, il n'y a pas d'échange égal, mais bien une confiscation des richesses qui s'effectue au détriment de l'intérêt des nations africaines. Plusieurs études de cas abordent aussi le fait que les travailleurs possèdent des conditions de travail nettement inférieures à celles des travailleurs du pays d'origine de l'investisseur (Baxter, 2013). Selon Samir Amin, il est « nécessaire » qu'il en soit ainsi pour la survie du capitalisme. Le livre de Jocelyn Hacquemand intitulé, *La terre à ceux qui la travaillent*, offre une lecture historique des conflits reliés à la terre et nous avons mobilisé ses analyses pour l'étude de nos propres données (Hacquemand, 2010).

Le géographe David Harvey présente la globalisation capitaliste comme une nouvelle phase « d'accumulation par dépossession ». Il s'agit de la marque distinctive de ce qu'il définit comme le « nouvel impérialisme ». L'accumulation par dépossession et expropriation servirait à résoudre le problème de suraccumulation du capital. Ces analyses vont dans le même sens que celles de Daniel Bensaïd quant au rôle de l'État dans ces processus :

L'État, avec son monopole de la violence et de la définition de la légalité, joue un rôle crucial à la fois dans le soutien et dans l'expansion de ces processus. Il existe de nombreuses preuves – que Marx suggère et que Braudel confirme – selon lesquelles la transition vers le



développement capitaliste a dépendu directement de l'attitude de l'État – dont la contribution fut majeure en Grande-Bretagne, bien moindre en France et extrêmement négative en Chine jusqu'à une période très récente. (Harvey, 2004)

Le sociologue et ancien rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation de l'ONU Jean Ziegler propose également plusieurs analyses intéressantes sur ce qu'il définit comme les « cosmocrates ». Il s'agit de ces élites capitalistes transcontinentales qui font fi de l'intérêt commun et qui ne sont en réalité pas redevables de leurs gestes. Ils jouissent d'une certaine impunité. Ziegler aborde également des enjeux entourant le néocolonialisme en affirmant notamment que « la violence subtile de la dette s'est substituée à la brutalité visible du pouvoir métropolitain (colonial) » (Ziegler, 2005). Selon lui, la question n'est pas de savoir si nous avons assez de ressources pour nourrir l'ensemble de la population mondiale, mais de comprendre pourquoi celles-ci ne sont pas plus justement redistribuées. Nous avons la capacité de nourrir deux fois la population de la terre, toujours selon Ziegler. Il s'agirait donc d'une faim « structurelle » causée par notre système économique (Ziegler, 2003).

La théorie de la dépendance est complémentaire, principalement afin d'analyser les discours des organisations internationales et gouvernementales concernant la coopération internationale. Ces auteurs critiquent, notamment, les conceptions de développement et de sous-développement. Ils mettent également en opposition le Nord et le Sud. En effet, les puissances du Nord, par un ensemble de processus et ce, même après la période des décolonisations, s'assureraient de la dépendance et de l'assujettissement des pays du sud (Cardoso, 1971). Ces auteurs ont d'ailleurs contribué à faire émerger l'idée du « système-monde » (Wallerstein, 1999).

Depuis quelques années, un nouveau paradigme semble s'institutionnaliser dans la littérature scientifique abordant les enjeux de la coopération internationale et de l'aide au développement. Un discours critique qui dénonce l'inefficacité de l'aide a pris

forme. Certains auteurs affirment que la source du problème est liée à la corruption dans les pays bénéficiaires. Dambisa Moyo, auteure du livre *L'aide fatale*, présente bien cette nouvelle vision de la coopération internationale telle que formulée par les organisations internationales. Selon elle, l'aide au développement, depuis les années 1960, a été inefficace et a parfois aggravé la situation des pays « émergents ». (Moyo, 2009) L'industrialisation imposée, la notion d'assistance et l'envoi massif de capitaux auraient finalement été inutiles. Elle ajoute également que les mesures d'ajustement structurel, visant entre autres à consolider les transitions démocratiques en Afrique, n'ont pas enrayer la corruption, mais ont plutôt rendu dépendants les gouvernements à l'aide financière étrangère. Il n'y a pas eu de développement des organes étatiques et éventuellement, d'autonomie vis-à-vis l'aide extérieure. En effet, selon l'auteure, les gouvernements des États africains instaurent des politiques d'abord et avant tout afin de satisfaire aux exigences des pays occidentaux. Beaucoup de fonds auraient d'ailleurs été détournés afin d'enrichir les élites politiques locales. Ce qu'elle propose, c'est de miser sur le commerce et l'investissement direct étranger. La formulation de cette vision a par la suite eu beaucoup d'impacts sur les politiques des gouvernements « donateurs ». Au Canada, la fusion de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) au Ministère des affaires étrangères et du commerce international trouve sa justification au sein de cette approche. Il y a eu un réalignement de « la logique économique néolibérale » (Thede, 2013).

Cette approche nous sera donc utile pour analyser les *Principes pour un investissement responsable* (PRI) dans l'agriculture, qui suggèrent que les entreprises intègrent des projets d'aide au développement. Pour faire contrepoids à cette vision dominante, le livre de Paul Cliche sur la coopération internationale solidaire est tout à fait approprié. Celui-ci affirme que la logique néolibérale est en train de briser les fondements mêmes de la coopération internationale. Il suggère de « repolitiser » l'aide au développement au sein d'une coopération plus « solidaire » (Cliche, 2014). Il est important de souligner

que les auteurs critiques de l'aide au développement sont loin d'être unanimes sur les solutions à mettre en œuvre.

Jean-François Bayart a développé le concept de la « politique du ventre » en Afrique. Selon lui, la construction de l'État moderne s'est accompagnée d'une prise de pouvoir de certains politiciens qui se maintiennent au pouvoir grâce au partage de leur butin à un cercle restreint de collaborateurs. Pour avoir de bonnes conditions d'existence, il faut impérativement être proche du parti puisqu'il contrôle et s'accapare les ressources dont seul son réseau en sera bénéficiaire. Ainsi, il est difficile de s'opposer au gouvernement sans risquer de vivre dans des conditions difficiles. Ces réseaux sont donc motivés par le contrôle des ressources économiques ; ils parviennent à leurs fins grâce au monopole de la violence légitime de l'État :

Les réseaux se structurent dans l'inégalité et sont producteurs d'inégalités » (Bayart, 1989)

Ainsi, la soumission au dirigeant permet d'avoir accès aux ressources nécessaires pour subvenir aux besoins primaires et même davantage. Les conditions d'existence dépendent donc de la place occupée par l'individu dans la société et de son rôle dans le contrôle des masses. Jean-François Médard inscrit le concept de néo-patrimonialisme dans cette même logique. Il y aurait ainsi un transfert des rôles de dominants et dominés qui prévalaient dans les sociétés patrimoniales et ce, au sein de l'État (Médard, 1997).

## 1.2 Méthodologie

Avant de présenter la méthodologie de notre recherche, il nous apparaît essentiel de définir trois concepts qui seront régulièrement mobilisés dans le cadre de ce mémoire, d'autant plus que la littérature scientifique sur le sujet présente parfois des définitions

différentes, voire contradictoires, en fonction de l'école de pensée à laquelle appartient l'auteur.

### 1.2.1 Précisions sur les concepts mobilisés

Le terme « accaparement des terres » sous-entend que l'appropriation a des incidences négatives sur les communautés locales et sur les anciens propriétaires de la terre (Jorand et Manganella, 2012). Il s'agit du dénominateur commun parmi toutes les multiples définitions. Ensuite, plusieurs variables viennent s'ajouter en fonction des approches et ce, plus souvent qu'autrement pour correspondre davantage à l'étude de cas en question.

Ainsi, depuis la crise alimentaire, le phénomène d'accaparement par des multinationales étrangères désirant pratiquer une agriculture de type industriel a été l'objet de nombreuses publications. Dans la majorité des cas que nous avons étudiés, l'on dénonce également une prise de possession de manière frauduleuse, que ce soit en profitant du fait que les propriétaires terriens n'aient pas acquis de titre foncier ou en faisant fi de celui-ci avec la complicité présumée de certains fonctionnaires de l'État. Donc, plusieurs auteurs, lorsqu'ils définissent ce qu'est un « accaparement » sous-entendent qu'il y a eu une prise de possession illégitime (1) d'une grande superficie de terre (2) dans le but de pratiquer une agriculture de type agroindustriel (3). À notre avis, il s'agit peut-être d'une définition trop restrictive qui ne prend pas en considération le fait que certains agriculteurs puissent céder légalement leurs terres en raison de leur situation économique et de la trop grande pression foncière régionale. Par contre, même si les hectares sont acquis légalement, cette cessation pourrait avoir des impacts négatifs sur l'ancien propriétaire terrien et sur sa communauté locale d'appartenance. Dans un second temps, cette définition exclut les accapareurs nationaux (Zongo, 2010). Pourtant, l'élite locale considère elle aussi la propriété foncière comme un moyen d'enrichissement et cherche également à avoir « sa part du gâteau ». L'exclure de

l'adéquation signifierait de volontairement occulter un pan important du phénomène. Nous avons donc choisi d'utiliser la définition du CCFD-Terre Solidaire qui nous semble tout à fait approprié :

Pour le CCFD-Terre Solidaire, l'accaparement des terres concerne la prise de contrôle d'un territoire (par achat, location, occupation,...), qu'elle soit légale ou non, qui entraîne des incidences négatives sur les communautés locales ou les usagers originaux du terrain, c'est à-dire lorsque les transactions foncières affectent directement ou indirectement le modèle économique, sociétal, social ou environnemental des communautés locales et portent donc atteinte aux droits inscrits dans la Charte internationale des droits de l'Homme. (Jorand et Manganella, 2012)

Abordons maintenant les concepts de sécurité alimentaire et de sécurité foncière. Ils sont essentiels dans ce mémoire car ils seront mobilisés afin de déterminer si les objectifs du gouvernement ont été remplis et si on peut parler de cas d'accaparement de terre dans la région des Hauts-Bassins. En effet, les réformes foncières ont été publiquement justifiées par la nécessité de lutter contre l'insécurité foncière (Gouvernement du Burkina Faso, 2007).

Nécessairement, lorsqu'il n'y a pas de sécurité alimentaire au sein d'une communauté en raison des transactions foncières, on peut parler d'accaparement. Par contre, à l'inverse, la sécurité alimentaire régionale pourrait être améliorée par des agrobusiness men qui sont toutefois considérés comme des « accapareurs ». Ceux-ci pourraient être en mesure d'améliorer grandement la productivité agricole d'une région donnée malgré les impacts négatifs qu'ils ont sur certaines familles. Il est donc important de ne pas considérer inexorablement qu'un cas d'accaparement soit nuisible à la sécurité alimentaire d'une majorité de citoyens du Burkina Faso.



Lorsque nous aborderons la question de la sécurité alimentaire, ce sera la définition issue de la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale à laquelle nous ferons référence :

La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. (Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire, 1996)

Concernant la sécurité foncière, il s'avère plus difficile d'établir une définition unique. Comme l'aborde Philippe Lavigne Delville, il est nécessaire d'adopter un cadre conceptuel élargi (Lavigne Delville, 2014). Les défenseurs d'un développement via les agrobusiness men considèrent que la sécurité foncière passe par une formalisation des droits fonciers, mais ce qui est sous-entendu, c'est une formalisation des droits de type individuel. De cette manière, les acheteurs ou locataires ne craindraient plus de se voir retirer leurs terres par les autorités coutumières ou par les villageois, ce qui faciliterait l'investissement.

D'autres seraient plus enclins à définir la sécurité foncière en évaluant également la notion de propriété collective de la terre. Ainsi, il n'y aurait pas de sécurité foncière dans le cas d'une marchandisation à outrance. Il s'agit là de deux interprétations bien différentes. Ceci étant dit, dans le prochain chapitre, nous reviendrons sur la vision de la sécurité foncière du gouvernement burkinabé, qui se résume à une reconnaissance des droits coutumiers, mais formalisés par le droit moderne et l'établissement d'un domaine privé et collectif.

Nos balises pour évaluer le degré de sécurisation foncière seront plutôt déterminées par le « sentiment » des agriculteurs. En effet, peu importe le mécanisme en place, qu'il provienne du droit coutumier ou moderne, l'essentiel est de se demander si un

propriétaire terrien peut exploiter la terre sans craindre de se faire saisir sa terre. Ainsi, plusieurs aspects ont été vérifiés durant les entretiens de groupe avec les villageois afin d'évaluer le degré de sécurité foncière. Dans un premier temps, ont-ils accès à un titre foncier et les modalités pour l'obtention sont-elles connues et accessibles ? Dans un second temps, y-a-t-il des agriculteurs qui se sont fait prendre leurs terres ? Si oui, était-ce par choix et y-a-t-il eu une quelconque compensation ? Finalement, qu'en est-il de la situation des terres de propriété « collective » ?

### 1.2.2 Étude de cas des Hauts-Bassins

Il existe trois zones où se concentrent les principales activités agricoles du pays ; au sud de la capitale, à l'extrême est du pays et dans la région des Hauts-Bassins/Cascades (Hochet, 2014). L'extrême-est est considéré davantage comme un front d'expansion et donc trop récent pour pouvoir qu'il soit possible d'évaluer sérieusement l'impact de ces changements sur les populations locales (Hochet, 2014). En ce qui concerne le sud de la capitale de Ouagadougou, une étude est présentement en cours et il nous apparaissait donc moins essentiel d'en faire une autre sur la question. La région que nous avons choisie est qualifiée comme ayant une « forte sensibilité d'accès à la terre » (Voir Annexe A) (Hochet, 2014; Gouvernement du Burkina Faso, 2014; Lompo, 2011). En effet, Mahamadou Zongo a publié une étude de cas de la province du Ziro, au sud de Ouagadougou, et il a grandement contribué à documenter les conséquences de l'émergence des nouveaux acteurs (Zongo, 2010). Les résultats de son enquête ont été maintes fois cités, entre autres par le GRAF qui, au moment de notre collecte de données, effectuait des recherches en périphérie de la capitale. Une autre étude a été publiée, mais celle-ci s'intéresse uniquement aux producteurs de riz (P. A. Ouédraogo, 2015). Notons également l'étude de cas du lac Bazèga, toujours à l'est du pays (S. Ouédraogo, 2006). Il nous apparaissait donc essentiel d'étudier davantage cette région du pays.

Un rapport récent ayant comme objectif de récolter des données agricoles sur l'ensemble du pays de manière indépendante a fait état de 53 possibles cas d'accaparements dans la région des Hauts-Bassins (COPAGEN, 2012). La publication ne présente pas les détails entourant ces cas d'accaparement. Cependant, il nous apparaît évident qu'un nombre important d'investissements agricoles a été effectué au cours des dernières années dans cette zone. Plus de recherches seront nécessaires pour dresser un portrait général de la situation dans toutes les régions du pays, mais nous sommes tout de même portés à croire que nos données dresseront un portrait assez représentatif de la situation. Lors de notre enquête, les intervenants rencontrés ne nous ont pas fait part de « cas d'exception » où une administration locale se serait fait remarquer par sa gestion particulière et différente du foncier. Ceci étant dit, nous demeurerons prudents dans nos affirmations pour ne pas faire de généralisation hâtive.

### 1.2.3 Techniques d'analyse

Lors de la remise du projet de mémoire, nous avons ciblé trois villages qui, selon nos données, étaient possiblement touchés par des accaparements de terres et ce par différents types de projets. Il y avait d'abord le projet *Agritech Faso* dans le département de Boni, dans la province du Tuy. Cette compagnie avait comme objectif de développer la culture du jatropha pour la production d'agrocarburants. Le projet *Genèse*, dans le département de Koundougou, avait le même objectif, mais avec un modèle de coopérative pour les agriculteurs. Nous avons également ciblé le département de Bama. Selon un rapport du Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier (GRAF), ce département a été la cible de ceux qu'ils définissent comme les nouveaux acteurs (NA), plus particulièrement des « agrobusiness » désirant acquérir de nouvelles terres dans le but d'engranger un profit substantiel avec l'exploitation de la terre (GRAF, 2011).

Une fois sur place, nous avons constaté que la culture du jatropha n'avait plus lieu et que les promoteurs avaient quitté la zone de manière générale. Le secrétaire du Syndicat national des travailleurs de l'agropastoral (SYNTAP), monsieur Ousmane Tiendrébéogo a d'ailleurs confirmé nos observations : « C'est une expérience qui n'a pas fait du tout effet. C'est plutôt négatif. Alors, on a accaparé des terres aussi pour rien. » (O. Tiendrébéogo, entrevue individuelle, 26 février 2015). Même son de cloche pour René Ouattara, secrétaire général de la Chambre régionale d'agriculture des Hauts-Bassins :

Le jatropha qui se trouve sur le terrain même n'a pas évolué. Les productions qui ont été mises en terre ont été progressivement délaissées. On peut expliquer aussi par le fait même que l'usine qui était destinée à produire du carburant, en tout cas, traiter, faire des produits liés à cela, sa production n'a jamais fini. On voit l'usine entièrement abandonnée en face des productions de jatropha. (R. Ouattara, entrevue individuelle, 6 mars 2015)

Selon Sarah Audouin, qui a rédigé une thèse sur les agrocarburants au Burkian Faso, le développement de la culture du jatropha serait plus avancé dans l'est du pays en raison de l'implication active des chefs coutumiers, mais nous ne pouvons pas parler d'une implantation significative (Audouin, 2014). Plusieurs raisons expliquent le non-succès du jatropha. D'une part, un rapport de Bertranne Vinay et Guillaume Vermeulen publié en 2013 relevait un mécontentement généralisé des agriculteurs burkinabés quant à la rentabilité de leur production. De plus, la culture de cette plante que l'on considère pourtant comme facile d'entretien demanderait un peu plus de soin que l'on souhaiterait : « On constate d'ailleurs que les plantations ayant un bon niveau de développement ont souvent été réalisées en apportant de la matière organique dans les trous d'implantation, voire de l'engrais minéral » (Vinay et Vermeulen, 2013). Cette mauvaise rentabilité n'est pas étrangère à la faible demande, ce qui peut s'expliquer par une méconnaissance de l'utilisation de jatropha et par une absence d'intervention de l'État (Audouin, 2014). Selon Issaka Herman Traoré, conseiller du président du

Conseil national de transition, plusieurs promoteurs du jatropha œuvrant entre autres pour Agritech Faso ou Sarl Genèse sont avant tout des hommes d'affaires (Issaka Herman Traoré, entrevue individuelle, mars 2015). L'engouement pour la production d'agrocarburants en 2008 les aura donc convaincus de la possible lucrativité de ce type d'agriculture. Ils n'ont, par contre pas, les compétences et connaissances nécessaires pour structurer la production et sécuriser la filière. Cette vision est partagée par Pierre Janin et François De Charles Ouedraogo, qui affirment que les « rhétoriques de soutien ou de dénonciation sont faiblement argumentées » (Janin et Ouedraogo, 2009.). Ceux-ci faisaient références aux interventions lors du colloque « agrocarburants » qui a eu lieu le 11 novembre 2009, à Ouagadougou. Ces agrobusiness men ont des lacunes quant à la maîtrise des techniques d'agriculture. Les chercheurs dénoncent également une délégitimation de la culture du jatropha par les ONG avec des arguments basés davantage sur des présuppositions que sur la réalité burkinabée (Janin et Ouedraogo, 2009). Ceci étant dit, une fois arrivé sur place, nous avons constaté l'abandon des grandes superficies pour ce type de culture dans les zones qui nous concernent.

C'est pour cette raison que nous avons dû sélectionner d'autres villages afin d'être en mesure de confirmer nos hypothèses de recherche. Pour des raisons logistiques également, nous nous sommes concentrés sur les environs de Bobo-Dioulasso dans la province du Houet. Nous avons mené six entretiens de groupe dans autant de villages. Nous avons sélectionné des villages où la gestion du foncier était possiblement affectée par certains projets en cours ou par une situation géographique particulière. L'objectif est donc d'évaluer l'efficacité de la loi 034 et des actions gouvernementales en vue d'assurer une meilleure sécurité foncière et alimentaire, en fonction des contextes particuliers variés pouvant imposer certains défis quant à la gestion du foncier. Dans un premier temps, nous avons mené des entretiens de groupe dans les villages de Nasso et de Logofourouso, qui sont tous les deux situés à proximité de la métropole économique, Bobo-Dioulasso (1). L'expansion constante de la ville affecte certainement les questions foncières. Dans un second temps, nous avons retenu les



villages de Sangoulema et de Natema, qui sont situés non loin du barrage de Samandéni, qui est un projet de longue date du gouvernement de Compaoré, en construction depuis 2006 (2) (Clarrise Hema, 2010). Ce projet a eu un impact sur l'irrigation de la région et a forcé la relocalisation de plusieurs agriculteurs. Troisièmement, les villages de Bama et de Koro ont été retenus puisqu'ils sont particulièrement ciblés par les « nouveaux acteurs » (3). Finalement, il est important de mentionner que le Millenium Challenge Account (MCA), programme financé par les États-Unis, a mis sur pieds un projet de sécurisation foncière afin d'aider à la mise en application de la loi 034. Ce sont 47 communes qui ont été ciblées jusqu'en 2014 (MCA, 2013). Les villages de Natema, Bama, Sangoulema et Logofourouso ont été concernés par ce projet. La comparaison entre la situation dans les villages où le MCA s'est impliqué et les autres, permettra également de dégager certains constats.

Figure 1.3 Carte des villages sélectionnés

Wikipédia. (2015). *Les Hauts-Bassins*. [Carte]. Récupéré de <https://fr.wikipedia.org/wiki/Hauts-Bassins> (Modifié)



Le Millenium Challenge Corporation a établi des « contrats » dans plusieurs pays bénéficiaires, dont le Bénin. Il est intéressant d'analyser brièvement la situation du MCA au Bénin qui a été officialisé il y a déjà plusieurs années. Le foncier est l'un des quatre volets du contrat. L'objectif global est de faire du Bénin « un pays attractif pour les investissements privés nationaux et étrangers » par la réduction de l'insécurité foncière (Lavigne Delville, 2014). Dans ce cas-ci, on constate que le MCA fait la promotion active de l'immatriculation foncière au détriment des certificats promulgués par la loi nationale foncière de 2007. Ces certificats étaient une mesure alternative et complémentaire qui incorporait davantage certaines notions des droits fonciers coutumiers. Plusieurs ONG et regroupements paysans dénoncent le MCA comme étant un outil au service des multinationales désirant s'approprier des terres. En fait, selon eux, le MCA ne serait pas là pour améliorer la sécurité alimentaire au bénéfice des communautés locales, mais plutôt pour faciliter l'achat par l'immatriculation :

Les programmes du MCC n'ont rien à voir avec le soutien aux petits exploitants. Ils ont plutôt tendance à pousser les petits producteurs à vendre leurs terres ouvrant ainsi la voie aux investisseurs qui sont alors en mesure de s'emparer, à des prix défiant toute concurrence, de terres agricoles fertiles pour y faire de l'agriculture industrielle ou même de la spéculation. De surcroît, les programmes du MCC ne sont que l'un des éléments d'un projet plus vaste visant à favoriser l'accaparement des terres par les grandes entreprises et impliquant une liste toujours plus longue d'agences nationales et internationales. (GRAIN, 2010)

Cela abonde dans le même sens que les propos de Ziegler lorsqu'il prétend que les multinationales sont plus aptes à se servir des organisations internationales pour favoriser une expansion de leurs activités économiques sur le continent. Les agriculteurs, eux, sont incapables de bénéficier de ces structures par méconnaissance de leur fonctionnement (Ziegler, 2011). Elles peuvent ainsi légitimer leurs actions, ce qui facilite la prise de contrôle des terres. Il sera donc intéressant de prendre en considération ces analyses du projet MCA-Bénin lors de l'analyse de nos données. Par

contre, chaque projet MCA a son propre contrat et il est donc important de les analyser de manière indépendante.

Il convient de mentionner que nous avons été dans l'obligation de sélectionner des villages qui étaient à une distance raisonnable de Bobo-Dioulasso pour des raisons logistiques. Cet aspect n'affecte pas grandement les résultats de notre recherche, mais il aurait été intéressant de récolter des données d'analyse dans des villages encore plus éloignés des centres urbains.

Tableau 1.1 Villages sélectionnés

Région/province	Village	Particularités	Concerné par le MCA
Hauts-Bassins/Houet	Nasso	Proximité de Bobo-Dioulasso	Non
Hauts-Bassins/Houet	Logofourouso	Proximité de Bobo-Dioulasso	Oui
Hauts-Bassins/Houet	Sangoulema	Barrage de Samandéni	Oui
Hauts-Bassins/Houet	Natema	Barrage de Samadéni	Oui
Hauts-Bassins/Houet	Bama	Nouveaux Acteurs	Oui
Hauts-Bassins/Houet	Koro	Nouveaux Acteurs	Non

Concernant l'organisation des rencontres, la même démarche a été adoptée pour chacun des villages. Dans un premier temps, grâce à des contacts sur place, nous nous mettions en rapport avec un habitant du village. Nous devions gagner sa confiance avant que

celui-ci puisse quérir le chef du village afin de lui exposer notre projet de recherche. Après avoir rencontré le chef et déterminé avec lui un lieu et un moment de rendez-vous, celui-ci lançait un appel général au village. Entre 8 et 15 chefs de famille se déplaçaient à chaque entretien de groupe. Il aurait été intéressant de pouvoir discuter également avec les femmes de manière plus formelle, mais cela n'a pas été possible. En effet, dans la très grande majorité des cas, elles ne sont pas propriétaires de la terre au Burkina Faso. La loi 034 souhaite « favoriser l'accès équitable de l'ensemble des acteurs ruraux aux terres rurales, sans distinction d'origine ethnique, de sexe, de religion, de nationalité et d'appartenance politique. », mais lors de notre séjour au Burkina Faso, cette volonté politique ne s'était pas concrétisée. Moins d'un an avant la fin du programme MCA-Burkina Faso qui incluait la question du genre dans la mise en œuvre du Projet de sécurisation foncière, seulement 103 femmes avaient fait leur demande d'obtention d'attestation de possession foncière sur 5477 demandes, ce qui est moins de 3%, alors que plus de la moitié des Burkinabés sont des femmes (Bougouma, 2014). Dans la région des Hauts-Bassins, nous n'avons pas ciblé de femmes propriétaires de la terre. Les 103 demandes semblent plutôt être localisées dans le sud-est du pays, principalement aux environs de Kassou, où le GRAF mène des opérations de négociation afin de convaincre les hommes de céder à leurs femmes des parcelles de terre : « Négocier avec eux pour qu'ils cèdent des portions à exploiter au femmes. De cette façon, même s'ils venaient à disparaître, personne ne pourrait déposséder leurs femmes de ces terres-là, puisque les titres sont aux noms de leurs femmes, leurs sœurs ou leurs filles. » (Bougouma, 2014). Nous comprenons donc que les efforts sont dirigés vers l'éducation populaire et la sensibilisation. Légalement, une femme peut tout à fait être propriétaire terrienne, mais il semble plutôt que ce soit la culture qui constitue la principale barrière. Comme l'explique Bernard Tallet, jusqu'à tout récemment, « dans la quasi-totalité des communautés du Burkina, à l'exception du Sahel où le droit musulman est aussi appliqué, la femme ne peut jouer ce rôle de gestionnaire du patrimoine foncier familial. » (Tallet *et al.*, 2003)



Nous avons tout de même lancé une invitation aux femmes du village même si elles ne sont pas propriétaires de la terre afin d'avoir leur point de vue sur la situation foncière, mais ce ne fut pas fructueux. Les chefs des villages n'étaient pas ouverts à cette possibilité et n'ont pas souhaité nous aider à prendre contact avec elles. Cet aspect mériterait certainement que l'on s'y attarde davantage, d'autant plus qu'il s'agit véritablement d'un obstacle majeur à l'accès à la terre pour une grande partie de la population du Burkina. Ceci étant dit, il s'agit d'un enjeu incontournable qui mériterait en soi la rédaction d'un second mémoire.

Afin d'éviter de fausser les résultats, nous avons lancé une invitation à une « discussion concernant les questions foncières ». Ainsi, même ceux qui n'ont vécu aucune problématique particulière étaient conviés afin d'avoir un meilleur aperçu de la situation générale dans le village. À la fin de l'entretien de groupe, nous avons distribué des questionnaires individuels. L'objectif était de déterminer si le groupe avait eu une influence sur la nature de l'intervention de certaines personnes (Association pour la recherche qualitative, 2010). Le groupe pourrait effectivement exercer une certaine pression sociale puisqu'il s'agit d'enjeux sensibles. Certains auraient donc pu maquiller la réalité pour éviter le jugement de leurs pairs, par exemple.

Malheureusement, il s'est avéré inutile de distribuer de tels questionnaires puisque la très grande majorité des répondants était analphabète. Même si le Burkina Faso a mis en place des politiques pour augmenter le taux de scolarisation et que nous pouvons constater une amélioration notable d'un point de vue statistique, les chefs de terres n'ont pas pu bénéficier de ces programmes et sont donc encore fortement analphabètes (Kobiané et Bougma, 2009). Il fallait donc que le traducteur qui nous a accompagné tout au long du processus explique chacune des questions et retranscrive les réponses. Le groupe pouvait donc être témoin de réponses exprimées. Il s'agissait d'un défi dans le cadre de notre recherche, mais que nous avons pu le relever grâce à un traducteur consciencieux qui a su s'ajuster aux exigences d'un travail de recherche universitaire.



Nous avons tout de même distribué certains questionnaires lorsque c'était possible, mais il ne s'agit pas d'une démarche généralisée.

En plus des entrevues de groupes, nous avons mené des entrevues semi-dirigées avec dix intervenants importants de leur milieu. Ces rencontres ont été possibles, entre autres, grâce aux recommandations de monsieur Issiaka Mandé. De plus, Jean Bosco Dibouloni, responsable de l'ONG Afrique Verte dans la région des Hauts-Bassins, nous a épaulé tout au long du séjour. Il nous a recommandé à plusieurs intervenants qui ont ainsi été plus enclins à accepter nos invitations. Il est à noter que, compte-tenu de l'insurrection populaire qui a eu lieu les 30 et 31 octobre 2014<sup>4</sup>, il nous a été impossible de rencontrer des maires. En effet, jusqu'à nouvel ordre, tous les maires ont été suspendus. D'ailleurs, la mairie de Bobo-Dioulasso a été incendiée, tout comme l'Assemblée nationale à Ouagadougou. Nous avons toutefois pu rencontrer un nombre important de responsables d'organismes gouvernementaux. Nous avons cherché ainsi à nous entretenir avec des intervenants clés provenant d'ONG, d'organisations paysannes, de l'administration publique, des groupes politiques et du milieu universitaire. Les échanges nous ont permis de poser de nouvelles observations ou encore de confirmer celles effectuées dans les villages.

Nous avons rencontré un représentant de la société civile et actuel conseiller du président du Conseil National de Transition (CNT), monsieur Issaka Herman Traoré. Nous nous sommes entretenus avec Ousmane Tiendébéogo, député du CNT et Secrétaire général du Syndicat national des travailleurs de l'Agro-pastoral (SYNTAP). À Ouagadougou, nous avons pu rencontrer le secrétaire général de l'organisme Afrique Verte, monsieur Philippe Ki. Il nous a également été possible de rencontrer trois

<sup>4</sup>Les 30 et 31 octobre 2014, d'importants rassemblements sont organisés à travers le pays pour réclamer le départ de Blaise Compaoré. Les manifestants dénoncent la tentative du chef d'État de modifier la constitution afin d'être en mesure de se présenter aux élections présidentielles.

membres de l'interprofession de la filière mangue du Burkina Faso (APROMA-B) : Jean-Noël Lambori (vice-président à la production) et Salim Moussa (Technicien). Nous avons eu un entretien avec trois responsables au sein d'organismes gouvernementaux : Oumarou Sanou (trésorier régional de la Chambre régionale d'agriculture des Hauts-Bassins), René Ouattara (ingénieur en développement durable et secrétaire général de la Chambre régionale des Hauts-Bassins) et Boubacar Barry (chef de service des études et des statistiques sectorielles de la Direction de l'agriculture, des ressources hydrauliques, de l'assainissement et de la sécurité alimentaire de la région des Hauts-Bassins). Nous avons également rencontré les professeurs Mahamadou Zongo et Ardjouma Ouattara. Monsieur Zongo a publié plusieurs rapports sur les agrobusiness au Burkina Faso. Monsieur Ouattara a participé à l'élaboration de la loi sur la réorganisation agraire et foncière de 1984-85 ainsi que la loi 034-2009. Finalement, nous avons rencontré Ben Idriss Djena, ex-assistant technique du projet Millenium Challenge Account, pour le volet sécurisation foncière dans les Hauts-Bassins.

Tableau 1.2 Intervenants rencontrés

<b>Institution</b>	<b>Intervenant</b>	<b>Fonctions</b>
Conseil national de transition	Issaka Herman Traoré	Conseiller du Président du CNT
Conseil national de transition et SYNTAP	Ousmane Tiendrébéogo	Député et secrétaire général du SYNTAP
ONG Afrique Verte	Philippe Ki	Secrétaire général
Interprofession de la filière mangue	Jean-Noel Lambogri	Vice-président à la production
Interprofession de la filière mangue	Tan Mouba	Technicien
Interprofession de la filière mangue	Salim Moussa	Technicien

Chambre régional d'agriculture des Hauts-Bassins	Oumarou Sanou	Trésorier
Chambre régional d'agriculture des Hauts-Bassins	René Ouattara	Ingénieur en développement durable et secrétaire général
Direction de l'agriculture des ressources hydraulique, de l'assainissement et de la sécurité alimentaire de la région des Hauts-Bassins	Boubacar Barry	Chef de services des études statistiques
Université de Ouagadougou, Département de sociologie	Mahamadou Zongo	Professeur
Institut des Sciences des Sociétés	Ardjourna Ouattara	Chercheur
Millenium challenge account (MCA)	Ben Idriss Djena	Ex-assitant technique

Avant d'exposer les résultats de notre enquête de terrain, il est de mise de présenter les différentes réformes foncières, leurs objectifs et leurs limites.

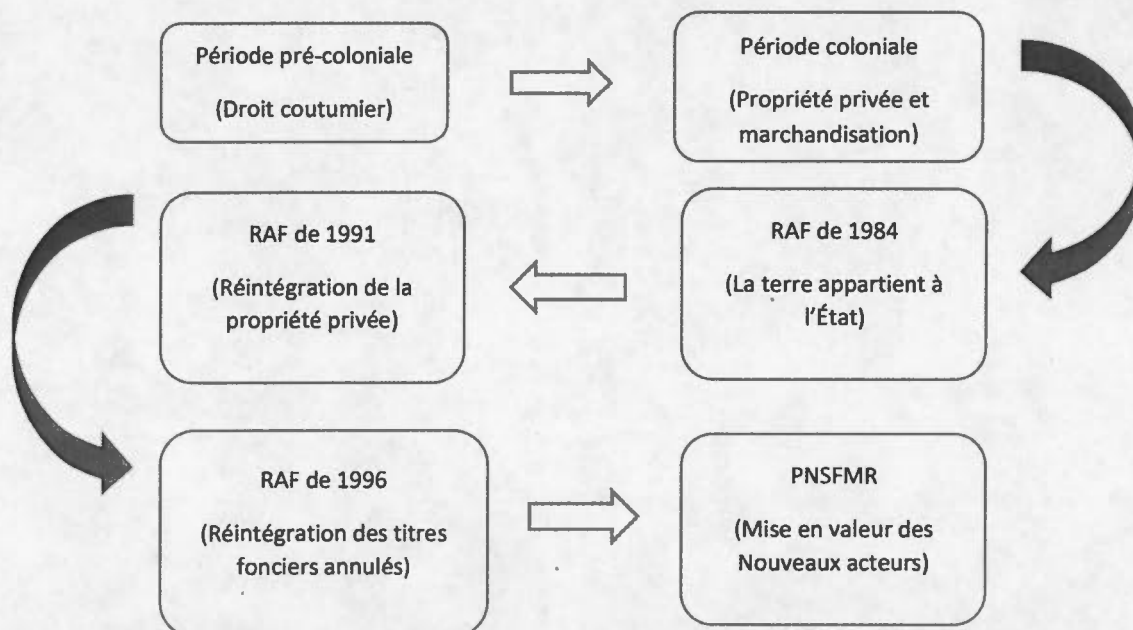
### 1.3 Historique des réformes aux régimes fonciers

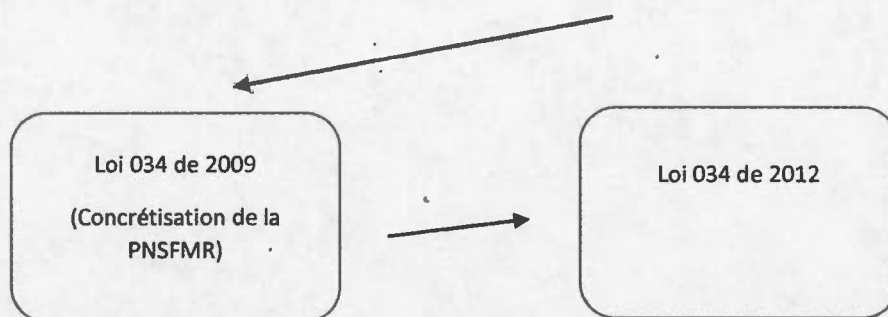
Dans cette section, nous dresserons le portrait historique de l'évolution des régimes fonciers au Burkina Faso. Nous aborderons en premier lieu la période précoloniale, puis nous nous pencherons sur la période coloniale. Nous expliquerons également pourquoi nous pouvons parler d'une situation de « continuité » après l'indépendance et ce, jusqu'à la prise du pouvoir par Thomas Sankara. Nous nous concentrerons plus

particulièrement sur la période située entre 1984, année de l'application de la première réforme, et aujourd'hui.

L'objectif est de dégager les grandes tendances et changements, mais surtout les motivations idéologiques derrière ces changements. Nous verrons que durant la période pré-coloniale, il n'existait pas de titre foncier à proprement dit. Le colonisateur français a donc façonné le concept de marchandisation de la terre à travers de nouvelles lois. La réorganisation agraire et foncière de Sankara en 1984 était motivée par son désir de rompre avec l'élite coutumière dans le but d'atteindre l'autosuffisance alimentaire (Zongo, 2015). Les réformes qui ont suivi ont été fortement influencées par les programmes d'ajustement structurel encouragés par les institutions de Bretton Woods (Kaboré, 2002). L'objectif principal de la première réorganisation agraire et foncière (RAF), était d'améliorer la sécurité alimentaire. Cependant, nous verrons que l'amélioration de la sécurité foncière s'est progressivement imposée comme une condition sine qua non par les décideurs politiques pour combattre l'insécurité alimentaire.

Figure 1.4 Évolution du régime foncier au Burkina Faso





### 1.3.1 Le droit coutumier

Avant la période des colonisations, dans la plupart des États africains, la terre n'était pas considérée comme un bien marchand. Il n'était donc pas possible de prendre possession d'une terre en échange d'une certaine somme d'argent. De plus, il existe une coutume, encore bien présente dans l'imaginaire populaire burkinabé, qui « garantit à tout individu dans le besoin, autochtone ou migrant, qui en fait la demande, l'accès à la terre. Objet divin dont le chef de terre n'est que le dépositaire, la terre ne se refuse pas. » (Le Roy, 1995) Historiquement, le Burkina Faso a été le théâtre d'importants mouvements migratoires et les Burkinabés aiment bien rappeler que le « pays de l'homme intègre » a toujours accueilli ses frères africains (Groupe de discussion de Koro, 2015 ; Savonnet-Guyot, 1986). Les migrants ne deviennent pas pour autant propriétaires des champs, mais ont un droit d'exploitation révocable par le chef de la terre. Ils ont habituellement un certain nombre de règles à suivre pour pouvoir jouir de la terre. C'est ce qu'on pourrait définir comme une situation de patrimonialisation de la terre (Hochet, 2014). Par exemple, certains doivent offrir une certaine partie de leurs récoltes à leurs « hôtes » ou encore donner des présents, tout en participant aux différents rites du village.



Dans l'Ouest du Burkina Faso, plusieurs vagues migratoires importantes ont eu lieu, notamment celles de 1974 et de 1984. Les autochtones ont alors offert de grandes superficies aux migrants. Selon Bernard Tallet, cet accueil s'explique entre autres par le désir de sécurité des autochtones, qui étaient très peu nombreux dans cette partie du pays (Tallet, 2003). Selon Luigi Arnaldi Di Barme, il s'agit d'une situation particulière où les chefs de terres n'ont pas autant cherché à « exciper de ce droit de propriété intellectuelle que représente la terre, pour en faire une valeur rare, qui s'échangerait contre la volonté sociale d'intégration des étrangers » que dans d'autres États du continent (Arnaldi Di Barme, 2010). Cela s'explique par l'instabilité des chefferies et par l'existence d'une compétition pour la terre entre autochtones. Ainsi, l'accueil de migrants renforce le groupe et le protège contre les menaces des autochtones. Il convient également de mentionner que le Burkina Faso a une longue histoire migratoire. Le Royaume Mossis qui était situé dans la région de Ouagadougou a en fait été créé par des migrants. Les Mossis ont par ailleurs régulièrement investi la région de l'Ouest du Burkina (Benoît, 1982). Selon Bernard Tallet, nous sommes donc maintenant passé d'un espace « ouvert » à un « espace fermé » (Tallet, 2003).

Ceci étant dit, malgré quelques différences « régionales », le rapport à la terre demeure semblable sur l'ensemble du territoire burkinabé. Tel que décrit dans le Cadre d'analyse de la gouvernance foncière au Burkina Faso (CAGF), il s'agissait d'une appropriation collective transmissible par le droit de lignage (Gouvernement du Burkina Faso, 2014). C'était son utilisation qui était transmissible, puisqu'elle n'appartient à proprement dit à personne. Ainsi, le premier dépositaire de la terre transmettait de facto ses droits d'usage à ses descendants.

### 1.3.2 L'imposition d'une nouvelle conception de la terre par le colonisateur

C'est entre 1891 et 1898 que la conquête militaire française en l'Afrique de l'Ouest se concrétise. Au 19<sup>ième</sup> siècle, il n'existait pas de véritable loi concernant le foncier. Ce

qu'on qualifiait autrefois de « territoire militaire Niger-Volta » était perçu comme un territoire renfermant un important bassin de main d'œuvre (Hochet, 2014). La loi du conquérant s'appliquait et donc l'ensemble des terres appartenait au colonisateur, qui pouvait en disposer à sa guise, ce qui est défini comme le droit de conquête (Ciparisse, s.d.). C'est le Code civile français qui était ainsi appliqué et celui-ci ne reconnaissait aucunement un quelconque « code coutumier ». Tous les droits de propriété de type coutumier n'avaient donc aucune valeur. Ainsi, il s'agissait de terres considérées comme « vacantes et sans maîtres ». Catherine Coquery-Vidrovich affirme toutefois qu'en AOF, l'administration française a effectué de moins grandes concessions de terres que l'administration britannique en Afrique de l'Est puisque les entreprises établies sur place souhaitaient préserver leur monopole sur la région et empêcher l'arrivée de nouveaux entrepreneurs. Pourtant, les autorités étaient bel et bien libres de prendre possession de pratiquement l'intégralité des terres (Coquery-Vidrovich, 1982)

À partir de 1898, l'administration coloniale commence à instaurer certaines lois pour la gestion du domaine foncier sur le continent. Ces dernières concernaient l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest puisque ce n'est qu'en 1919 qu'il y a une séparation entre le Soudan et la Haute-Volta où se situe l'actuel territoire du Burkina Faso. Le premier décret est celui du 23 octobre 1904, qui a pour objectif de réorganiser le domaine foncier en Afrique occidentale. La logique demeure la même sauf en ce qui concerne un timide début de reconnaissance de la présence autochtone. En effet, à partir de ce moment, les terres formant « propriété collective des indigènes » ou « détenues par les chefs les représentants » ne peuvent être cédées qu'après l'approbation des autorités gouvernementales. Dans les faits, il ne s'agit que d'une question de formalités et les parcelles de terres des autochtones ne sont pas davantage protégées des expropriations. (Coquery-Vidrovich, 1982)

Le décret du 24 juillet 1906 instaure un système d'immatriculation des terres pour tous qui est « sans égard et au détriment des droits coutumiers ». Celui-ci servait donc

davantage à protéger les colons que les populations autochtones (Lompo, 2011). Ainsi, la priorité de l'administration était de sécuriser les investissements de leurs ressortissants en leur fournissant des outils légaux pour légitimer leur présence et leur droit de propriété. Il faut se rappeler que la colonie se devait d'être utile à la métropole et de contribuer à l'augmentation des richesses de celle-ci. Comme le démontre le théoricien néo-marxiste Samir Amin, il y a nécessairement un échange inégal entre le centre et la périphérie dans le système capitaliste (Amin, 1972). Ainsi, il apparaît « normal » que les politiques foncières cherchent davantage à être bénéfiques pour le « conquérant » que le contraire.

Cependant, le décret du 8 octobre 1925 créa les certificats administratifs. Ceux-ci visaient à établir un processus simplifié de constatation de possession des détenteurs des terres tel qu'il existe selon le droit coutumier. Il était donc devenu possible pour les autochtones en AOF de faire reconnaître leurs droits de propriété sur les terres « lorsque la teneur du sol ne présente pas tous les caractères de la propriété privée, telle qu'elle existe en France et lorsque les terres qui en font l'objet sont détenues selon les règles du droit coutumier local » (Gouvernement du Burkina Faso, 2014). Bien peu d'autochtones se prévaudront de ce droit pour plusieurs raisons. D'une part, certains administrateurs coloniaux étaient réticents à une telle reconnaissance et il y avait également la méconnaissance ou l'incompréhension du système d'immatriculation par les communautés locales (Faure, 1995).

Selon un rapport du Millenium Challenge Account (MCA), l'objectif ultime du colonisateur était fondamentalement de « libérer la terre de toutes les règles coutumières qui en entravaient la circulation en tant que valeur économique par l'avènement de la propriété privée, autant que possible, individuelle. » (MCA, 2013).

De l'indépendance jusqu'à la Réorganisation agraire et foncière de Thomas Sankara, le Burkina Faso a perpétué les mêmes logiques coloniales concernant la gestion de la

terre. La loi 77 de 1960 portant sur le domaine privé faisait de l'État le propriétaire de toutes les terres n'ayant pas encore été immatriculées. Elle créa également les concessions rurales, urbaines et individuelles. La loi 29, adoptée trois ans plus tard, autorise l'État à «(se) réserver (...) une part des terres faisant l'objet d'aménagements spéciaux ou des terres peu peuplées ou éloignées des agglomérations, réserve à l'État le droit de s'approprier les terres considérées comme vacantes, notamment dans les zones rurales reculées » (Gouvernement du Burkina Faso, 2014).

Malgré le processus de privatisation des droits de propriété terrienne qui a émergé de la période coloniale jusqu'à la révolution, les propriétaires ne pouvaient en réalité que très difficilement vendre la terre puisque celle-ci appartenait encore très majoritairement à une communauté villageoise et le contexte social et culturel agissait comme un frein évident (Faure, 1995). Le processus de marchandisation de la terre était loin d'être complété (Le Roy, 1995).

### 1.3.3 La Réorganisation agraire et foncière (RAF) Sankariste

Le régime de Thomas Sankara a mis en place la Réorganisation agraire et foncière (RAF) qui avait comme principal objectif d'assurer l'autosuffisance alimentaire. La manière de parvenir à cet objectif était de s'attaquer aux acquis des autorités coutumières.

Selon le régime Sankariste, les autorités coutumières avaient su bénéficier des bonnes grâces du colonisateur puisque leur appui était nécessaire pour maintenir leur contrôle sur la population du Burkina Faso. Michael Hardt et Antonio Negri ont théorisé cette stratégie des Empires qui ont cherché à entretenir les élites locales afin de s'assurer de leur soumission et de leur aide pour maintenir le contrôle sur les masses (Negri et Hardt, 2000). Ainsi, il serait beaucoup plus efficace de se servir des structures sociales déjà en place, qui possèdent une légitimité parmi la population et de les utiliser à nos propres

fins. Les autorités coutumières usaient donc de leur influence au service du colonisateur, en échange d'avantages consenties par le pouvoir colonial. Cet échange de bons procédés permettait d'améliorer leurs conditions économiques et sociales (Ouattara, 2015).

C'est ainsi que le régime sankariste a institué le Domaine foncier national, faisant de l'ensemble des terres rurales et urbaines, la propriété de l'État burkinabé. Tous les titres de propriétés foncières privés furent annulés. L'un des objectifs était ainsi de simplifier l'accès à la terre à ceux qui la travaillent, mais aussi de libérer des espaces en ville pour que des communautés qui ne possèdent aucun foyer puissent s'y installer. La RAF voulait également mettre en place un cadre législatif unique qui rendrait caduque les multiples décret et lois qui concernent le foncier. Pour sa mise en application, des commissions villageoises, communales et départementales d'attribution des terres furent instituées. Il y eut également des commissions de règlement de litiges.

#### 1.3.4 RAF de 1991 et 1996 : Le retour en force de la propriété privée

L'assassinat du Président Thomas Sankara et la prise du pouvoir par Blaise Compaoré en 1987 se sont accompagnés d'un changement de direction concernant le régime foncier. Le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP) a cherché à effectuer une « consolidation démocratique » et une réintégration de la notion de propriété privée.

Ce n'est pas le seul État africain à avoir effectué cette transition. Cela pourrait s'expliquer par les pressions extérieures qui ont certainement favorisé et encouragé de tels changements. En effet, l'obtention d'une aide internationale était de plus en plus conditionnelle à l'instauration d'un processus de démocratisation (Moyo, 2009). La constitution de 1991 vint confirmer cette volonté en assurant le multipartisme, la liberté d'association, l'État de droit et une séparation des pouvoirs. L'article 15 de la constitution garantissait également le droit de propriété privée :



Le droit de propriété est garanti. Il ne saurait être exercé contrairement à l'utilité sociale de manière à porter préjudice à la sûreté, à la liberté, à l'existence ou à la propriété d'autrui. Il ne peut y être porté atteinte que dans les cas de nécessité publique constatés dans les formes légales. Nul ne saurait être privé de sa jouissance si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste indemnisation fixée conformément à la loi. Cette indemnisation doit être préalable à l'expropriation sauf cas d'urgence ou de force majeure. (*Constitution du Burkina Faso*, 1991)

Le retour du respect de la propriété privée était inscrit dans une logique néo-libérale prescrite par les institutions de Bretton Woods. La RAF de 1991 fut donc évidemment affectée par ce tournant idéologique en rupture avec l'héritage socialiste de Thomas Sankara. Dorénavant, les terres pouvaient être cédées et cessaient d'être la propriété exclusive de L'État. Toutefois, le concept du Domaine foncier national fut maintenu. La RAF de 1996, qui avait pour objectif de corriger certaines lacunes juridiques de 1991 rétablit également les titres fonciers annulés en 1984.

#### 1.3.5 La Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural (PNSFMR) (2007)

C'est près de 10 ans après la dernière RAF que fut organisé un grand forum national à Ouagadougou pour aborder les questions de sécurité foncière, ce qui mena à l'adoption de la Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural (PNSFMR) en 2007. Cette Politique présente les lignes directrices qui vont déclencher des changements dans la gestion du foncier et qui mèneront par la suite à l'adoption de la loi 034 de 2009, puis, à celle de 2012.

Dans un contexte de croissance démographique exponentielle, de conditions climatiques de plus en plus ardues et d'augmentation des conflits liés à la terre partout au pays, le gouvernement burkinabé a considéré que les questions de sécurité foncière étaient un enjeu majeur. Plusieurs rapports sont accablants à ce propos et urgent le

gouvernement d'agir (Drabo, 2000). Le préambule de la Politique mentionne que le gouvernement reconnaît que la loi est présentement imparfaite, que les exploitants n'ont pas les papiers de leurs terres et que les limites des terrains sont parfois mal bornées (Gouvernement du Burkina Faso, 2007).

Plusieurs sous-objectifs sont identifiés, comme celui d'apporter des corrections majeures à la législation en vigueur. On souhaite notamment faire une distinction entre le domaine public et le domaine privé de l'État. Le domaine privé pourrait être plus facilement transmissible à un particulier. On souhaite également renforcer la reconnaissance des acquis fonciers issus du droit coutumier traditionnel. Il s'agit donc d'une continuité avec la direction empruntée depuis la constitution de 1991 : « Les chefs coutumiers et traditionnels sont des personnes importantes qu'on ne peut pas contourner. » (Gouvernement du Burkina Faso, 2007) La mesure proposée et qui sera effectivement mise en application par la loi est l'instauration des Comités villageois de développement (CVD), instance où l'autorité coutumière peut exercer un certain contrôle sur la terre. Ainsi, les transactions foncières doivent être débattues dans ce comité.

L'objectif principal est de trouver une manière d'effectuer de la prévention concernant les conflits fonciers et également d'avoir une gestion plus efficace de ceux-ci. On propose ainsi la mise en place des Services fonciers ruraux pour la gestion des conflits au niveau régional, ce qui est par ailleurs cohérent avec la Politique de décentralisation du gouvernement (Gouvernement du Burkina Faso, 2007).

Les représentants du gouvernement ont clairement exprimé que la sécurisation foncière a pour objectif d'apporter une plus grande prospérité économique et par le fait même, une plus grande sécurité alimentaire. La notion de « sécurisation foncière » mentionnée dans la Politique met donc de l'avant uniquement le fait d'être en mesure d'exploiter

la terre en tant qu'individu sans craindre de se voir retirer ses droits. Il n'y a pas d'inclusion des notions de sécurité foncière collective :

Dans ce document, « sécurisation foncière » signifie toutes les démarches et actions pour permettre à celui qui exploite ou qui possède des terres en campagne de travailler et d'avoir une protection de ces terres contre les gens qui peuvent venir lui dire que ces terres ne lui appartiennent pas ou l'empêcher d'exploiter ces terres. (Gouvernement du Burkina Faso, 2007)

Un nouveau virage s'est par ailleurs effectué avec cette politique. L'émergence de ceux qu'on appelle les nouveaux acteurs (NA) ou agrobusiness men occupe une place importante dans la politique. L'action numéro 4 stipule qu'il est impératif de « reconnaître le droit à la terre aux hommes d'affaires agricoles, ceux qui ont les moyens de mettre en valeur les terres en milieu rural » (Gouvernement du Burkina Faso, 2007). Il n'avait pas été fait mention aussi explicitement de ces nouveaux investisseurs auparavant. C'est essentiellement parce que le modèle d'agriculture familiale qui prévalait jusqu'à présent était mis de l'avant. Le contexte mondial de crise alimentaire et l'ampleur des investissements directs étrangers sur les terres arables ont certainement influencé les décideurs politiques à clarifier leur position sur la question. Pour le ministre de l'agriculture de l'époque, monsieur Salif Diallo, la sous-alimentation au Burkina Faso peut être enrayée par les nouveaux acteurs : « Il faut travailler à l'avènement de nouveaux acteurs qui vont avoir des superficies plus grandes, employer même des ouvriers agricoles. Nous sommes dans un monde de capitalistes. C'est quand notre agriculture emploiera peut-être 5 ou 15% de la population pour produire pour l'ensemble du pays que nous aurons réussi notre mutation » - Salif Diallo (Ouattara, 2014). Le constat du gouvernement burkinabé est que l'agriculture familiale est un échec puisqu'incapable de répondre à la demande. Tel qu'analyse le professeur Mahamadou Zongo, cette Politique est l'aboutissement d'un rejet progressif du modèle d'agriculture familiale au profit d'une agriculture industrielle menée par les nouveaux acteurs :



Nous avons 90% de paysans au Burkina Faso et qui ne peuvent même pas nourrir la moitié du pays. Les préjugés sur l'agriculture familiale en faisaient des carcans qui ne sont pas capable d'innover (selon les dirigeants politiques). Par conséquent, il fallait les remplacer. (Mahamadou Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015)

Ainsi, l'on comprend que la sécurisation foncière vise surtout à protéger les investissements de ces hommes d'affaires. Dans la Politique, on fait toutefois mention de l'importance de s'assurer que les investissements soient bénéfiques pour les communautés. On propose un certain nombre de balises comme la limitation du nombre d'hectares pouvant être possédés par un seul individu. On souhaite également lutter contre la spéculation foncière en obligeant la valorisation de la terre.

Cette approche est celle qui prévaut encore aujourd'hui. La sécurisation foncière est donc présentée comme urgente afin de rendre possible un développement économique qui passe par une plus grande productivité. Les acteurs clés sont les agrobusiness men.

#### 1.3.6 Loi 034 de 2009 et 2012

La première mouture de la loi 034 fut adoptée en 2009. Il s'agissait de la suite logique, d'un point de vue légal, de la Politique nationale de sécurisation foncière. Cette loi respecte l'ensemble des mesures proposées dans la Politique. Ses objectifs tels que mentionnés dans la loi sont les suivants : assurer un accès équitable aux terres rurales pour l'ensemble des acteurs (ruraux, personnes physiques et morales de droits privés), promouvoir les investissements, accroître la productivité dans le secteur agro-sylvo-pastoral, favoriser la réduction de la pauvreté en milieu rural ; favoriser la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles ; contribuer à la préservation et à la consolidation de la paix sociale (Assemblée nationale du Burkina Faso, 2009). On souhaite donc, encore une fois, favoriser un plus grand développement économique,

mais aussi protéger « les intérêts nationaux et préserver le patrimoine foncier national en milieu rural » (Assemblée nationale du Burkina Faso, 2009).

La singularité de cette loi vient de l'instauration des chartes foncières locales qui sont de nouveaux outils légaux. Celles-ci permettent, dans un premier temps, d'intégrer davantage les autorités coutumières dans le processus de gestion du foncier et ce, dans une perspective de décentralisation. Dans un second temps, elles permettent également aux communautés de donner une direction à la gestion du foncier et de combler aux insuffisances de la loi nationale afin de répondre aux préoccupations locales. Par exemple, si une majorité des membres d'un village considère important de préserver un lac et que la solution réside dans l'interdiction de construire aux abords du cours d'eau, ils peuvent se munir d'une charte foncière imposant ces conditions. Cette dernière vient donc protéger les intérêts d'une communauté, qui ne seraient autrement pas défendus par les lois nationales. Bien évidemment, les chartes foncières ne peuvent en aucun cas aller à l'encontre des lois, mais elles agissent plutôt comme des compléments. Elles sont donc surtout utilisées pour la préservation de la faune et de la flore, des espaces locaux d'utilisation commune et pour imposer des règles entourant les prêts de terres rurales.

Dans un second temps, la loi 034 créa le Conseil national d'aménagement et de développement durable du territoire qui a des filiales au niveau régional, provincial et communal (Assemblée nationale du Burkina Faso, 2009). Son mandat est de « formuler des suggestions, orientations et les conditions de mise en œuvre par l'État et les collectivités territoriales de la politique Nationale. » (Assemblée nationale du Burkina Faso, 2009). C'est également une manière de combler aux lacunes en ce qui concerne la coordination de la gestion du foncier. En effet, il y a plus de huit ministères qui sont



concernés par la Politique nationale de sécurisation<sup>5</sup>. Il était notamment question, lors du Forum sur la sécurité alimentaire, de « l'éparpillement » ministériel et de la complexité de savoir à qui s'adresser lorsqu'on s'intéresse aux questions foncières (Gouvernement du Burkina Faso, 2007).

La loi 034 de 2012 est venue combler certaines lacunes de la mouture de 2009, mais voulait également réformer l'ensemble de l'appareil juridique concernant à la fois les terres en milieu rural et urbain. Celle de 2009 abordait uniquement le régime foncier en milieu rural. Dans un premier temps, il s'agissait donc de régler quelques petites insuffisances légales ou répondre à des problèmes d'applicabilité en fonction des ministères concernés. On clarifie notamment le fait que le Domaine foncier national est composé du domaine foncier des collectivités territoriales, des particuliers et de l'État. Nous ne ferons pas mention de tous les ajustements de manière exhaustive puisque cela n'a pas réellement d'importance pour l'analyse des données de la présente recherche. Ceci étant dit, nous présenterons les balises qui ont été instaurées afin d'empêcher la spéculation et les accaparements de terres.

L'Article 182 stipule qu'il est tout à fait possible d'obtenir un bail pour l'exploitation de la terre et des ressources pour une durée allant de 18 à 99 ans. Cependant, l'Article 184 oblige le locataire à mettre en valeur la terre. L'objectif est donc d'éviter que des individus prennent possession des terres dans le seul et unique but de pouvoir les revendre une fois que leur valeur aura augmenté. Il s'agit d'une stratégie qui a été maintes fois observée partout à travers le monde et davantage depuis la crise

<sup>5</sup> Le Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire (MASA), le Ministère de la Justice (MJ), le Ministère de l'Environnement et de Développement Durable (MEDD), le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme (MHU), le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Sécurité (MATS), le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation (MATD), le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), et le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MRAH).

alimentaire de 2008-2009, qui a vu la terre devenir un objet de convoitise et d'enrichissement (Mousseau, 2010).

En résumé, la loi 034 est l'aboutissement logique de la RAF de 1987. Nous pouvons affirmer que l'objectif principal a toujours été d'apporter davantage de sécurité alimentaire. Au fil des ans, le gouvernement a convenu que cela était possible par une meilleure sécurisation foncière, diminuant les conflits et facilitant ainsi l'investissement des agrobusiness men. Ces derniers sont vus comme étant la solution à « l'échec » de l'agriculture familiale. Afin d'empêcher que se reproduisent des situations qui ont eu lieu dans d'autres pays, l'on impose des règles et balises plus strictes pour empêcher l'accaparement des terres, règles qui se précisent dans la loi 034 de 2009 et 2012. Chaque agriculteur doit donc délimiter son terrain et obtenir une attestation de possession foncière auprès de la mairie à un prix raisonnable et accessible à toutes et à tous. Dans le processus, afin de garantir l'inclusion des autorités coutumières, on mise sur les comités villageois de développement (CVD) et les chartres foncières. On facilite également la gestion des conflits reliés à la terre au niveau local.

Tableau 1.3 Coût des attestations de possession foncière au Burkina Faso

Gouvernement du Burkina Faso (2015). *Coût des APFR*. [Tableau]. Récupéré de <http://www.gouvernement.gov.bf/>

Communes	Terres	Tranches de superficies						
		Inférieur ou ou égal à 1ha	De + d'1ha à 3ha	De + de 3ha à 5ha	De + de 5ha à 10ha	De + de 10ha à 50ha	De + de 50ha à 100ha	De plus de 100ha
Communes Rurales	Terres (FCFA) rurales	150	500	1 000	1 500	3 000	5 000	7 500

## CHAPITRE II

### SÉCURISATION FONCIÈRE DANS LA RÉGION DES HAUTS-BASSINS

#### 2.1 Introduction

Grâce à une enquête de terrain menée dans six villages sélectionnés et aux entretiens avec des intervenants impliqués dans le foncier, nous évaluerons dans ce chapitre l'état de la sécurité alimentaire dans la région des Hauts-Bassins. L'objectif est de déterminer si l'évolution du régime foncier a réussi à remplir l'un de ses principaux mandats, soit l'atteinte d'une plus grande sécurisation foncière. Rappelons que les six villages qui ont été sélectionnés font face à des situations qui peuvent amener certains défis dans la gestion du territoire. Il s'agit donc, dans un premier temps, de déterminer si ces défis ont été occasionnés ou plutôt favorisés par l'évolution du régime foncier. Ensuite nous avons évalué si la loi 034 et les autorités qui la représentent étaient aptes à réagir efficacement aux situations problématiques.

Nous aborderons, dans un premier temps, les cas des villages de Nasso et Logofourouso, qui sont situés à proximité de la ville. Dans un second temps, nous nous intéresserons à Sangoulema et Natema, où des projets publics d'envergure ont pris place. Finalement, nous nous intéresserons à Bama et Koro, qui ont été ciblés par les nouveaux acteurs depuis quelques années.

Les résultats de notre enquête nous permettent d'affirmer que la valorisation des nouveaux acteurs ou agrobusiness men par le gouvernement burkinabé, qui s'est entre autres traduite par une législation foncière à leur avantage, a provoqué de l'insécurité foncière dans la région des Hauts-Bassins. De plus, le contexte a occasionné l'apparition de cas d'accaparement de terres au Burkina Faso, principalement par des acteurs nationaux et par le phénomène des paysans sans terres.

Nous démontrerons également que malgré les mesures prévues par la loi 034 pour améliorer la sécurité foncière, qui sont parfois considérées comme « visionnaires » en comparaison aux politiques foncières de plusieurs États africains, la loi ne parvient pas à résoudre la problématique. Son application semble plus que déficiente dans les villages concernés par l'étude. Les raisons pouvant expliquer cette situation sont nombreuses. Tout d'abord, il y a un manque d'efficacité de l'État, une absence de volonté politique et d'importants problèmes de corruption. La connaissance très limitée de la loi chez la majorité des familles d'agriculteurs est également un obstacle. En fait, la loi semble uniquement apte à garantir une plus grande sécurité foncière aux agrobusiness men.

En premier lieu, nous présenterons les points saillants de nos entrevues de groupe deux villages à la fois. Une courte analyse suivra pour souligner les éléments que nous considérons importants dans le cadre de notre recherche. Dans un second temps, nous discuterons plus en profondeur de l'ensemble de nos résultats et poserons certains constats afin de répondre à notre question de recherche.



## 2.2 Nasso et Logofouroussou : les défis imposés par la proximité de la ville

### 2.2.1 Nasso et les tumultes causés par l'ONEA

Le village de Nasso est situé à quinze kilomètres de Bobo-Dioulasso, aux abords d'une rivière importante de la région, la Guinguette. Les habitants font face à deux défis majeurs. D'une part, l'expansion constante de la ville crée une pression foncière importante. Dans un second temps, l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) a délocalisé les habitants de Nasso qui avaient des constructions et des champs à moins de 100 mètres de la rivière afin de protéger la qualité de l'eau (Jean Kisito Ouattara, 2015). La rivière est l'une des principales sources d'approvisionnement en eau de la métropole, Bobo-Dioulasso. Il convient de mentionner que le Burkina Faso fait face à de graves problèmes d'approvisionnement en eau et est classé parmi les 25 pays qui devront faire face à un stress hydrique d'ici 2025 (Opio-Odongo, 2014). Par contre, une forte proportion de Burkinabés (97%) affirme avoir accès à une source d'eau potable, ce qui s'explique, selon Stéphanie Dos Santos, par une « gestion de la pénurie par le partage » (Dos Santos, 2006). Le défi majeur pour les autorités burkinabés est plutôt de prendre des mesures quant à l'assainissement de l'eau et à faire face aux sécheresses, puisque les réserves d'eau diminuent drastiquement durant ces périodes. La délocalisation imposée par l'ONEA est une action visant à sécuriser l'approvisionnement en eau des habitants dans ce contexte particulier (R. Ouattara, secrétaire générale de la chambre régionale d'agriculture des Hauts-Bassins, entrevue individuelle, 6 mars 2015)

Sur les douze personnes qui ont participé au groupe de discussion, cinq d'entre elles ont affirmé avoir des problèmes fonciers majeurs. D'autres participants au groupe de discussion ainsi que d'autres villageois vivraient des problèmes similaires, mais ont préféré ne pas partager leur expérience personnelle.



Nestor Sanou possédait une plantation de bois près de la rivière, où se situait également sa maison. Les représentants de l'ONEA lui ont demandé de se déplacer en échange d'une compensation monétaire et d'un terrain près de l'université. Durant l'entretien de groupe, il a affirmé avoir le sentiment de ne pas avoir eu le choix d'accepter le nouveau terrain, qu'il estimait pourtant beaucoup plus petit, par peur de se voir saisir sa terre sans aucune compensation (N. Sanou, entrevue de groupe, 2 mars 2015). Les mêmes craintes sont partagées également par Mathieu Sanou, qui a aussi été déplacé : « Si l'ONEA veut nous aider, nous, on ne refuse pas, mais ils ont dit que si on refuse, ils vont nous chasser carrément. Il y a un matin, qu'on va se lever et il y aura une machine qui va commencer à casser la maison. » (Mathieu Sanou, entrevue de groupe, 2 mars 2015)

Au moment de l'entretien, les dirigeants de l'Université de Nasso avaient récemment signifié aux villageois que le terrain qui avait été offert par l'ONEA en guise de compensation se trouvait en réalité dans les limites de la propriété de l'université et qu'ils ne devaient donc plus construire. Les administrateurs de l'ONEA ont donc délimité un nouveau terrain, mais qui se trouve beaucoup plus éloigné du centre du village. Monsieur Nestor Sanou affirme ne pas avoir les moyens de se déplacer de nouveau et n'avoir jamais reçu la somme complète de la compensation promise par l'ONEA (N. Sanou, entrevue de groupe, 2 mars 2015). Jean Kisito Ouattara, ancien agent de protection de l'eau pour l'ONEA et habitant depuis 65 ans à Nasso, dénonce une autre problématique concernant le nouvel emplacement : « Le terrain a été négocié par l'ONEA à côté, mais ils n'ont pas loti. On a demandé les papiers de lotissement, mais rien n'a encore été fait à ce jour. Donnez-nous les papiers qui prouvent qu'on a été déplacés et qu'on peut rester là-bas. » (J. K. Ouattara, entrevue de groupe, 2 mars 2015). Monsieur Ouattara affirme que les villageois et lui sont allés à plusieurs reprises à la mairie pour l'obtention de l'attestation de possession foncière, mais sans succès. De plus, le nouvel emplacement serait trop restreint pour les 25 familles concernées : « Ils ont pris seulement une parcelle pour un chef de famille. Pourtant un chef de famille

a 10, 15, 20 personnes... » (J. K. Ouattara, entrevue de groupe, 2 mars 2015). Présentement, plusieurs ne travaillent plus dans les champs, car ils n'en ont tout simplement plus, selon Mathieu Sanou (M. Sanou, entrevue de groupe, 2 mars 2015). La demande des villageois de Nasso d'avoir accès à de l'eau courante n'a toujours pas été répondue favorablement. Ils ont par contre de l'électricité, ce que comprend mal Gilbert Dembele, puisque les installations de l'ONEA, à quelques mètres du village, fournissent en eau toute la ville de Bobo-Dioulasso (G. Dembele, entrevue individuelle, 1 mars 2015).

Toukaba Sanou, quant à lui, affirme que ce n'est pas la première fois qu'un organisme gouvernemental agit de manière illégitime. Déjà, en 1935, la Direction générale des eaux et forêts aurait occupé une petite parcelle pour le convoi à charbon, mais aurait pris possession d'une plus grande superficie de terre pour la culture du teck au fil des ans (T. Sanou, entrevue de groupe, 2 mars 2015).

Tel que mentionné dans l'introduction de ce chapitre, nous analyserons en détail les entrevues de groupe après la présentation des résultats des deux premiers villages. Abordons donc maintenant le cas du village de Logofourouso.

### 2.2.2 Logofourouso : projets publics et conflits familiaux

Logofourouso est situé sur l'axe routier Bobo-Ouaga, à quelques kilomètres de Bobo-Dioulasso. Les habitants du village font face à trois enjeux. Tout comme à Nasso, l'expansion de la ville crée une forte pression foncière. Le géographe Ardjouma Ouattara affirme que cette situation est due au fait qu'à l'époque, c'étaient les chefs coutumiers qui s'occupaient « d'installer » les nouveaux arrivants et qu'il n'y avait pas un réel plan d'urbanisation. Selon lui, la situation était hors de contrôle et c'est pour cette raison que la ville a pris autant d'expansion et de manière aussi anarchique (A. Ouattara, entrevue individuelle, 19 mars 2015). Plusieurs personnes rencontrées ont

également fait mention de vente de terres sans l'approbation de l'ensemble des membres d'une famille. Finalement, deux projets publics, soit l'agrandissement de l'aéroport de Bobo et la construction d'une gendarmerie, sont des facteurs de conflits fonciers. Les personnes rencontrées à Logofourouso ont préféré ne pas être nommées. Nous les identifierons donc par des acronymes. Parmi les treize participants ayant participé au groupe de discussion, sept d'entre eux ont affirmé vivre des situations problématiques en ce qui concerne la propriété terrienne.

L'intervenant 1 avait permis à un membre de sa famille d'exploiter sa terre en 2011 (Intervenant 1, entrevue de groupe, 15 mars 2015). Ce dernier l'a vendue, sans son consentement, à un agrobusiness man de Bobo-Dioulasso. Il n'a maintenant plus assez de terrain pour ses cultures. Le président du Comité villageois de développement (CVD) a participé à l'entretien de groupe et affirme qu'il ne s'agit pas d'une situation unique : « Il y a des conflits parce qu'ils vendent et que toute la famille n'est pas au courant. Le chef n'a pas été avisé. Le CVD non plus. » (Président du CVD, entrevue de groupe, 15 mars 2015).

L'intervenant 2 a quant à lui été forcé de redonner sa terre au nouveau chef du village. En effet, son père était l'ancien chef et selon la tradition, il doit transférer sa possession au successeur (Intervenant 2, 15 mars 2015). Il est incapable de se trouver une autre terre, puisque la valeur d'un hectare est en constante augmentation. Selon lui, la moyenne dans la région serait aujourd'hui d'un hectare pour 500 000 à 800 000 FCFA, ce qui est jusqu'à huit fois plus cher que dans certaines régions de Côte-d'Ivoire, en guise de comparaison (M. Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015). Selon le président du CVD, de moins en moins de villageois sont propriétaires d'une terre : « [Parmi nous] qui sommes assis ici, qui peut dire qu'il a un terrain. Je ne vois pas. Une ou peut-être ... deux personnes. » (Président du CVD, entrevue de groupe, 15 mars 2015).

L'intervenant 3 affirme qu'à cause de l'agrandissement de l'aéroport, il ne lui reste qu'une petite parcelle, largement insuffisante pour subvenir à ses besoins. (Intervenant 3, entrevue de groupe, 15 mars 2015). L'intervenant 4 est de ceux qui ont dû se déplacer pour la construction de la nouvelle gendarmerie. Il a été dédommagé par le don d'un nouveau terrain. Par contre, la superficie de sa nouvelle terre équivaut au quart de celle qu'il avait auparavant. Il affirme avoir dû vendre cette petite parcelle pour se nourrir (Intervenant 4, entrevue de groupe, 15 mars 2015). Même situation pour l'intervenant 5, qui travaille maintenant dans un petit kiosque où il vend des produits d'usage courant à Bobo-Dioulasso (Intervenant 5, entrevue de groupe, 15 mars 2015). Les « petits kiosques » sont de petites constructions parfois mobiles construites en bord de route afin d'offrir des produits de première nécessité ou encore, des repas légers.

### 2.2.3 Analyse des résultats pour Nasso et Logofourouso

Tableau 2.1 Problèmes soulevés à Nasso et Logofourouso lors des entretiens de groupe

	<b>Compensation insuffisante</b>	<b>Problèmes dans la délivrance des titres fonciers</b>	<b>Usurpation de terre</b>	<b>Cas d'accaparement par des agrobusiness men</b>
<b>Nasso</b>	x	x		
<b>Logofourouso</b>	x		X	

Nous pouvons donc constater que les deux villages ont dû composer avec de nouveaux projets d'envergure destinés aux services publics. Tel que le mentionnait en entrevue Ardjouma Ouattara, le Burkina Faso est confronté à un étalement urbain grandissant. Contrairement à l'urbanisation actuelle en Amérique, où l'on construit davantage de



bâtiments en hauteur, le Burkina se développe presque exclusivement de manière horizontale. Cela implique donc que les villes rejoignent rapidement les villages. En 1960, il n'y avait que deux villes (Bobo et Ouagadougou) au pays et maintenant on en compte plus de 49 (Ouattara et Some, 2009). Plusieurs villages ont donc été incorporés aux villes, augmentant ainsi la population citadine. Cette situation cause des défis de taille, qui sont analysés et débattus par les géographes. Nous n'analysons pas ici la pertinence de la construction des bâtiments publics, mais plutôt les enjeux concernant la propriété terrienne et surtout si il y a eu dédommagement conformément aux lois.

Dans de nombreux cas, du point de vue des intervenants, les compensations monétaires ont été insuffisantes ou tout simplement absentes<sup>6</sup>. De plus, bon nombre d'entre eux n'ont pas pu avoir une terre d'une superficie équivalente ou encore d'une superficie suffisante pour continuer à pratiquer une agriculture de subsistance. On peut donc parler de cas d'accaparement, puisque la prise de possession de leur terrain s'est accompagnée d'impacts négatifs sur leur modèle économique et social. Beaucoup d'entre eux, ne peuvent plus cultiver la terre et ont dû se tourner vers d'autres activités, principalement en ville. Le dédommagement peut très certainement être considéré comme insuffisant.

Le sentiment de sécurisation foncière n'est donc pas acquis pour ces villageois. Plusieurs craignent par ailleurs de voir leurs nouvelles terres de nouveau saisies. C'est principalement le cas dans le village de Nasso, où on constate que les titres fonciers garantissant les droits de propriété sur les terrains offerts en guise de compensation n'ont jamais été délivrés aux villageois. (J. K. Ouattara, entrevue de groupe, 15 mars 2015). Il semble donc y avoir des insuffisances concernant l'application de la loi 034

<sup>6</sup> C'est ce qui a été mentionné par ces intervenants : (N. Sanou, entrevue de groupe, 2 mars 2015 ; M. Sanou, entrevue de groupe, 2 mars 2015 ; J. K. Ouattara, entrevue de groupe, 2 mars 2015 ; Intervenants 3, entrevue de groupe, 15 mars 2015 ; Intervenants 4, entrevue de groupe, 15 mars 2015).



qui, rappelons-le, garantit l'accès à tous les propriétaires de terre à une attestation de possession foncière. Est-ce par manque de moyens, par méconnaissance de la loi ou un acte délibéré ? Pourtant, en ce qui concerne Nasso et Logofourouso, que ce soit lié à l'ONEA, à l'aéroport ou encore à la gendarmerie, nous avons affaire à des institutions publiques qui devraient connaître la loi. Il est difficile d'avancer une explication objective puisqu'il nous a été impossible de rencontrer les membres de l'ancienne administration compte-tenu du contexte politique actuel. Toutefois, l'analyse globale des cas dans les villages sélectionnés nous permettra d'apporter une réponse à cette question.

La proximité de la ville a créé une augmentation du coût de la terre due au phénomène de raréfaction. C'est davantage le cas dans le village de Logofourouso, où nous pouvons constater plusieurs cas où des membres d'une famille propriétaire d'une terre n'ont pas de difficulté à trouver des acheteurs, principalement des agrobusiness menant de Bobo-Dioulasso ou de Ougadougou. Par contre, ces terres sont vendues sans l'accord de l'ensemble des utilisateurs de la terre, de manière frauduleuse dans plusieurs cas<sup>7</sup>, phénomène qui avait été documenté par Mahamadou Zongo lors de son étude de cas dans la Province du Ziro et dans une publication concernant plus particulièrement l'Ouest du Burkina Faso. Il y affirme justement que les conflits intra-familiaux sont apparus en raison de la forte pression foncière et qu'ils ont un potentiel d'occasionner de « grands affrontements » (Zongo, 2009).

Par ailleurs, ce problème devait être en principe réglé par les modifications au Régime foncier de 2009, qui stipule que les achats doivent être approuvés par le Comité villageois de développement, ce qui permet de rendre publiques les transactions. Le président du CVD affirme que bon nombre de nouvelles transactions foncières n'ont

<sup>7</sup> (Intervenant 2, entrevue de groupe, 15 mars 2015 ; Président du CVD, entrevue de groupe, 15 mars 2015).

jamais été soumises au comité (Président du CVD, entrevue de groupe, 15 mars 2015). On peut donc constater qu'il s'agit de cas d'accaparement de terre et qu'un fort sentiment d'insécurité foncière est partagé parmi les villageois.

Dans les deux villages, les agrobusiness men ne sont pas la cause de ces accaparements. Cependant, leur intérêt pour la propriété foncière et leur capacité à offrir des sommes d'argent substantielles aux communautés vivant dans un contexte difficile ont certainement influencé certaines personnes à agir de manière frauduleuse. Nous reviendrons sur cet aspect après avoir abordé le cas des quatre autres villages.

### 2.3 Sangoulema et Natema : les défis imposés par la construction du barrage de Samandéni

Abordons maintenant les situations à Sangoulema et à Natema. Il s'agit de deux villages qui ont subi indirectement et directement les répercussions de la construction du barrage de Samandéni. C'est un projet dont les coûts de construction s'élèvent à plus de 180 milliards de FCFA et qui servira à emprisonner une grande quantité d'eau provenant du plus grand fleuve du Burkina Faso, le Mouhoun (Clarrise Hema, 2010). L'objectif est d'assurer le développement économique de la région en permettant de pratiquer une agriculture de contre-saison grâce à l'eau du barrage. L'idée d'un tel projet a émergé pour la première fois au gouvernement en 1976 et sa construction n'est toujours pas achevée aujourd'hui (Sanou, 2015). La surface inondée sera d'environ 150 km<sup>2</sup> et on estime que le barrage a affecté ou affectera des habitants dans plus de huit villages (Clarrise Hema, 2010).

Sangoulema et Natema sont relativement éloignés du site de construction en soi. Toutefois, la diminution des superficies cultivables dans la région, qui est occasionnée par le projet, a un impact sur les questions foncières dans ces deux localités. Il y a donc

une pression foncière notable dans les deux cas. Il est donc intéressant d'évaluer l'état de la sécurité foncière.

### 2.3.1 Sangoulema : la jeunesse face aux difficultés

Nous avons rencontré 21 intervenants à Sangoulema, qui est situé à environ quarante kilomètres de Bobo-Dioulasso. La majorité des participants au groupe discussion était composée de jeunes hommes, ce qui est caractéristique de ce village où les jeunes sont maintenant les chefs de terre et forment la majorité des habitants. Dix d'entre eux ont souhaité prendre la parole et ont affirmé vivre des situations problématiques concernant leur possession ou non-possession de terres agricoles. Le barrage ne semble pas être la principale source de conflits, mais plutôt représenter un facteur secondaire. Il y a plusieurs cas de surendettement, de vente de terres de manière illégitime, d'usurpation et de conflits inter-village en raison d'une frontière qui serait mal définie.

Aly Sanou possède le tiers du champ familial puisque les deux autres parties appartiennent à ses frères. Il y cultivait l'eucalyptus, ce qui désormais n'est plus possible puisque des travailleurs du chantier sont venus sans son consentement creuser afin de récupérer la roche pour la construction du barrage. Il affirme avoir fait les démarches pour être dédommagé, mais que rien n'a été fait à ce jour. Il ne peut donc plus pratiquer l'agriculture sur cette terre et songe maintenant à faire de l'élevage (A. Sanou, entrevue de groupe, 10 mars 2015).

Trois villageois ont raconté avoir perdu leur terre en raison d'une vente ou d'une prise de possession qu'ils considèrent comme illégitime par des membres de leur famille. C'est le cas de Clément Sanou qui ne possède maintenant plus de champ pour l'agriculture. Lorsque son père est décédé, ses oncles se sont partagé les terres entre eux, sans l'inclure. Il est maintenant forcé de s'occuper d'un petit kiosque où il vend des produits de première nécessité. Il souhaite se convertir à l'élevage lorsqu'il en aura

les moyens (C. Sanou, entrevue de groupe, 10 mars 2015). Situation similaire pour Ardjouma Sanou, mais dans son cas, le champ a été vendu par son père lorsqu'il était encore jeune. Il ne possède plus de champ, mais il doit rester au village pour prendre soin de son père (A. Sanou, entrevue de groupe, 10 mars 2015). Seydou Sanou est parti travailler en Côte d'Ivoire pour obtenir un emploi lucratif et lorsqu'il est revenu, son père avait vendu la plus grande partie de leur champ. Il ne lui reste maintenant qu'une petite parcelle, qui est insuffisante pour pratiquer une agriculture de subsistance. Monsieur Seydou Sanou affirme avoir voulu enregistrer la parcelle qu'il lui reste afin de sécuriser ses acquis. Il affirme avoir payé, mais n'avoir jamais reçu les papiers et jusqu'à ce jour, il n'a pas réussi à obtenir une explication de la part des autorités (S. Sanou, entrevue de groupe, 10 mars 2015). La majorité des intervenants présents a également affirmé avoir déboursé 6 500 FCFA pour enregistrer une terre, mais n'avoir toujours rien reçu. Pourtant, puisqu'ils étaient pour la plupart classés dans la catégorie « 5 à 10 ha », ils auraient normalement dû déboursier la somme de 3 000 FCFA (B. I. Djena, entrevue individuelle, 13 mars 2015). Ils certifient avoir donné l'argent en 2013. Selon le président du CVD, se nommant également Seydou Sanou, ils sont même allés jusqu'à la mairie pour récupérer les papiers, mais on leur a répondu que ce n'était pas tout le monde qui avait payé et qu'on ne pouvait donc pas délivrer les attestations à qui que ce soit du village (S. Sanou, entrevue de groupe, 10 mars 2015). Il affirme avoir quelques craintes concernant le processus de transition qui est en cours puisque les villageois ont peur que la nouvelle administration ne soit pas au courant de leurs démarches.

Jean-Baptiste Sanou a été forcé de vendre ses terres à un agrobusiness man de Bobo-Dioulasso en 1999 pour payer ses dettes à la Société burkinabé des fibres textiles (SOFITEX) : « Une année, je suis tombé en impayé, donc j'ai vendu mon champ pour payer le crédit. Actuellement, je n'ai plus de champ, mais j'ai un bas fond que je voulais exploiter pour du jardinage. Mais... les moyens ne me permettent pas de le faire, donc c'est le problème que j'ai ici. » La SOFITEX vend aux agriculteurs les engrais,



semences et autres produits nécessaires à l'agriculture du coton (Jonathan Kaminski, 2007).

Une partie du champ de Abdoulaye Sanou aurait été vendue à un agrobuisness man par des habitants du village voisin, Natema. Il a fait les démarches pour pouvoir récupérer sa parcelle, mais ceux-ci affirment qu'elle se trouve dans les limites territoriales de leur village et que ce n'est donc plus sa propriété. La situation a commencé en 2004, mais n'est toujours pas réglée. Son champ n'est pas exploité actuellement, mais simplement borné par des arbres plantés par le nouveau propriétaire (A. Sanou, entrevue de groupe, 10 mars 2015). Dans le cas de Moussa Sanou, ce sont des migrants à qui il avait prêté sa terre qui refusent de la lui rendre (Moussa Sanou, 2015a).

### 2.3.2 Natema : plusieurs types de conflits

Natema est le village voisin de Sangoulema et fait sensiblement face aux mêmes enjeux. Nous nous sommes entretenus avec quatorze intervenants et dix d'entre eux affirment être confrontés à des conflits fonciers.

André Sanou est le seul villageois ayant participé au groupe de discussion qui affirme avoir dû se déplacer en raison de la construction du barrage de Samandéni (A. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015). Son champ se trouvait sur le tronçon de la nouvelle route construite pour permettre aux travailleurs d'accéder au chantier. Il nous a confié avoir reçu un dédommagement pour la reconstruction de sa maison, mais que le montant est insuffisant pour qu'il puisse s'acheter un nouveau champ. D'ailleurs, il n'a pas été en mesure de trouver un nouveau terrain à Natema pour pratiquer l'agriculture. Il affirme qu'il n'y en a tout simplement plus ou que c'est hors de ses moyens. Emmanuel Sanou a quant à lui dû céder son champ pour la construction d'une école et ce, dans des conditions similaires à celles de monsieur André Sanou (E. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015).



Tout comme à Sangoulema, plusieurs villageois ont des problèmes d'endettement avec la SOFITEX. C'est le cas pour Étienne Sanou, qui a obtenu un prêt pour payer les engrais et les pesticides. La récolte a été très décevante et il n'a pas été en mesure de rembourser son prêt. Il a dû vendre neuf hectares et il ne lui en reste plus que trois (É. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015). Même situation pour Jean-Pierre Sanou, qui a vendu huit de ses dix hectares (J.P. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015). Dans les deux cas, ce sont des agrobusiness men de Bobo-Dioulasso qui ont acquis la terre et qui l'exploitent. Jean-Pierre Sanou, même s'il considère qu'il fait face à une situation injuste, ne croit pas qu'il soit possible d'obtenir gain de cause. Selon lui, les prix étaient beaucoup trop élevés, mais comme la SOFITEX détenait le monopole, elle pouvait dicter les prix du marché (J.P. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015).

Jacques Sanou avait un grand champ et a prêté cinq hectares à un travailleur de la Société nationale d'électricité du Burkina (SONABEL) qui vit à Bobo-Dioulasso. Cependant, celui-ci a progressivement pris possession de nombreux hectares supplémentaires aux alentours et il fait maintenant pression pour que Jacques Sanou lui cède ses derniers hectares. Il posséderait au total près de 105 ha. Selon monsieur Jacques Sanou, cet agrobusiness man n'a pas d'attestation de possession foncière et il n'a pas « borné ». Il aurait plutôt pris le contrôle de manière frauduleuse avec la complicité des agents de l'État qu'il aurait réussi à corrompre (J. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015). Il est devant la justice depuis maintenant sept ans pour régler cette affaire, mais le dossier demeure toujours ouvert. Monsieur Jacques Sanou a sécurisé la portion de terre qu'il lui reste en échange d'une somme de 170 000 FCFA à la mairie. Il se dit victime d'un « acharnement » et pense que le nouveau propriétaire souhaite obtenir gain de cause en l'épuisant. En effet, il affirme devoir régulièrement faire l'aller-retour entre Bobo et Natema pour se présenter au juge et que bien souvent, c'est un déplacement inutile (J. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015). Il possède uniquement une petite moto en mauvais état et il a de la difficulté à couvrir les frais de déplacement.

Solomane Sanou avait permis à un migrant de pratiquer l'agriculture sur cinq hectares de sa terre en 1995. Au début de l'année 2015, il a averti le locataire qu'il avait l'intention de reprendre deux hectares pour combler les besoins de sa famille, qui s'est agrandie depuis, mais le locataire a refusé. Il ne s'est d'ailleurs pas présenté aux rencontres prévues avec le chef du village et le CVD. Solomane Sanou croit avoir le droit de formuler une telle demande, d'autant plus qu'il n'y a plus de terres disponible aux environs (S. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015). Issouf Sanou se retrouve également devant la justice puisque les migrants à qui il a prêté une portion de son champ ne veulent plus lui redonner. Il ne lui reste maintenant qu'un hectare (I. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015). Même situation pour Jonathan Sogossi Sanou, qui se désole également que les usagers de sa terre fassent pression pour obtenir encore plus d'hectares de sa part (J. S. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015).

Un intervenant qui a préféré garder l'anonymat affirme que ses grands-frères ont vendu leurs terres alors qu'il était occupé à l'élevage de bœufs. Ainsi, plus de dix hectares ont été achetés par d'autres et il ne lui reste plus qu'un hectare. Il affirme être forcé de travailler en ville pour subvenir à ses besoins (Intervenant 11, 2015).

Durant l'entrevue de groupe, plusieurs villageois ont affirmé ne pas connaître la loi 034, mais ils comprennent l'importance d'obtenir un titre de propriété foncière. D'ailleurs, une délégation serait passée pour inciter les villageois à se doter d'une attestation de possession foncière dans le cadre du projet MCA. Par contre, peu d'entre eux ont effectué les démarches. Ils affirment que les coûts sont trop élevés pour leurs moyens et que ce n'est donc pas par manque de volonté (J. N. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015).

### 2.3.3 Analyse des résultats pour Sangoulema et Natema

Tableau 2.2 Problèmes soulevés à Sangoulema et Natema lors des entretiens de groupe

	Compensation insuffisante	Problèmes dans la délivrance des titres fonciers	Usurpation de terre	Cas d'accaparement par des agrobusinessmen	Dysfonctionnalité des instances de règlement de conflits	Obligation de vendre pour cause d'endettement
Sangoulema		X	X	X	X	X
Natema		X	X	X	X	

Les conflits fonciers dans les villages de Sangoulema et Natema ont débuté, pour la plupart, avant l'adoption de la loi 034 de 2009. Cependant, il semble y avoir une stagnation dans les démarches pouvant mener à un règlement des litiges. C'est le cas pour Jacques Sanou, qui semble être victime d'un acharnement juridique de la part d'un employé de la SONABEL qui souhaite avoir gain de cause par l'usure en le forçant à se déplacer jusqu'à Bobo-Dioulasso régulièrement. Pourtant, le processus de décentralisation prévoit que ce genre de conflit soit traité par les communes. De plus, la Commission d'évaluation et de constat de mise en valeur des terres du domaine privé immobilier de l'État, créée par la loi 034, ne semble pas s'être penchée sur le contrôle d'une centaine d'hectares de terres cultivables qui ne sont pas mis en valeur depuis plusieurs années par l'employé de la SONABEL (Assemblée nationale du Burkina Faso, 2012). Les témoignages de Abdoulaye Sanou, Issouf Sanou et Solomane Sanou indiquent que les structures mises en place par la loi et qui visent à favoriser un

règlement de conflit rapide sont dysfonctionnelles<sup>8</sup>. Dans certains cas, cela fait plusieurs années qu'un jugement est attendu. Le refus de collaborer avec le CVD, pourtant reconnu par la loi comme un acteur légitime du foncier, n'a entraîné aucune conséquence (Solomane Sanou, 2015). On peut donc constater que les mécanismes de règlement de conflits semblent inefficaces dans le cas des deux villages.

Autre déficience constatée quant à l'application de la loi : la délivrance des titres fonciers. À Sangoulema, les intervenants ont affirmé de manière unanime n'avoir jamais reçu leurs titres fonciers, malgré qu'ils aient honoré les frais administratifs. À Natemala, plusieurs villageois affirment qu'un agent de l'État serait passé pour les inciter à se doter d'un titre de propriété foncière, mais qu'ils auraient refusé puisque le prix demandé était trop élevé. Pourtant, comme l'affirme Ben Idriss Djena, le coût des titres foncier a été prévu pour être à la portée de tous les Burkinabés (Ben Idriss Djena, 2015). S'agit-il donc d'un fonctionnaire de l'État qui a abusé de son autorité pour tenter de faire un profit personnel en majorant les prix ? C'est ce que nous croyons, puisque des villageois nous ont confié que le montant qui leur a été demandé était d'environ 25 000 FCFA, ce qui est presque quatre fois trop (J. N. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015). Un intervenant que nous avons rencontré<sup>9</sup> et qui a travaillé au sein de l'administration publique suspecte également que de telles situations puissent s'être produites dans la région des Hauts-Bassins. Il aurait été lui-même témoin de certaines irrégularités.

L'article 127 de la loi 034 prévoit que « toute occupation sans titre des terres du domaine privé de l'État est interdite et le déguerpissement ne donne lieu ni à recasement ni à indemnisation » (Assemblée nationale du Burkina Faso, 2012), une

<sup>8</sup> (A. Sanou, entrevue de groupe, 10 mars 2015 ; I. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015 ; S. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015)

<sup>9</sup> Pour protéger l'intervenant, nous préférons ne pas mentionner son nom.



disposition dont sont conscients les villageois de Natema, bien qu'ils affirment tout de même être dans l'obligation de demeurer dans cette situation de précarité.

Nous avons pu constater la présence de quatre grands types de conflit. D'une part, les membres de familles vendent parfois sans le consentement de tous<sup>10</sup>. Dans un second temps, des migrants refusent de rendre la terre, même si celle-ci leur a été prêtée pour une période déterminée<sup>11</sup>. Il y a également des agrobusiness men qui tentent de s'approprier progressivement plus d'hectares en usant de tactiques douteuses<sup>12</sup>. Finalement, il y a les cas de la SOFITEX, qui a causé l'endettement de plusieurs agriculteurs qui ont dû se départir d'une partie de leur champ<sup>13</sup>. Ces situations auraient difficilement pu être entièrement évitées par l'application de la législation foncière. Elles ont toutefois occasionné l'apparition d'agriculteurs sans terre qui ont de la difficulté à subvenir à leurs besoins. Le manque de terre et le peu de travail en ville contribuent à la précarisation d'un nombre important de familles rencontrées. Plusieurs intervenants semblent planifier de se lancer dans l'élevage, puisqu'ils considèrent qu'il s'agit d'une activité de subsistance plus sécuritaire. Nous reviendrons sur leurs conditions socioéconomiques plus amplement dans le prochain chapitre.

#### 2.4 Bama et Koro : la cible des nouveaux acteurs

Les villages de Bama et Koro ont été la cible des nouveaux acteurs ou agrobusiness men selon plusieurs études (Mathieu *et al.*, 2013; M. Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015). Rappelons que les modifications au régime foncier avaient comme objectif

<sup>10</sup> Ce fut le cas pour (C. Sanou, entrevue de groupe, 10 mars 2015 ; A. Sanou, entrevue de groupe, 10 mars 2015 ; S. Sanou, entrevue de groupe, 10 mars 2015 ; Intervenant 1, entrevue de groupe, 8 mars 2015).

<sup>11</sup> Ce fut le cas pour (S. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015 ; I. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015 ; J. S. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015).

<sup>12</sup> Ce fut le cas pour (A. Sanou, entrevue de groupe, 10 mars 2015 ; J. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015).

<sup>13</sup> (J-P. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015 ; É. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015).



de favoriser les investissements et achats de terre par ces hommes d'affaire de l'agriculture. Il était donc intéressant d'aller questionner des communautés qui sont directement concernées par ces types de transaction foncière.

#### 2.4.1 Bama, dans la ligne de mire des investisseurs

À Bama, qui est situé à moins d'une heure de route de Bobo-Dioulasso, c'est 15 personnes qui se sont rassemblées pour échanger sur les questions foncières en face du petit commerce de monsieur Arouna Sanou. Bama est reconnu pour son riz et se situe à l'embranchement de la nouvelle route de terre qui mène au barrage de Samandéni. Il s'agit également du chef-lieu de la commune de Bama. Malheureusement, en raison de problèmes techniques, nous n'avons pu récupérer que trois enregistrements de témoignages. Par contre, ceux-ci sont représentatifs de la situation générale, puisque d'autres participants à l'entretien de groupe ont livré des témoignages similaires.

Moussa Sanou possédait trois champs, mais deux d'entre eux ont été réquisitionnés pour la construction d'un camp d'entraînement militaire. Il affirme n'avoir pas encore été dédommagé alors que cela fait plus de deux ans qu'il a dû se départir de ses terrains. Il ne lui reste plus qu'un champ, mais il a peur de le perdre en raison d'une possible expansion du camp. Il affirme avoir entamé des démarches pour l'obtention d'un titre foncier, mais qu'il n'a pas suffisamment d'argent pour compléter la demande (Moussa Sanou, 2015).

Tahirou Sanou a quant à lui perdu vingt hectares de terres en 2008 lorsqu'un groupe d'inconnus a vendu sa terre, sans son consentement, durant son absence. Ils ont prétendu être les propriétaires légitimes de la terre à l'agrobusiness man qui a acheté le terrain. Celui-ci possède maintenant une attestation de possession foncière et est donc le nouveau propriétaire du point de vue légal. Tahirou Sanou soutient avoir fait les démarches à la mairie pour expliquer sa situation, mais qu'il n'a pas été en mesure de

recupérer ses champs. Il ne lui reste plus qu'une portion de cinq hectares, mais il considère que c'est insuffisant puisqu'il doit les partager avec dix autres familles. Il proteste qu'il n'y a plus d'autres terres disponibles dans les environs (T. Sanou, entrevue de groupe, 15 mars 2015). Oumarou Sanou, ingénieur en développement durable et secrétaire de la Chambre régionale des Hauts-Bassins est du même avis quant à la non-disponibilité des terres : « Tout récemment, nous avons besoin d'une terre pour le pâturage dans la commune. On a fouillé dans tous les villages et il n'y avait pas de possibilité pour créer cet espace, parce qu'il n'y en a plus. » (O. Sanou, entrevue individuelle, 6 mars 2015)

Le père d'Arouna Sanou est décédé alors qu'il était encore très jeune. À cette époque, il affirme qu'il n'avait pas conscience de l'importance des champs. Il a donc préféré acheter du bétail avec le profit engendré par la vente de la terre. Il a été par la suite dans l'obligation de mettre en vente ses animaux par faute de moyens. Aujourd'hui, il tient un kiosque où il vend des œufs durs, des cigarettes, du savon pour le linge et autres petits accessoires. Il lui reste une petite portion de champ, mais qu'il a de la difficulté à mettre valeur puisqu'il n'est pas capable d'investir suffisamment (A. Sanou, entrevue de groupe, 15 mars 2015).

#### 2.4.2 Koro et la méconnaissance de la loi par ses habitants

Koro est situé à quinze kilomètres de Bobo-Dioulasso. Les villageois font face aux mêmes défis imposés par la proximité de la métropole qu'à Nasso et Logofourouso. Le village est une destination touristique en raison de son architecture. La majorité des habitations sont en effet construites sur une petite colline, ce qui est assez inhabituel au Burkina Faso. Les habitants de Koro avaient décidé à l'époque de développer le village de la sorte pour être en mesure de se protéger plus habilement des assaillants. Les six personnes rencontrées ne désirent pas que leurs noms soient mentionnés. Le chef du village a d'ailleurs préféré réunir un nombre restreint de personnes qui ont parlé « au

nom des habitants ». Les intervenants rencontrés n'ont donc pas nécessairement vécu de conflit foncier personnellement, mais ils abordent des enjeux qui les concernent en tant que communauté.

Le premier cas abordé a été celui d'un migrant qui a refusé de quitter alors que le village souhaitait reprendre la terre pour construire une école. Les intervenants s'expliquent mal sa réaction puisque les villageois s'étaient regroupés pour lui reconstruire une maison à un autre emplacement : « Finalement, il a refusé, il ne part pas. Quand les briques ont été confectionnées, il ne voulait pas se déplacer. C'est allé à la justice. Donc, il a fini par quitter et on a pu construire l'école ». (Intervenant 1, entrevue de groupe, 14 mars 2015)

Selon le Chef du village et les autres personnes rencontrées, il n'est pas possible à Koro de vendre ou de louer la terre avec un bail : « Il n'y a pas de vente de terrain, même pas en location. Vous prenez une portion, puis vous la cultivez. Par contre, peut-être qu'on va reprendre la terre à la saison pluviale. » (Chef du village, entrevue de groupe, 14 mars 2015). Ils ont également affirmé que des hommes fortunés avaient tenté d'acheter la terre en prétendant être des fonctionnaires du gouvernement. Ils s'opposent à cela puisque selon eux, ils viendraient « Acheter la terre, mais pas pour l'exploiter. Ils l'achètent et la revendent. » (Intervenant 2, entrevue de groupe, 14 mars 2015). Ils ont la certitude qu'ils possèdent l'autorité suffisante pour interdire la vente de terre. La loi 034 stipule clairement qu'un village ne peut pas interdire la vente de terre sur l'ensemble de son territoire. Ce qui pourrait expliquer cette situation, c'est probablement le fait que Koro n'a pas été parmi les villages concernés par le MCA.

Par ailleurs, après une longue discussion sur la loi 034 et la présentation de ses objectifs et de ses dispositions, les intervenants ont avoué n'avoir jamais été mis au courant. Le chef du village a d'ailleurs exprimé son point de vue par rapport à cette situation : « le problème du gouvernement ici c'est qu'il n'y a pas de sensibilisation. Ils prennent les

lois, au niveau d'eux, ils veulent nous les appliquer et nous, on n'est pas au courant. » Ils trouvent par ailleurs que cette loi est « bonne » si elle est « bien employée » (Chef du village, entrevue de groupe, 14 mars 2015).

Selon le chef du village, le problème du manque de terre ne peut pas être réglé par une telle loi et ce constat est partagé par les intervenants rencontrés : « Le terrain ne peut même pas nous suffire présentement. À leur temps, un père de famille pouvait avoir 15 enfants. Bon, si lui, il a 30 hectares, c'est comme si l'enfant a deux hectares. Bon, il va y avoir des petits fils encore et où est-ce qu'il peut aller ? » (Intervenant 3, entrevue de groupe, 14 mars 2015). Ils pensent d'ailleurs « qu'il n'y a pas de terre suffisante pour la future génération. » (Intervenant 1, entrevue de groupe, 14 mars 2015). Moussa Sanou, qui travaille maintenant à Bobo-Dioulasso et qui a été notre personne ressource afin de rencontrer les intervenants à Koro, témoigne d'ailleurs des changements drastiques dans la région : « Moi-même, je me rappelle, quand j'étais petit, en mon temps, je pouvais parcourir peut-être 10 km sans voir une maison. Actuellement, tu ne peux pas dépasser 500 mètres sans voir une construction. » (M. Sanou, entrevue individuelle, 13 mars 2015) Les intervenants semblaient visiblement inquiets de la situation foncière et très réfractaires à ce que des champs soient vendus à des étrangers, compte-tenu de la pression foncière importante qu'ils subissent.

Selon eux, la solution réside dans la planification familiale afin de diminuer le nombre de naissances. Deuxièmement, ils pensent que la scolarisation de la nouvelle génération pourrait également garantir un meilleur avenir à leurs enfants et petits-enfants : « Tu les pousSES (les enfants), ils réussissent un peu à l'école, ils peuvent donc avoir du boulot. Au lieu qu'ils restent sur place, ils peuvent aller travailler en ville. » (Chef du village, entrevue de groupe, 14 mars 2015)

### 2.4.3 Analyse des résultats pour Bama et Koro

Tableau 2.3 Problèmes soulevés à Bama et Koro lors des entretiens de groupe

	<b>Compensation insuffisante</b>	<b>Problèmes dans la délivrance des titres fonciers</b>	<b>Usurpation de terre</b>	<b>Cas d'accaparement par des agrobusiness men</b>	<b>Dysfonctionnalité des instances de règlement de conflits</b>	<b>Obligation de vendre pour cause d'endettement</b>
<b>Bama</b>	x		x	x	x	
<b>Koro</b>				x	x	

Dans les deux derniers villages, le sentiment qui est partagé par un bon nombre de villageois est qu'il n'y a plus de terre « disponible ». Il semble ainsi, spécialement dans le cas de Bama, que la prévention des accaparements soit plus ou moins un enjeu de taille, puisque beaucoup de personnes rencontrées ont affirmé n'avoir déjà plus de champ. Cependant, il est clair que la situation pourrait s'aggraver. Nous ne pouvons pas parler d'un sentiment de sécurisation foncière non plus. C'est encore plus évident à Koro puisque les villageois ne connaissaient pas la loi 034. Les autorités coutumières étaient persuadées qu'elles avaient la possibilité d'interdire la vente ou la location de terres. Les intervenants étaient par contre tout à fait conscients des défis que leur amène la démographie et avaient leurs propres pistes de solutions.



## 2.5 Discussion sur les résultats : aucune amélioration de la sécurité foncière

Nos entrevues de groupe dans les villages nous ont permis d'évaluer la situation concernant le processus de sécurisation foncière promu par le gouvernement après l'adoption de la loi 034 et de poser plusieurs constats. Cette loi qui, rappelons-le, devait changer considérablement la gestion du foncier au Burkina Faso. Il était donc essentiel d'effectuer une enquête de terrain et d'aller à la rencontre des villageois puisque aucune publication scientifique n'a été produite depuis la fin du MCA-Burkina Faso sur ces enjeux. Nous sommes donc en mesure aujourd'hui de réaffirmer la validité de certaines études sur le foncier qui datent d'avant l'adoption de la loi 034. Nous y ferons référence dans cette section pour appuyer nos observations. Par contre, nous pouvons également effectuer de nouveaux constats qui émergent de la nouvelle stratégie gouvernementale et qui pose de sérieuses questions quant à l'efficacité de celle-ci.

La situation foncière dans les six villages sélectionnés est alarmante. Nous avons relevé des cas d'accaparement de terre par des agrobusiness men facilités par des transactions foncières frauduleuses. Celles-ci ont été, dans plusieurs cas, effectuées avec la complicité d'un membre de la famille propriétaire de la terre. Il y a également quelques cas d'escroquerie et des cas d'expropriation pour des projets publics. Le déplacement des populations par l'État ne s'est pas effectué en échange d'un dédommagement juste et équitable tel que prévu par la loi. Le taux de croissance démographique élevé et l'étalement urbain contribuent à augmenter les conflits et à exercer une pression foncière importante.

La sécurisation foncière telle que définie par le gouvernement signifie une simple formalisation foncière des droits de propriété de type individuel. Cette approche nous apparaît problématique en soi puisqu'elle ne prend pas suffisamment en compte les droits collectifs. Ceci étant dit, nous avons également constaté l'échec de la sécurisation des droits des individus sur la terre. Effectivement, mis à part les agrobusiness men et

quelques exceptions, les familles des agriculteurs rencontrés ne possèdent pas d'attestation de possession foncière. Cela s'explique dans un premier temps par la méconnaissance de la loi par plusieurs agriculteurs. Dans un second temps, il semble que les instances chargées de la délivrance des papiers ne complètent pas les procédures. Finalement, d'autres villageois affirment ne pas avoir les moyens de payer les frais administratifs.

À la lumière de nos analyses, nous pouvons affirmer que ces situations conflictuelles sont apparues progressivement à partir du moment où le gouvernement burkinabé a fait la promotion des investissements privés en milieu agricole. Rappelons-nous que cette volonté est à la base des réformes du régime foncier. Il s'agissait ainsi de mettre sur pieds les outils légaux permettant de parvenir à cet objectif sans réellement tenir compte des exploitations familiales. La priorité était de sécuriser les possessions des agrobusiness men, d'abord et avant tout. C'est ce qui nous amène à affirmer que non seulement les démarches gouvernementales n'ont pas amélioré la sécurité foncière dans les six villages, mais qu'au contraire, elles ont plutôt contribué à sa dégradation.

En sécurisant les investissements agricoles, la terre est devenue un bien très lucratif, puisque le risque d'acheter un terrain et de le perdre est maintenant moindre. Cette situation a occasionné une course à la terre et plusieurs situations d'accaparement. On peut affirmer que le modèle socio-économique a été véritablement perturbé au sein des communautés locales, qui vivent aujourd'hui les conséquences de ces perturbations. Même si la loi 034 de 2012 a introduit des mesures intéressantes pour diminuer les accaparements et a finalement pris en compte les notions de sécurisation foncière collective avec les chartes foncières, elle n'est pas appliquée de manière conforme dans l'ensemble des villages que nous avons visités (Assemblée nationale du Burkina Faso, 2012).

### 2.5.1 La promotion des agrobusiness men

La marchandisation de la terre, puis la promotion active des investissements directs ont occasionné un intérêt accru de nombreux acteurs pour le secteur foncier.

Nous avons constaté plusieurs cas d'accaparement dans cinq des six villages. Pour le chercheur Mahamadou Zongo, la monétarisation de l'accès à la terre « constitue le principal obstacle de l'accès à la terre des catégories défavorisées. » (M. Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015). Selon lui, des fonctionnaires achètent de grandes superficies en milieu rural et ils ont beaucoup plus de moyens que les migrants ou les autochtones. Ils ont donc nécessairement accès plus facilement à la terre dans un contexte où les superficies cultivables se font rares. Rappelons que, comme le stipule Bernard Tallet, le développement urbain et les vagues migratoires qui ont été particulièrement importantes dans l'ouest du Burkina ont fait d'un espace ouvert, un espace fermé (Tallet, 2003). Ceux qui sont défavorisés sont ceux qui ont moins de moyens. La première catégorie de citoyens subissant les effets de cette course à la terre sont sans nul doute les migrants. En effet, beaucoup d'entre eux n'ont pas formalisé leurs droits sur la terre et sont encore considérés comme étant des locataires à durée déterminée. Les autochtones iront donc récupérer ces lopins de terre en premier. Dans une étude de cas publiée par Mahamadou Zongo concernant la province Ziro, il avance que les nouveaux acteurs qui ont acheté des terres sont constitués à 14% d'hommes politiques, à 19% d'opérateurs économiques et à 52% de fonctionnaires ou qui sont issus de grandes entreprises privées (Zongo, 2010). Nous constatons donc sans grande surprise que ce sont principalement des individus issus de la classe sociale plus élevée qui sont les plus enclins à acquérir de nouvelles terres.

En plus des importants moyens pour s'appropriier les terres, nous avons pu observer des prises possession de manière illégitime, comme ce fut le cas avec le travailleur de la SONABEL qui a acquis illégalement plusieurs centaines d'hectares à Bama.

Dans un autre ordre d'idées, des membres de familles propriétaires terriennes y ont perçu un moyen d'enrichissement rapide et c'est ce que nous avons constaté lors de notre étude. Lors de nos entretiens de groupe à Bama, Sangoulema, Natema et Logofourousso plusieurs participants ont raconté qu'une partie ou la totalité de leur terrain a été vendue par un membre de la famille sans qu'il y ait eu une consultation au préalable. C'est ce que monsieur Ardjouma Ouattara définit comme un « conflit de génération » :

Dans ce milieu-là, ce sont les aînés qui gèrent la terre. Ils gèrent, dans certains cas, sans tenir compte des jeunes. Ils se disent que comme [se sont] eux qui sont responsables, ils peuvent vendre pour de l'argent. Par contre, de plus en plus, les jeunes revendiquent leur part. Dans certaines régions, il y a des problèmes, notamment en ce qui concerne les jeunes, dans la mesure où les aînés ont donné des terres à des personnes qui ont acheté et qui ont un papier, mais les jeunes réclament. Les migrants leur font comprendre qu'ils ont leur papier, leur reçu et que les jeunes n'ont aucun droit là-dessus. Les jeunes disent que les aînés ont vendu sans consulter. (A. Ouattara, entrevue individuelle, 19 mars 2015)

Pour Ben Idriss Djena, ex consultant pour le MCA Burkina Faso, plusieurs jeunes aussi décident de vendre leurs terres afin d'obtenir rapidement une somme d'argent. Cette décision peut s'expliquer par leur désir de s'installer en ville, de quitter les difficultés de la vie en zone rurale (B. Djena, entrevue individuelle, 13 mars 2015). Par contre, certaines personnes ne connaissent pas la loi et ont peur de se faire saisir leur terre. Elles préfèrent ainsi accepter de vendre lorsqu'une offre intéressante se présente à eux pour éviter de se faire prendre leur terre sans rien obtenir en retour (GRAF, 2011), phénomène qui a été observé par Mahamoudou Zongo et le GRAF dans leurs études de cas, notamment dans la province du Ziro (Zongo, 2010 ; GRAF, 2011). Les entrevues au village de Nasso ont particulièrement fait ressortir cette crainte.

Ceci étant dit, comme nous avons pu l'observer, le bilan de ces nouveaux investisseurs est pour le moment mitigé. C'est ce qu'affirme Oumarou Sanou, trésorier de la

Chambre régionale des Hauts-Bassins « Même les nationaux qui payent des grandes superficies sur plus de 100 hectares comme ça, ils ne font rien là-dessus, il y a des gens peut-être qu'ils vont construire une petite maisonnette et vont mettre un gardien. » (O. Sanou, entrevue individuelle, 6 mars 2015) C'est ce que René Ouattara, secrétaire de la chambre régionale des Hauts-Bassins, définit comme de la spéculation foncière : « Dans la pratique, les gens font de la spéculation foncière. Ça c'est mon point de vue. Ils achètent, mais ils ne sont pas au labourage. [Ce sont] des cas isolés qui le font. (mettre en valeur la terre) » (R. Ouattara, entrevue individuelle, 6 mars 2015). Nous aborderons cette question plus en profondeur dans le prochain chapitre. Nous pouvons par contre d'ores et déjà affirmer que ces agrobusiness men ne remplissent pas le mandat qu'on souhaiterait leur voir accomplir : une amélioration de la production agricole. De plus, plusieurs parlent d'ailleurs d'un véritable « racket organisé » (O. Tiendrébéogo, entrevue individuelle, 26 février 2015). L'objectif des nouveaux acheteurs est donc d'abord et avant tout de s'enrichir, ce qui exclut souvent la mise en valeur immédiate de la terre.

Issaka Herman Traoré, conseiller du président du Conseil national de transition, prétend que cette logique ne date pas d'hier, mais que la situation aurait commencé dans un premier temps dans les milieux urbains où les dirigeants du régime offraient des lotissements à leurs proches :

Mais sur le terrain purement agricole, nous avons une oligarchie locale faite des barons de l'ancien régime. (...) La famille présidentielle jusqu'aux différents directeurs des différents services décentralisés et déconcentrés de l'État ont exproprié les paysans en milieu rural pour récupérer leurs terres, en faire des titres fonciers et en faire des « ranchs ». Vous allez tout autour de Ouagadougou, à 30 KM de Ouagadougou et vous verrez que la majorité des terres appartiennent à des barons de l'ancien régime dans les villages autour de la capitale. (I. Traoré, entrevue individuelle, 25 février 2015)



Cette situation était rendue possible par une absence de politique d'aménagement urbain dès l'indépendance et jusqu'à la prise de pouvoir de Thomas Sankara. C'est ce que Ardjouma Ouattara décrit comme une situation de développement « anarchique » (Ouattara et Some, 2009).

On peut constater en fait que l'évolution du régime foncier est plus apte à sécuriser les agrobusiness men que l'ensemble de la population, d'une part, parce que les seuls qui semblent bénéficier de ces attestations de possession foncière sont ces acteurs et non la population, pour les raisons mentionnées précédemment. Un bref retour historique nous permettra de justifier cette affirmation. Comme le mentionne Ben Idriss Djena, auparavant la terre ne se vendait pas, mais il était possible d'avoir les droits d'utilisation grâce au PV de palabre (B. Djena, entrevue individuelle, 13 mars 2015). Celui-ci obligeait l'investisseur à respecter un ensemble d'us et coutumes. Il était donc complexe et peu sécuritaire d'investir à long terme, compte-tenu de la non standardisation des procédures. Comme l'affirme Jean Noel Lambogri, vice-Président à la production de l'interprofession de la filière mangue au Burkina Faso, le financement de projets agricoles est conditionnel à l'obtention d'un titre foncier. C'est de cette manière qu'il a présenté l'utilité de l'attestation : « pour la sécurisation dans le but d'exploiter la parcelle. » (J. Lambogri, entrevue individuelle, 2 mars 2015). Pour Boubacar Barry, chef de service des études et des statistiques sectorielles de la Direction de l'agriculture, des ressources hydrauliques, de l'assainissement et de la sécurité alimentaire de la région des Hauts-Bassins, l'attestation de possession foncière a été conçue d'abord et avant tout pour « que chaque agrobusiness man essaie d'avoir un document juridique pour sécuriser sa terre. » (B. Barry, entrevue individuelle, 11 mars 2015). Ben Idriss Djena va encore plus loin en affirmant que : « cette loi, je ne pense pas qu'elle puisse prévenir des cas d'accaparement de terre. Bien au contraire, elle peut aider certaines personnes à payer de vastes territoires. » (B. Djena, entrevue individuelle, 13 mars 2015). Il rajoute toutefois que la loi 034 « permet de limiter le phénomène d'accaparement de terre. La loi dans sa figure actuelle oblige les communes

à donner l'attestation à des propriétaires terriens qui ont moins de 50 hectares. Quelqu'un qui a plus de 50 hectares de terrain ne peut pas avoir d'APFR délivré par la commune, il lui faut un décret venant du Conseil des ministres. Cela permet un peu de limiter le phénomène d'accaparement de terre, mais ne peut pas anéantir totalement le phénomène. » (B. Djena, entrevue individuelle, 13 mars 2015)

En fait, cette situation n'est pas étonnante si on comprend que la notion de sécurité foncière a été considérée par le gouvernement, depuis les premières réformes de la RAF jusqu'à aujourd'hui, comme la reconnaissance formalisée de la propriété privée sur les terres. Les notions de propriété collective n'ont été incluses que plus tard afin de trouver une solution aux tensions. La motivation première était d'abord et avant tout de sécuriser l'investissement des agrobusiness men et non celui des agriculteurs. Comme le stipule Pascal Zagré, le Burkina Faso a une tradition d'ajustement structurel qui est apparue avec le régime de Compaoré (Zagré, 1994).

D'ailleurs, c'est cette classe de citoyens plus aisés qui est apte à se servir des outils légaux offerts par les nouvelles lois foncières à son avantage. À titre de comparaison, il est intéressant de faire référence aux propos de Jean Ziegler en ce qui concerne les « cosmocrates », qui sont formés des classes aisées, mais à l'échelle transnationale. Dans l'un de ses essais, il dénonce le fait que les multinationales soient plus aptes à tirer avantage des organisations internationales puisque leurs dirigeants connaissent leur fonctionnement contrairement à l'agriculteur par exemple, qui n'a pas les moyens de s'organiser pour faire valoir ses droits (Ziegler, 2005). On pourrait comparer cette situation à celle qui prévaut actuellement au Burkina Faso avec la loi 034, une loi qui contribue à reproduire les inégalités sociales et à augmenter le capital d'une minorité de citoyens aisés du pays.

À la lumière de ces résultats, il est pertinent de se référer aux écrits de Philippe Lavigne Delville, qui affirme que pour déterminer si un État possède une bonne sécurité

foncière, il faut d'abord que les documents juridiques soient considérés comme légitimes par la population (Lavigne Delville, 2014). Dans un second temps, il faut que les institutions de gestion foncière soient fiables et effectives. Les groupes de discussions que nous avons rencontrés et qui connaissaient le mode de gestion foncière actuel ne remettaient généralement pas en cause les textes de loi eux-mêmes. Par contre, ils sont nombreux à avoir dénoncé le fait que les institutions soient dysfonctionnelles et corrompues. C'est donc au niveau des institutions que les défis sont les plus importants. Nous reviendrons sur cet aspect tout au long de ce mémoire.

Il convient de mentionner également que nous n'avons pas observé de cas d'accaparement par des étrangers, ce qui s'expliquerait en raison du climat peut-être moins favorable que dans d'autres pays d'Afrique et des difficultés en ce qui concerne l'irrigation, comme l'affirme Tan Mouba (I. Traoré, entrevue individuelle, 25 février 2015; T. Mouba, entrevue individuelle, 2 mars 2015). Par contre, comme l'affirme Jean Noël Lambogri, si le Mali, par exemple, semble attirer davantage les multinationales, cela s'explique par sa gestion des accès à l'eau (J.N Lambogri, entrevue individuelle, 25 février 2015). Le Mali offre davantage de commodités pour l'agriculture industrielle, malgré un climat difficile. Dans un second temps, cela pourrait également s'expliquer par le fait que le Burkina Faso possède une tradition moins ancienne en ce qui concerne la propriété privée (Issaka Herman Traoré, 2015). Finalement, l'on pourrait expliquer cet aspect en remontant à l'époque coloniale, où les différentes zones étaient développées selon certaines fonctions. L'Office du Niger, par exemple, était le « grenier de l'Afrique de l'Ouest » (Hochet, 2014) et l'actuel Burkina Faso servait davantage de réservoir à main d'œuvre. Le phénomène d'accaparement des terres par des étrangers s'effectue plutôt dans le secteur minier :

En fait, le phénomène est déjà là, mais c'est sous un autre angle que les problèmes se posent. Il y a des centaines de milliers d'hectares qui sont achetés, mais par des firmes multinationales qui œuvrent dans le domaine minier. Voilà. Il y a des communes où 80% du terroir est

acheté. Mais ça, c'est dans le domaine de l'exploitation minière. Mais depuis un certain temps, au début des années 2000, l'exploitation minière a explosé au Burkina. Il y a un risque important que la culture en pâtisse. Donc, le phénomène d'accaparement des terres est bel et bien là. (M. Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015)

Lila Chouli, chercheuse à l'Université de Johannesburg, a publié un ouvrage sur ce qu'elle présente comme un « boom minier » au Burkina Faso, où plus d'une dizaine de mines sont en exploitation par des multinationales. Celle-ci y décrit les conditions de travail plus que difficiles et soutient que l'arrivée des compagnies minières a causé une dégradation des conditions de vie des communautés (Chouli, 2014). Il serait intéressant de se pencher davantage sur les impacts des mines au Burkina Faso en ce qui concerne la sécurité foncière et alimentaire dans un second travail de recherche, puisqu'il n'y avait pas de mine étrangère dans notre zone d'étude.

#### 2.5.2 Loi 034 : une loi non appliquée

Nos observations précédentes étaient davantage en lien avec les modifications au régime foncier et avec les motivations idéologiques derrière celles-ci. La loi 034-2012, sans être en opposition avec la logique néolibérale, vient apporter quelques balises afin d'empêcher ou plutôt, afin de limiter les accaparements et permettre à toutes et à tous de sécuriser ses propriétés foncières. Nous avons toutefois constaté que la loi est partiellement ou pas du tout appliquée dans les six villages.

Rappelons que la loi-034 est toutefois novatrice. Selon Ben Idriss Djena: « Le Burkina [est l'un] des seuls pays de la sous-région qui s'est focalisé en grande partie sur le foncier et qui cherche à prévenir des cas de crise sur le foncier et je pense qu'on a une longueur d'avance. » (B. Djena, entrevue individuelle, 13 mars 2015) Le professeur Mahamadou Zongo abonde dans le même sens :



Je trouve que la loi 034 contient les dispositions susceptibles de protéger la grande majorité et [de] résoudre les problèmes que l'on considérait comme insurmontables. Les APFR collectives permettent de sécuriser les droits de tout le monde et aussi des femmes. Contrairement à ce que les gens pensent, je ne crois pas que la loi 034, si elle est appliquée de manière effective, est destinée à accélérer le bradage des terres. La loi contient les dispositions susceptibles de protéger tout le monde, y compris les catégories qui étaient traditionnellement exclues du foncier, je parle des femmes. ( M. Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015)

Monsieur Zongo affirme que l'instauration du principe des chartes foncières permettant de sécuriser des territoires appartenant à une collectivité est une innovation législative tout à fait enviable. Rappelons également les dispositions majeures de la loi, comme la facilitation de la distribution des attestations de possessions foncières avec un prix déterminé. Il y a également les Comités villageois de développement qui peuvent théoriquement freiner la vente de terres de manière frauduleuse. Notons aussi l'instauration d'une instance de règlement de conflits au niveau local pour simplifier la gestion des conflits. En troisième lieu, on limite le nombre d'hectares qui peut être acquis par un seul individu sans l'appropriation du Conseil des Ministres.

Nous avons toutefois constaté que la majorité des dispositions n'étaient pas appliquées dans les six villages de notre étude. Selon Ben Idriss Djena, cela pourrait s'expliquer par un manque de volonté politique de la part du gouvernement :

La loi a été promulguée, elle a été votée par les députés et promulguée par le président de la République à une période où on voulait plus un accompagnement de la part d'un projet américain, comme je le disais tantôt, le MCA. Certes, il y a des difficultés dans l'application de cette loi. Beaucoup de communes qui étaient concernées ont beaucoup de mal à partir, ont beaucoup de mal à l'appliquer totalement, cette loi. Beaucoup d'acteurs ne comprennent pas très bien les tenants et aboutissements de cette loi. (B. Djena, entrevue individuelle, 13 mars 2015)



Même position pour René Ouattara: « Je connais certaines communes où les commissions foncières ont été mises à la va-vite, sans bonne explication. Je suis sûr que beaucoup n'y ont vu que du feu. Donc, un projet qui va à une vitesse grand « V », qui n'a qu'une durée de deux ans... » (R. Ouattara, 6 mars 2015) Ainsi, le gouvernement aurait plutôt cherché à bénéficier de l'investissement américain et a donc mis rapidement en application la nouvelle loi, ce qui pourrait expliquer pourquoi, quelques années plus tard, il semble que les structures ne soient pas fonctionnelles.

Dans son ouvrage intitulé « l'aide fatale », Dambisa Moyo vulgarise ce qui semble être aujourd'hui la norme en ce qui concerne les stratégies d'aide au développement et de coopération internationale. Celle-ci milite en faveur d'une aide axée sur des mesures favorisant l'ouverture aux marchés et sur la libéralisation des économies. Elle s'oppose à l'envoi massif d'argent sans condition puisqu'elle prétend que durant des décennies, cette aide financière a été détournée au profit de l'élite politique en place, cette élite qui gérât l'État selon ce que Jean-François Bayart définit comme la « politique du ventre ». Donc, il s'agit d'un accaparement des ressources au profit d'une minorité proche de la présidence. Le nouveau mot d'ordre, c'est la « bonne gouvernance » (Atlani-Duault, 2005). Ainsi, le projet MCA-Burkina Faso correspond tout à fait à cette nouvelle logique. Le support financier s'accompagne d'un support technique et le gouvernement est dans l'obligation de procéder à des réformes législatives pour pouvoir recevoir l'aide en question. Nous ne sommes pas en mesure de savoir s'il y a eu des détournements de fonds dans la mise en place du projet. Par contre, nous pouvons nous questionner sur la pérennité des projets issus d'une telle logique. En effet, il semble que l'État burkinabé a ajusté son régime foncier afin de correspondre aux exigences du bailleur de fond. Par contre, tel que le mentionne Ouattara, l'obtention des millions de dollars de financement qui permettent d'offrir des salaires à plusieurs Burkinabés n'a-t-il par primé sur l'importance de mettre en place une politique foncière durable ? Il est difficile de répondre à cette question, mais nous ne pouvons que constater la non-application de la loi et ce, alors que le soutien du MCA s'est terminé

il n'y a que très peu de temps. Toutes les structures qui doivent être créées pour se conformer à la loi 034 sont-elles réellement désirées par le gouvernement du Burkina Faso ?

En plus des difficultés d'application et de la méconnaissance de la loi par les villageois, plusieurs agrobusiness men ne se conforment pas à la loi de manière délibérée. C'est ce qu'affirme René Ouattara : « On peut aussi les connaître (les lois) et délibérément ne pas les suivre parce qu'il n'y aura aucune poursuite. Voilà ce que moi je peux dire par rapport à ça. Même, il y a le Ministère de l'agriculture et le Ministère de l'administration du territoire (qui s'en chargent). Mais souvent il n'y a pas de coopération entre ces deux entités ministérielles pour veiller au respect. (de la loi) » (R. Ouattara, 6 mars 2015). Il règne donc une forme d'impunité.

Ainsi, plus spécifiquement dans les villages de Nasso et Natema, on observe qu'il n'y a eu aucune délivrance de titres fonciers ou encore de limitation du nombre d'hectares qui puissent être vendus à un seul individu. On peut noter aussi des possibles cas de corruption où des sommes beaucoup plus élevées que prévues selon le décret présidentiel auraient été demandées aux villageois en échange de l'attestation de possession foncière. À Sangoulema, notamment, les villageois ont affirmé avoir payé deux fois le prix prévu et n'avoir jamais reçu les papiers en question. Selon le rapport 2014 du Réseau national de lutte anti-corruption, plus de 91% des 2 000 personnes rencontrées affirment que « la corruption est très fréquente dans le pays » et 46% d'entre eux affirment avoir expérimenté personnellement la corruption. Les auteurs du rapport affirment qu'il n'y a pas d'amélioration notable de la situation dans le pays. Les CVD ne sont pas pleinement impliqués dans l'attribution des titres fonciers comme le prévoit la loi. Dans l'ensemble donc, la loi 034 n'est pas appliquée et ne parvient pas à ses objectifs de sécurisation foncière.

Le manque de terre fait en sorte que la situation est plus que problématique. Selon Ardjouma Ouattara, le gouvernement doit agir rapidement :

Le Burnika Faso n'est pas extensible. C'est une problématique à plus ou moins long terme. Lorsque tout le monde aura sa superficie exploitée et que les villes auront pris leur part, on se demande ce qu'on va devenir. Donc, il faut des mesures, de sorte que cette échéance soit la plus loin possible pour ne pas que ça crée des problèmes de développement. (A. Ouattara, entrevue individuelle, 19 mars 2015)

L'absence d'un secteur secondaire qui pourrait employer les agriculteurs qui n'ont plus de terre contribue à la précarisation de cette catégorie de la société. Selon Mahamadou Zongo, on peut constater au Burkina Faso l'apparition du phénomène des paysans sans terres (M. Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015). Nous reviendrons sur les conséquences socioéconomiques sur les familles d'agriculteurs dans le prochain chapitre.

## CHAPITRE III

### SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET CONDITIONS SOCIOÉCONOMIQUES

#### 3. 1 Introduction

Dans le chapitre précédent, il était question des enjeux de sécurisation foncière et nous avons démontré que, dans les villages sélectionnés, l'évolution du régime foncier et l'action gouvernementale ont échoué à apporter davantage de sécurité quant à la propriété terrienne. Au contraire, nous pourrions dire que, jusqu'à présent, la situation s'est plutôt détériorée davantage et ce, en partie à cause de l'évolution du régime. Le gouvernement semble incapable de répondre efficacement aux défis entourant les questions foncières.

Il faut se rappeler que pour le gouvernement burkinabé, le processus de sécurisation foncière a pour finalité de réduire le nombre de conflits terriens et de mieux les encadrer. Il s'agit donc, dans un premier temps, de préserver la cohésion et la paix sociale de la société burkinabé. Il a également pour objectif d'offrir un cadre permettant d'augmenter la production agricole en contribuant à offrir les conditions idéales pour

les investisseurs. Ainsi, l'un est conditionnel à l'autre. Si les risques de perdre sa terre sont trop élevés, les agrobusiness men ne voudront pas investir pour mettre en valeur la terre ou encore, pour acheter de nouvelles terres. La crainte de perdre son investissement en découragerait ainsi plus d'un de passer à l'action. C'est pour cette raison que dans la Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural, on fait toujours mention de l'importance de se doter des structures permettant de sécuriser la propriété terrienne en ayant comme objectif final d'améliorer la sécurité alimentaire (Gouvernement du Burkina Faso, 2007). Je rappellerai ici ce que nous entendons par sécurité alimentaire :

La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. » - Sommet mondial de l'alimentation (Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire, 1996)

L'objectif de ce chapitre est donc d'analyser la situation dans les six villages sélectionnés en 2015 et de déterminer si les villageois ont davantage accès à de la nourriture saine. Nous avons établi que la RAF de 1991 serait notre indicateur temporel de départ pour évaluer l'évolution de la sécurité alimentaire. Toutes les autres réformes qui ont suivi conservent la même logique. Il s'agira également, dans un second temps, d'évaluer les conditions socioéconomiques et de déterminer si les changements qui ont résulté de l'action gouvernementale et si l'évolution du régime foncier ont eu des impacts positifs ou négatifs sur les citoyens.

Il nous apparaît cohérent d'aborder ces questions de manière relativement indépendante des enjeux de la sécurisation foncière. En effet, il se pourrait tout à fait que certains agriculteurs se soient fait accaparer leurs terres, mais qu'ils aient parallèlement accès à des aliments de qualité sans difficulté. Par exemple, l'accapareur



pourrait effectivement produire trois fois plus que les anciens propriétaires et assurer un approvisionnement constant aux habitants de la région. Il s'agirait donc d'une situation où il n'y aurait pas de sécurité foncière, mais où il y aurait tout de même une sécurité alimentaire. Ainsi, la souveraineté alimentaire d'un État n'est pas obligatoirement conditionnelle à un processus de sécurisation foncière.

Dans un premier temps, nous évaluerons les performances des agrobusiness men qui ont été en activité dans les six villages et aux alentours. Dans un second temps, nous nous pencherons sur les conditions d'existence des villageois. Est-ce qu'il y a eu des impacts directs ou indirects sur celles-ci ? Nous avons retenu plusieurs critères pour répondre à ces interrogations, mais nous nous permettrons d'y déroger si nécessaire. Ainsi, ont-ils accès à de la nourriture abordable et saine ? (1) Quelles sont les conditions d'existence matérielle des villageois ? (2) Quelle est la situation de l'emploi et des moyens de production ? (3) Ont-ils de bonnes perspectives d'épanouissement et/ou d'avancement social ? (4)

À la lumière de nos recherches, nous démontrerons qu'il n'y a pas d'amélioration de la sécurité alimentaire pour les villageois ou encore, d'atteinte d'une souveraineté alimentaire dans la région des Hauts-Bassins. Nous pourrions plutôt parler d'un recul sur ces enjeux depuis l'époque de Thomas Sankara. Dans un second temps, les conditions socioéconomiques des villageois se sont dégradées et beaucoup d'entre eux se retrouvent dans une situation de précarité importante. La promotion des agrobusiness men a directement affecté négativement plusieurs des agriculteurs rencontrés. Il nous apparaît également que la péri-urbanisation pose plusieurs difficultés, mais il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau. Ce constat ne fait que démontrer une nouvelle fois l'incapacité de la loi 034, dans son application, de faire face aux enjeux actuels de sécurité foncière et alimentaire.

### 3.2 Les agrobusiness men et la sécurité alimentaire

Le Burkina Faso est composé à 90% d'agriculteurs, mais ceux-ci ne parviennent pas à nourrir la moitié du pays (M. Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015). C'est le constat qui a justifié l'abandon progressif de l'agriculture familiale au profit des agrobusiness men. Ce virage est au cœur des réformes du régime foncier. Ces derniers ont-ils véritablement transformé positivement l'agriculture au Burkina Faso ? Avant d'aborder les cas qui nous préoccupent dans les villages étudiés des Hauts-Bassins, il faut aborder le changement de paradigme important qui a accompagné ce virage : le passage de l'autosuffisance alimentaire à la souveraineté alimentaire.

#### 3.2.1 Autosuffisance et souveraineté alimentaire

Durant la période des indépendances en Afrique, la plupart des gouvernements des pays libres avaient pour objectif l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire au cœur de leur stratégie de développement. Ce fut le cas au Burkina Faso, de manière plus évidente encore pendant le régime sankariste (Sankara, 1985; A. Fall, entrevue individuelle, 19 janvier 2015). L'atteinte de l'autosuffisance signifie d'être en mesure de nourrir sa population uniquement avec la production alimentaire nationale. Un tel désir d'indépendance face aux puissances étrangères se concrétisait également par la nature de la politique étrangère des États, notamment en ce qui concerne l'aide au développement. Thomas Sankara critiquait ouvertement l'administration précédente, qui se servait, selon lui, des fonds envoyés par les puissances occidentales pour l'enrichissement personnel de ses représentants. De toute manière, ces envois d'argent avaient uniquement pour objectif de maintenir la population burkinabé dans un état de « survie » (Sankara, 1985). Cette approche concorde avec celle des théoriciens de l'école de la dépendance. Ceux-ci prétendaient que pour permettre un développement économique et social des colonies nouvellement indépendantes, il fallait être le plus autonome possible des puissances du Nord. Selon eux, les gouvernements étrangers,

par un ensemble de processus et ce, même après la période des décolonisations, rendent dépendants et assujettis les pays du sud (Cardoso, 1971). Cette démarche semble avoir porté fruit, selon Pascale Zagré, qui affirme que « durant cette décennie (1980-1990), tandis que la plupart des pays de la région tous plus nantis que lui s'empêtraient dans la crise, le Burkina Faso affichait une remarquable sérénité économique » (Zagré, 1994).

La prise du pouvoir par Blaise Compaoré coïncide avec la mise sur pieds des Programmes d'ajustements structurels qui préconisent une libéralisation générale et un désengagement de l'État sur un ensemble de questions économiques. Compaoré s'inscrivait clairement en rupture quasi-complète avec le régime de Sankara, malgré qu'il fût très proche du capitaine à une certaine époque. Nous avons abordé les impacts de ces changements dans le régime foncier dans le deuxième chapitre. Ceci étant dit, ce nouveau paradigme imposait la révision de la stratégie alimentaire du pays. Le Burkina Faso, tout comme la plupart des États africains, a ainsi délaissé la visée de l'autosuffisance alimentaire au profit de l'atteinte de la « sécurité alimentaire » (Goita, 2012). Ce nouvel objectif peut ainsi être atteint même avec une production alimentaire nationale négligeable si un autre secteur permet d'engranger beaucoup de profit rendant possible l'importation d'aliments de l'étranger.

Cela implique également d'accepter que les aliments soient un produit comme un autre, soumis aux règles du marché (Le Roy, 1995). Les fondements de cette approche prétendent que la compétition transnationale permet ainsi de garantir des prix compétitifs des aliments et donc, un meilleur accès pour les populations aux denrées alimentaires. Cependant, pour que cela fonctionne, il faut préconiser l'ouverture des marchés et une concurrence « loyale ». Par concurrence loyale, on sous-entend que les États doivent accepter de ne pas subventionner certains secteurs, comme la production agricole (Cavanagh *et al.*, 2005; Favreau *et al.*, 2010; Freitag, 2008). La préconisation du développement par les agrobusiness men s'inscrit donc tout à fait dans cette

approche. En effet, ces derniers ne produisent pas pour eux mais pour le marché et pour engranger un profit. Ils ont donc théoriquement avantage à améliorer leur productivité pour faire une plus-value. C'est cette stratégie qu'a adoptée le Burkina Faso depuis les 15 dernières années tout en arrêtant de subventionner la plupart des secteurs agricoles.

Mahamadou Zongo remet en question cette stratégie du gouvernement dans son ensemble :

Je pense qu'il faut que l'État mette un terme à ce libéralisme-là. On ne subventionne pas, on n'encadre pas. Nous, on ne peut pas se mettre au même niveau. Même les Européens le font. La politique agricole commune, c'est quoi ? Ils subventionnent, ils payent les agriculteurs. Nous ici, on a encore plus besoin de subvention que ces pays-là. Eux, en fait, ils subventionnent pour détruire des surplus. Chez nous, ici, on pense qu'on va laisser des paysans comme ça dans des conditions climatiques encore plus difficiles. On va ensuite les qualifier d'incapables d'innover ? Mais c'est à nous, à l'État, de voir quel type de matériel approprié, disons... subventionner, pour que les paysans puissent cultiver (M. Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015)

Nous pouvons en fait parler d'une « concurrence déloyale des petits producteurs locaux avec des sociétés transnationales » (Goita, 2012). Comment peuvent-ils espérer pouvoir offrir un prix plus concurrentiel que des multinationales qui possèdent de l'équipement à la fine pointe de la technologie et une meilleure productivité ? Philippe Ki, coordonnateur de l'ONG Afrique verte, préconise ainsi de prendre en considération les réalités locales dans l'établissement des stratégies de souveraineté alimentaire :

Pour nous, aider les producteurs agricoles dans mon pays, c'est aussi avoir une analyse différenciée selon les types d'agriculture, selon le contexte, selon la population, le niveau d'avancement des agriculteurs, etc. C'est ainsi qu'on peut aider véritablement les gens à atteindre l'objectif d'autosuffisance alimentaire, de sécurité alimentaire dans nos pays. Donc, nos agricultures ne s'adaptent pas, ne se prêtent pas forcément à la logique de mondialisation. (P. Ki, entrevue individuelle, 26 février 2015)



Pour Philippe Ki, il ne faut pas sous-estimer les institutions de Bretton Woods, qui exercent une influence non-négligeable sur les politiques du Burkina Faso et sur celles de plusieurs États Africains. Selon Mahamadou Zongo, il est peut-être irréaliste de prétendre qu'un gouvernement pourrait s'inscrire complètement en opposition avec ces institutions (M. Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015). Joseph Stiglitz affirme que ces institutions sont gérées de manière opaque et que bien souvent leurs décisions sont aux services de certains intérêts privés. Il dénonce leur « politique choc » et également leur propension à mettre beaucoup de pression sur les autorités du pays pour qu'ils adoptent des politiques néolibérales (Stiglitz, 2012). Il n'y a pas eu de changement notable dans leur approche, malgré la crise alimentaire de 2007-2008. C'est ce qu'affirme Frédérick Mousseau de l'Oakland Institute dans un rapport sur cette crise : « Ni la Banque mondiale ni le FMI n'ont développé d'analyse critique de 25 années de consensus de Washington et des implications de leur politique. Ils ne reconnaissent toujours pas la nécessité pour les gouvernements d'avoir de solides politiques agricoles et alimentaires et de donner la priorité à l'agriculture familiale et durable. » (Mousseau, 2010)

Ainsi, lorsque le Burkina Faso œuvre avec acharnement à améliorer la sécurité alimentaire du pays, on peut difficilement questionner les intentions et l'honnêteté des acteurs politiques en place. Par contre, on peut remettre en question les fondements idéologiques qui émanent de leurs politiques. Refuser de subventionner le secteur de l'agriculture et baser son développement sur des « nouveaux acteurs » qui recherchent d'abord et avant tout le profit peut s'avérer être une mauvaise approche. C'est ce que plusieurs intervenants, membres du gouvernement de transition, travailleur d'ONG ou encore travailleurs dans différents organismes gouvernementaux ont également affirmé<sup>14</sup>. C'est également le constat que nous avons pu faire dans les villages. Nous

<sup>14</sup> (A. Fall, entrevue individuelle, 19 janvier 2015; M. Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015; O. René, entrevue individuelle, 6 mars 2015; O. Sanou, entrevue individuelle, 6 mars 2015; I. Traoré,



démontrerons que, d'une part, la sécurité alimentaire ne se s'est pas améliorée de manière générale dans les villages où nous avons mené nos entretiens. Dans un second temps, nous verrons que les agrobusiness men sont directement responsables de la dégradation des conditions d'existence de plusieurs des personnes rencontrées. Finalement, la non-application de la loi 034 a occasionné plusieurs situations qui ont également eu un impact négatif sur la sécurité alimentaire de plusieurs familles.

### 3.2.2 L'échec des agrobusiness men

Tel que mentionné précédemment, dans les villages où les intervenants ont fait mention de cas où des agrobusiness men avaient acquis une terre, le bilan n'était guère positif. Il a été possible de discuter de cette situation dans trois des six villages concernés. Il est fort probable que des nouveaux acteurs aient également des terres dans les trois autres villages, mais il n'en a pas été question dans le cadre des groupes de discussion. L'accès à la documentation permettant de dresser un portrait plus global, de manière quantitative, était difficile, compte-tenu de la transition politique en cours et des données incomplètes qui sont généralement accessibles. Il serait maladroit d'affirmer que les cas mentionnés sont nécessairement représentatifs de toutes les situations où des agrobusiness men ont acquis des terres dans la région des Hauts-Bassins. Cependant, l'analyse des autres rapports et publications sur la question, qui abondent dans le même sens que nos observations, nous permet de les considérer comme des cas symptomatiques d'une certaine réalité régionale (GRAF, 2011 ; Hochet, 2014 ; Janin et De Charles Ouedraogo, s.d. ; Zongo, 2010). Nous nous permettrons donc de poser certains constats.

Ainsi, parmi les cas mentionnés à Logofourouso, Natema et Bama, aucun ne pouvait être perçu comme contribuant à une meilleure sécurité alimentaire régionale puisqu'aucun agrobusiness man n'a mis en valeur la terre, sauf pour nourrir sa propre famille. L'évaluation de leurs performances est donc peu complexe puisque dans les villages concernés, aucun d'entre eux n'a pratiqué l'agriculture et ceux qui l'ont fait ont plutôt pratiqué une agriculture de subsistance sur un terrain parfois beaucoup plus grand que nécessaire. À Logofourouso, un agrobusiness man n'utilise qu'une petite partie de sa parcelle pour faire de l'élevage de poules (Président du CVD, entrevue de groupe, 15 mars 2015). Même situation à Bama, où des parcelles ne sont exploitées que de manière partielle. Le cas le plus spectaculaire est sans contredit celui du cadre de la SONABEL qui a pris possession du champ de monsieur Jacques Sanou et a réussi à agrandir sa propriété progressivement d'année en année. Maintenant, il possède plus de 105 hectares et n'a toujours rien fait avec sa terre. Elle est laissée à l'abandon (J. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015). Il convient de rappeler que les six villages concernés par notre étude sont situés sur un territoire propice à l'agriculture et sont dotés d'un climat plus clément que dans certaines zones du Burkina. Évidemment, le rationnement en eau rend la tâche plus complexe, mais ce n'est pas propre à la région des Hauts-Bassins (Hochet, 2014) Nous ne pouvons donc pas attribuer ces contre-performances à des facteurs uniquement environnementaux.

Un rapport du Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier (GRAF), basé à Ouagadougou, prétend que le taux d'exploitation réel en 2011 dans la province du Houet n'est que de 39% (GRAF, 2011). Il convient donc de se demander à quoi servent ces terres agricoles si elles ne sont pas mises en valeur. En fait, un nombre important de transactions est effectué à titre spéculatif. En effet, la valeur de la terre ne fait qu'augmenter depuis plusieurs années, conséquence directe de la « course à la terre ». Mahamadou Zongo affirme que « en 2000, avec 10 000 FCFA, on pouvait acheter un hectare dans le Ziro. Actuellement, il faut aller aux alentours de 200 000 FCFA. Ceux qui ont acheté les terrains attendent, ce n'est donc pas pour pratiquer de l'agriculture,

mais pour de la spéculation. » (M. Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015). Le simple fait de posséder une terre devient donc une valeur sûre, un investissement à long terme. Nous pourrions même dire que c'est parfois moins risqué d'acquérir une terre sans l'exploiter et de la revendre lorsqu'elle aura doublé, voire triplé de valeur, simplement parce que l'exploitation agricole sous-entend un certain investissement et que les récoltes peuvent parfois s'avérer moins bonnes que prévu. Au Burkina Faso, les conditions climatiques sont plus que difficiles. C'est ce que le GRAF définit dans son rapport comme une « stratégie d'attente », pratique qu'ils avaient observée dans la province du Ziro et dans le village de Songalodaga, situé dans le Houet. Il ne s'agit donc pas d'un phénomène isolé, mais d'une tendance plus générale (GRAF, 2011). Plusieurs chercheurs ont également fait mention de ce type de stratégie pratiqué par des multinationales.

Sur les 38% des superficies acquises qui servent réellement à la production alimentaire, il s'agit bien souvent d'exploitation peu productive et non orientée vers les besoins alimentaires du Burkina Faso (GRAF, 2011). En fait, l'aspect lucratif a attiré des personnes qui ne connaissent pas ou peu les techniques de l'agriculture : « En dépit de la bonne volonté que beaucoup avaient, justement, ils n'étaient pas des professionnels. Ils ont considéré que l'agriculture, c'est une activité qui peut se mener par des visites les dimanches ou en y plaçant des parents. » (M. Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015). Bien qu'ils possèdent les fonds, ils ne possèdent pas les techniques ni le savoir nécessaires pour mettre dûment en valeur la terre. C'est également ce que révèlent les conclusions d'un rapport du GRAF qui affirme « qu'il y a une certaine ignorance des nouveaux acteurs, des principes élémentaires de la gestion des sols » (GRAF, 2011). Ils ne peuvent pas non plus compter sur l'aide de l'État pour les accompagner. La stratégie gouvernementale néolibérale prévoyait que ces agrobusiness men posséderaient un capital suffisant pour investir eux-mêmes dans l'équipement nécessaire à la production. Ces investissements leur permettraient d'avoir une meilleure productivité et donc, d'engranger un plus grand profit. C'est ce qui explique

pourquoi le gouvernement n'a pas cru bon de mettre en place des mécanismes pour garantir la mise en valeur de la terre. C'est ce que Mahamadou Zongo soutient lorsqu'il affirme que les agrobusiness men n'ont en effet bénéficié du soutien gouvernemental que par le champ des discours et non par des mesures concrètes. Certains des intervenants qu'il a rencontrés exprimaient également un certain désarroi puisqu'ils ne se sentaient pas supportés (Zongo, 2010). Dans cette vision, il n'y a en effet pas de raison pour que l'investisseur ne le fasse pas puisque c'est aussi à son avantage. Il va de soi que le gouvernement s'attendait également à ce que les investisseurs qui se lancent dans ces opérations possèdent une certaine connaissance du milieu agricole. La réalité s'est avérée bien différente :

Très peu de NA exercent le métier de producteur agricole comme activité principale. La grande majorité des NA ne vivent pas de l'agriculture, laquelle représente pour eux une activité secondaire, parfois un loisir, voire une passion. On constate qu'un grand nombre de NA sont des cadres supérieurs des secteurs public et privé. Le nombre de personnes appartenant aux corps armés est important. (GRAF, 2011)

Il a déjà été mentionné que le Burkina Faso était composé d'une très forte majorité d'agriculteurs. Le modèle qui prédomine est encore l'agriculture familiale et un nombre minime d'agriculteurs appartenant à cette catégorie ont des surplus leur permettant d'exporter. Selon Mahamadou Zongo, il n'y aurait que 5% d'entre eux qui seraient en mesure d'engranger un profit par la vente de surplus alimentaire qui ne sont pas destinés à leur consommation personnelle (M. Zongo, entrevue individuelle 18 mars 2015). Ainsi, si on détermine que 90% de la population a comme principale activité l'agriculture et que parmi ceux-ci, seulement 5% ont le potentiel de devenir agrobusiness men, on peut considérer que 15% de la population totale burkinabé peut effectivement avoir les moyens d'adopter ce modèle. Cependant, puisque plusieurs se sont développés d'autres champs d'expertise, par exemple, dans le domaine des services et dans l'administration publique, nous pouvons affirmer que le nombre de personnes ayant les compétences et les moyens d'investir est possiblement minime. Ainsi, fonder



sa stratégie de sécurité alimentaire sur cette catégorie de personnes nous semble risqué. Évidemment, ce calcul ne se fonde pas sur des données empiriques, mais sert plutôt à dresser le portrait général de la situation.

Nous avons également pu constater que ces agrobusiness men, même lorsqu'ils parviennent à mettre en valeur la terre, n'embauchent que très rarement les villageois. Dans les cas observés dans les six villages, c'est uniquement parce que leur production n'est pas suffisamment importante pour nécessiter l'embauche de travailleurs. Ainsi, on peut difficilement affirmer que les familles d'agriculteurs qui perdent leur champ pourront toutefois obtenir un bon emploi chez ces agrobusiness men. C'est pourtant ce que soutenait l'ancien ministre de l'agriculture, Salif Diallo, lorsqu'il faisait la promotion des nouveaux acteurs et prétendait que ceux-ci embaucheraient les familles d'agriculteurs qui se retrouveraient sans champ à cultiver (Diallo, 2003).

Tel que mentionné dans le deuxième chapitre, l'acquisition de terres par les NA provoque une grande instabilité dans la région. Cependant, dans de nombreux cas, l'acquisition est faite selon les lois ou du moins, selon ce qu'ils connaissent de celles-ci et en toute bonne foi. Ceci étant dit, il n'est pas de la responsabilité de l'acheteur de s'assurer que son investissement n'aura pas de répercussions négatives. Il faudrait plutôt que la loi ne lui permette pas d'effectuer des transactions lorsqu'elles sont inappropriées plutôt que de miser sur sa responsabilisation sociale (J. Lambogri, entrevue individuelle, 2 mars 2015). Cet aspect rejoint les critiques de plusieurs ONG concernant les Principes pour un investissement responsable, qui souhaitent être un outil à l'intention des investisseurs afin que ceux-ci s'assurent que leur acquisition soit bénéfique pour tous. Toutefois, ce qui est dénoncé, c'est le caractère volontaire de la démarche, où il n'y a aucune contrainte réelle. Quelques études de cas ont démontré que des entreprises ne respectaient pas ces Principes par un souci de productivité et d'augmentation des profits (Baxter, 2013).



Par contre, dans certains cas, comme dans celui de monsieur Jacques Sanou, l'acheteur bafoue délibérément les lois pour arriver à ses fins. Monsieur Sanou nous a expliqué ainsi comment l'accapareur faisait pression sur ses voisins pour qu'ils cèdent les terres en échange d'une somme d'argent (J. Sanou, entrevue individuelle, 8 mars 2015). Selon René Ouattara, ingénieur en développement et secrétaire général de la Chambre régionale des Hauts-Bassins, il ne s'agit pas d'une situation exceptionnelle : « Hors très souvent, il arrive que ces hommes politiques ne passent pas par ces étapes de négociations. Alors, ça entraîne des conflits. Est-ce qu'ils ignorent ou sont tout de même au courant et puis, ils veulent quand même forcer la main ? » (R. Ouattara, entrevue individuelle, 6 mars 2015). Nous avons révélé dans le troisième chapitre que le non-respect des lois s'accompagnait rarement de conséquences négatives pour le fautif, ce qui n'encourage certainement pas le respect de la loi.

Un constat d'échec s'impose quant à l'obtention d'une plus grande sécurité alimentaire via la promotion des agrobusiness men. La plupart d'entre eux sont incapables de mettre en valeur la terre ou n'ont pas l'intention de le faire. De plus, ils n'offrent pas d'emploi pour la région et n'ont donc que très peu de retombées positives sur leur collectivité. Finalement, ils créent une grande instabilité sociale et parfois de manière délibérée.

### 3.2.3 La promotion des agrobusiness men ou une stratégie qui ne prend pas en considération le sort des agriculteurs familiaux

La stratégie de sécurisation alimentaire via les agrobusiness men ne semble pas avoir pris en considération la réalité des familles d'agriculteurs. Dans tous les cas, cette stratégie promouvant l'agriculture industrielle n'incluait pas de volet visant à supporter les agriculteurs familiaux soit dans une transition vers un emploi dans un autre secteur ou sous forme d'accompagnement pour qu'ils travaillent pour les nouveaux acteurs. Il semble que cette situation n'ait pas été abordée par le gouvernement. Il faut par contre

se situer dans un contexte de crise alimentaire où un sentiment d'empressement se fait sentir. Cela pourrait avoir eu une influence sur la rapidité d'exécution des réformes. Du moins, les acteurs politiques n'ont pas su prévoir cette course à la terre et la pression foncière énorme qui en a résulté.

Aujourd'hui les nouveaux acteurs peuvent difficilement acquérir des terres « inutilisées », mais doivent plus souvent qu'autrement les acheter à un agriculteur. Ce sont ces cas que nous avons pu observer dans les villages. Rares sont les agrobusiness men qui vont acquérir une terre éloignée, tout simplement parce qu'il n'y en a pratiquement plus. Ceci étant dit, les agriculteurs qui vendent ou se font accaparer leurs terres se retrouvent ainsi sans champ à exploiter. Pourtant, c'est bien souvent leur seul moyen de subsistance. Même s'ils ont réussi à obtenir une somme d'argent intéressante, il n'y a pas d'emploi dans les villages et bien peu de possibilités en ville, où la compétition est déjà féroce. S'ils n'ont pas d'éducation, c'est encore pire. En fait, les autres secteurs de l'économie ne sont pas en mesure d'absorber cette nouvelle main d'œuvre issue de l'exode rural :

Si on prend l'évolution classique des économies en Europe, on constate que le secteur secondaire a aspiré la main d'œuvre supplémentaire, mais a compensé ce départ-là par l'innovation technologique et après, le secteur tertiaire s'est développé. Ici, on n'a pas de secteur secondaire. Les industries ne peuvent pas résister à la compétition ou à la concurrence des industries étrangères. On ne peut pas compter sur ça pour financer, ou plutôt, employer ceux qui vont perdre leur terre. C'est le secteur informel qui prend de la place, mais le secteur informel a des limites objectives. Il ne peut pas employer tout le monde. Les paysans qui vont se retrouver sans moyens de production, imaginez ce que ça peut donner. Je ne suis pas pessimiste, mais bon franchement. (M. Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015)

Le gouvernement burkinabé n'a donc pas mis en place de stratégie pour faire face à ces défis. On ne pouvait sans doute pas prévoir l'ampleur du phénomène. Toutefois, de volontairement miser sur un nombre restreint d'individus pour exploiter les terres dans

un contexte où l'agriculture familiale était jusqu'à présent le modèle dominant pourrait dévoiler une croyance aveugle envers les règles du marché. En fait, pour que la stratégie soit une réussite également pour les agriculteurs familiaux, il aurait fallu que les agrobusiness men, grâce à leur productivité, soient en mesure d'offrir des emplois. Dans un second temps, il aurait fallu que cette nouvelle productivité agricole agisse comme une onde de choc et stimule le développement d'industries de transformation au Burkina (tout ceci, sans intervention de l'État, rappelons-le). Tous les agriculteurs auraient donc pu trouver un emploi dans ces nouvelles industries. Comme nous l'avons constaté, ça ne s'est pas passé de cette manière.

Les agriculteurs rencontrés qui n'ont plus de terres se sont retrouvés dans une situation de précarité inouïe. Certaines personnes du village de Nasso et Logofourouso, situés à proximité de Bobo-Dioulasso, ont tenté de trouver de l'emploi en ville. Pour la plupart, il s'agit d'emplois dans le secteur informel. Beaucoup sont gardiens pour des résidences luxueuses ou pour des hôtels. D'autres trouvent du travail à durée déterminée, comme pour la rénovation de bâtiments. Certains tentent d'ouvrir de petits kiosques, mais encore, ça ne se concrétise pas nécessairement puisqu'il faut obtenir les autorisations de la ville et qu'ils n'en ont pas les moyens<sup>15</sup>. À Bama, Arouna Sanou vend des cigarettes sur le bord de la route et sa femme vend le riz de Bama d'une exploitation qui a été développée grâce au financement du Centre d'étude et de coopération internationale du Canada (Bassératou Kindo, 2012). Ousmane Tiendrébéogo a une position tranchante sur la question : « L'agriculture pour nous, c'est notre vie à nous. Si on dit au paysan aujourd'hui qu'il ne peut cultiver, c'est comme si on le condamnait à mort. » (O. Tiendrébéogo, entrevue individuelle, 26 février 2015)

<sup>15</sup> (G. Dembele, entrevue de groupe, 2 mars 2015; Intervenant 2, entrevue de groupe, 15 mars 2015)

En réalité, la seule catégorie d'agriculteurs qui peut espérer trouver une activité de subsistance sécuritaire en ville est celle qui a eu la possibilité d'obtenir un diplôme scolaire. C'est d'ailleurs pour cette raison que les villageois de Koro affirment que c'est le seul moyen d'assurer un bon avenir à la prochaine génération : « Si toi tu as 5 enfants, et qu'eux tous, ils sont scolarisés, tu les pousse, ils ont réussi un peu à l'école, ils peuvent avoir du boulot. » (Intervenant 3, entrevue de groupe, 14 mars 2015). Nous pouvons toutefois nous demander si l'économie sera en mesure d'absorber cette nouvelle main d'œuvre. De plus, si les familles d'agriculteurs n'exploitent plus au profit d'agrobusiness men qui sont pourtant incapables de répondre à la demande, il est à prévoir que la sécurité alimentaire au Burkina Faso ne s'améliorera pas.

#### 3.2.4 L'agriculture familiale comme solution à l'insécurité alimentaire

Depuis l'adoption de la loi 034-2012, nous pouvons toutefois noter un changement progressif de direction de la part du gouvernement. D'abord, cette loi avait comme objectif d'imposer des balises aux agrobusiness men. De plus, le Ministre de l'agriculture et de la sécurité alimentaire a lancé la campagne 2014-2015 sous le thème de l'agriculture familiale : « Renforcer l'investissement dans l'agriculture familiale pour l'atteinte de la sécurité alimentaire au Burkina Faso. » (« Burkina Faso: Campagne agricole 2014-2015 - Une production céréalière de 5,7 millions de tonnes en ligne de mire », 2015). Le gouvernement a également mis sur pied des programmes « d'accompagnement » de ces nouveaux investisseurs. Parallèlement, il y a eu des actions pour venir en aide aux agriculteurs familiaux :

L'État fait un effort de fournir des semences améliorées à cette franche de producteur, qu'on appelle des producteurs moins aisés. Il y a également des prix subventionnés de l'engrais [...]. Donc, quand on leur donne des engrais minéraux, c'est pour les pousser à une meilleure productivité. Il y a également l'opération qui s'appelle 100 000 charrues. C'est une opération qui est en cours depuis 2011. C'est une opération qui permet aux producteurs de se doter de matériel aléatoire adapté à



leur niveau. Depuis la campagne 2012-2013, l'État accompagne les producteurs avec les animaux de trait. Voici, en quelque sorte, des actions qui sont menées en direction de ces producteurs, tout en les encourageant par rapport à des formations spécifiques pour rehausser leur niveau de formation, leur niveau de technicité. C'est pour leur permettre véritablement de comprendre qu'on ne peut produire qu'à travers la mécanisation agricole, l'intensification et surtout la diversification. (Boubacar Barry, entrevue individuelle, 11 mars 2015)

Ce qui est mis de l'avant par plusieurs ONG œuvrant dans le secteur agricole est donc de plutôt miser sur une agriculture intensive qu'extensive (P. Ki, entrevue individuelle, 26 février 2015). C'est-à-dire, tenter de produire davantage sur une petite parcelle plutôt que de développer des exploitations sur plusieurs centaines d'hectares, comme c'est le cas au Mali par exemple (Burnod *et al.*, 2011). La démographie ne cesse d'augmenter, mais le Burkina Faso n'est pas pour autant extensible (A. Ouattara, entrevue individuelle, 19 mars 2015). De plus, plusieurs ONG proposent de supporter davantage les familles d'agriculteurs, entre autres par une « professionnalisation » de celles-ci (B. Barry, entrevue individuelle 11 mars 2015). D'autres vont plus loin et militent pour la mise en place d'une véritable politique de soutien à l'agriculture familiale. Cette approche est en rupture avec les stratégies de sécurisation alimentaire des 25 dernières années, puisqu'on contredit la croyance selon laquelle l'agriculture familiale serait incapable d'innover. Pour le professeur Mahamadou Zongo, il s'agit d'un préjugé défavorable infondé puisqu'historiquement, ce sont les familles d'agriculteurs dans l'ouest du Burkina qui ont réussi à développer l'agriculture du coton, ce qui a « entraîné la mise en place d'un système de suivi, d'un système de crédit, d'un système d'accès aux équipements, d'un système d'accès au crédit et aux intrants. » (M. Zongo, 18 mars 2015). Les petits agriculteurs peuvent innover et apporter davantage de sécurité. Les savoirs paysans sont un atout non négligeable également (Goita, 2012).

Plusieurs rapports revalorisent le rôle de l'agriculture familiale dans l'atteinte d'une meilleure sécurité alimentaire. En plus de pratiquer une agriculture permettant une



régénérescence de la terre, ils seraient plus aptes à faire face aux aléas du marché et aux obstacles climatiques. Par exemple, si les températures sont moins favorables pour l'agriculture du maïs durant une certaine période, les impacts seront moins importants dans un pays où une agriculture de type familial domine. En effet, puisqu'il y a plusieurs petites exploitations où on cultive différents types de semences, ce ne seront que certains agriculteurs qui seront touchés, tandis que dans un État où ce sont les monocultures de type industriel qui prédominent, les conséquences pourraient se faire sentir davantage puisque ce sont de grandes superficies qui sont concernées (Paquette, 2010).

### 3.3 Conditions socioéconomiques des agriculteurs concernés

Analysons maintenant les conditions socioéconomiques des agriculteurs rencontrés dans les six villages. Il convient de rappeler qu'ils ont été affectés par cette course à la terre, qui est la conséquence des réformes agraires cherchant à promouvoir les investissements des agrobusiness men. La loi 034-2012, jusqu'à présent, n'a pas réussi à apporter une sécurisation foncière et à instaurer un mécanisme fonctionnel de gestion de conflits de proximité. Affirmer que les conditions d'existence des villageois sont uniquement les résultats de l'échec de ces politiques serait une exagération. Par contre, il est clair que l'accaparement des terres et la pression foncière ont eu des impacts majeurs sur les communautés. Il nous a été possible d'observer directement ces conséquences sur le terrain et nous ferons mention dans ce chapitre de nos observations. Ainsi, de manière globale, les réformes foncières ne parviennent pas à améliorer la situation mais pis encore, contribuent à la détérioration des conditions d'existence des agriculteurs que nous avons rencontrés. Nous aborderons la situation alimentaire (1), les conditions matérielles (2), la situation de l'emploi (3) et ce que nous définissons comme les perspectives d'avancement et d'épanouissement (4).

### 3.3.1 L'accès à de la nourriture saine et de qualité des agriculteurs

S'il existe une relative unanimité parmi les chercheurs concernant la définition de « sécurité alimentaire », les indicateurs permettant de déterminer si une communauté évolue dans une situation de sécurité alimentaire varient grandement entre les études. En effet, comment déterminer ce qu'est une nourriture « saine et nutritive », qui permet de « satisfaire [les] besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » ? Il peut y avoir de grandes variations, ce qui peut mener à des résultats très différents entre les chercheurs sur un même objet d'étude. Nombreux sont les États et les ONG qui ont décidé d'adopter la notion de « sécurité nutritionnelle ». L'idée est donc de se baser sur des « données objectives qui font l'objet de standards internationaux » (Janin, 2009). Cette nouvelle tendance est décrite par Pierre Janin comme une « irruption brutale des experts biomédicaux dans le champ de la sécurité alimentaire. » (Janin, 2009). Certes, l'adoption de standards internationaux peut permettre d'uniformiser les résultats et d'effectuer des comparaisons. Cependant, nous avons décidé de ne pas nous baser sur cette notion, d'une part, parce qu'on y exclut la question des préférences alimentaires, qui peut contribuer à de l'insécurité. Nous pourrions considérer qu'un individu possède une bonne santé nutritionnelle, mais celui-ci pourrait être forcé de consommer les mêmes plats à tous les jours, plats qu'il n'a pas nécessairement choisis. On laisserait ainsi de côté la question des préférences sociales. Dans un second temps, dans les villages sélectionnés, il s'agissait plutôt de cas de personnes qui ne sont pas en mesure de s'alimenter à tous les jours. Ainsi, l'évaluation de leur santé nutritionnelle nous apparaissait, tristement, évidente.

Ceci étant dit, tel que mentionné dans le premier chapitre, le questionnaire écrit que nous souhaitons soumettre aux agriculteurs s'est avéré être une expérience aux résultats mitigés, puisque la plupart des intervenants étaient analphabètes et qu'ils pouvaient donc être influencés dans leurs réponses par le traducteur. Toutefois, il convient de mentionner que sur les 14 formulaires distribués dans les villages de Bama,

Nasso, Sangoulema et Natema, les répondants ont tous eu la même réponse à la question qui concerne la sécurité alimentaire : « Considérez-vous que votre accès à des aliments de qualité se soit amélioré depuis les dernières années ? ». Ils ont tous répondu que ce n'était pas le cas (Voir Annexe B). Plusieurs ont même exprimé leur désarroi devant cette question à notre traducteur, puisque pour eux, il s'agissait d'une évidence. La question, bien que volontairement imprécise en ce qui concerne l'indicateur temporel « dernières années », offre tout de même un bon aperçu de la réalité actuelle.

En ce qui concerne la situation générale, nous avons pu constater que les conditions d'existence des villageois étaient affectées directement par la situation du foncier et ce, même si les individus n'ont pas été directement victimes de cas d'accaparement. Évidemment, la précarité est plus marquée chez les répondants qui affirment vivre une situation d'injustice ou de dépossession. C'est le cas de Nestor Sanou qui a perdu sa terre suite à la décision de l'ONEA de protéger la rivière de Nasso. Monsieur Nestor affirme qu'il s'agissait de son seul moyen de subsistance. Il soutient avoir de la difficulté à se nourrir. Bien qu'il n'ait jamais eu de « salaire » à proprement dit, les récoltes lui permettaient de faire des échanges avec des villageois ou de vendre certaines portions lorsque nécessaire. Puisqu'il n'a pas été dédommagé suffisamment, il n'a plus d'argent, ni de terre (N. Sanou, entrevue de groupe, 2 mars 2015). Tout comme lui, plusieurs répondants de Nasso n'ont plus de propriété terrienne et affirment devoir se débrouiller entre eux. Le seul repas qu'ils peuvent se permettre est le tô. Il s'agit d'une boule de mil servi dans une sauce. Incontestablement l'un des plats les plus populaires du Burkina Faso, mais aussi l'un des plus abordables.

À Logofourouso, la situation de l'alimentation est moins alarmante puisque les dépossédés arrivent plus facilement à trouver des emplois à Bobo-Dioulasso, compte-tenu de la proximité de la ville. Il est tout à fait possible de faire l'aller-retour à pied entre Logo et Bobo. Ils n'ont donc pas exprimé le même niveau de détresse.

À Sangoulema, les agriculteurs qui ont dû vendre une partie de leur champ pour rembourser leur crédit à la SOFITEX affirment vivre les mêmes insuffisances alimentaires. C'est le cas de Étienne Sanou qui ne parvient pas à nourrir convenablement sa famille avec la petite portion de terre qu'il lui reste et qu'il doit partager avec le reste des membres de sa famille (É. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015). Même situation pour Tahirou Sanou de Bama, dont la majorité du champ a été vendue à son insu, par des inconnus. Il prétend également que la petite portion qui lui reste ne lui permet pas d'assurer une alimentation suffisante tout au long de l'année (T. Sanou, entrevue de groupe, 15 mars 2015). Pour Arouna Sanou de Bama, qui n'a qu'une petite parcelle depuis que son père est décédé, l'éducation de ses enfants est priorisée, au détriment de sa propre alimentation (A. Sanou, entrevue de groupe, 15 mars 2015). Lors de notre entretien, il a affirmé faire tout en son pouvoir pour que ses enfants puissent un jour aller travailler en ville et que pour ce faire, il faut que ceux-ci réussissent à l'école. Ainsi, il travaille toute la journée dans son petit kiosque au bord de la route pour vendre des cigarettes, des œufs durs, du détergent à lessive et autres produits. Sa femme a réussi à être embauchée pour vendre le riz provenant des rizières de Bama. Arouna Sanou nous a expliqué que sa famille et lui mangent principalement du tô et que parfois, il est dans l'obligation de ne pas manger pour le bien-être des autres membres de sa famille. Une préparation de tô est consommée pendant environ 6 jours par la famille. Il avoue que la saison des pluies est très difficile puisqu'il y a des inondations qui nécessitent d'effectuer des réparations sur la maison et au petit kiosque. Les revenus de la boutique sont minimes. Lors des bonnes journées, il affirme pouvoir vendre pour 2 000 FCFA par jour, ce qui équivaut à environ 4,47\$. Cependant, le profit réel est d'environ 1,00\$ par jour. En effet, une cartouche de cigarettes Hamilton's (10 paquets) est acquise au coût de 4 550 FCFA et il obtient un profit de 450 FCA. Compte-tenu qu'il en coûte environ 27 000 FCFA (60\$) par année pour envoyer ses enfants à l'école, il n'a pas beaucoup de moyens (A. Sanou, entrevue de groupe, 15 mars 2015).



Selon *Famine Early Warning Systems Networks (FEWS Net)*, il y a une dégradation générale de la sécurité alimentaire au Burkina Faso. Le groupe a identifié 170 communes rurales comme étant des zones à risque d'insécurité alimentaire dans son enquête nutritionnelle. En 2009, il en avait rapporté 27 (FEWS Net, 2014).

### 3.3.2 La paupérisation des agriculteurs

Les conditions d'existence ne s'améliorent pas non plus. Nous dirions même qu'elles se détériorent pour la simple et bonne raison que l'exploitation de la terre est pour plusieurs le seul moyen de production et qu'ils s'en trouvent privés. Ils ne peuvent donc pas améliorer leur possession matérielle. Pour la plupart des villageois, leurs seules possessions sont leur maison, quelques bancs de bois et du matériel pour faire la cuisine. Les maisons sont construites de manière traditionnelle, avec les matériaux trouvés sur place. Pour étanchéifier le toit, beaucoup achètent de la tôle. Par contre, ce n'est plus possible pour quelques villageois de Nasso qui ont dû se déplacer en raison du barrage de l'ONEA. En effet, plusieurs affirment ne pas avoir les moyens de s'offrir un tel matériau (J. K. Ouattara, entrevue de groupe, 2 mars 2015). À Nasso, ils dénoncent également le fait de ne pas être connectés à l'eau courante. Selon eux, c'est absurde puisqu'ils se trouvent tout près de la rivière qui est utilisée par l'ONEA pour alimenter Bobo-Dioulasso en eau (M. Sanou, entrevue de groupe, 2 mars 2015). Dans tous les autres villages, il n'y avait pas d'eau courante, mais ce n'est pas exceptionnel en milieu rural au Burkina Faso, tout comme le fait de ne pas avoir d'électricité.

Dans le village de Koro, les maisons sont endommagées par la carrière qui est située tout près de leur village : « C'est que l'exploitation de la mine cause beaucoup de dégâts au village, [surtout quand ils font sauter la mine]. Quand tu regardes ici, les maisons ne peuvent pas résister. C'est dû aux bruits de la carrière. Chaque année, les gens sont en train de construire. C'est ça surtout le problème aussi. Il y en a d'autres même qui sont obligés d'abandonner leur maison. » (Chef du village, entrevue de groupe, 14 mars

2015). La situation instable des dernières années empêche plusieurs personnes de réparer ou de reconstruire leur maison.

Concernant les moyens de transport, pour la plupart des villageois, ils sont inexistants. Ceux qui réussissent à obtenir quelques petits contrats en ville parviennent parfois à se doter d'une petite moto ou d'une bicyclette. Pour Arouna Sanou, les complications des dernières années ne lui ont pas permis de réparer sa moto, qui tombe maintenant régulièrement en panne (A. Sanou, entrevue de groupe, 15 mars 2015). À Natema, la motocyclette d'un des agriculteurs est tombée en panne en pleine brousse lorsqu'il souhaitait nous montrer l'état de son champ, qui a été ravagé par les travailleurs du barrage de Samandeni (A. Sanou, entrevue de groupe, 8 mars 2015)

Tel que mentionné précédemment, la vaste majorité des personnes rencontrées est présentement sans emploi. Seules quelques exceptions sont parvenues à gagner un peu d'argent en ville ou en mettant sur pieds un petit commerce. En ville, les emplois qu'obtiennent ces villageois ne comportent aucune sécurité d'emploi et aucune possibilité d'avancement. La seule issue pour la nouvelle génération, qui n'héritera pas d'une terre et qui ne peut pas espérer être en mesure d'en faire l'acquisition, c'est l'éducation. Du moins, c'est la solution qui a été abordée dans la plupart des groupes de discussion. Les intervenants de Koro pensent même qu'il serait préférable de contrôler les naissances étant donné qu'ils ne sont pas en mesure d'assurer un avenir aux nouveaux-nés : « Maintenant, il faut penser à la planification familiale. » (Chef du village, entrevue de groupe, 14 mars 2015). En fait, nous assistons à l'émergence du phénomène des paysans sans terres au Burkina Faso, ce qui risque d'entraîner ces communautés dans une situation de paupérisation (M, Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015). Les organisations paysannes reliées à la Via Campesina en Amérique latine se sont par ailleurs mobilisées contre ce phénomène qui est déjà bien présent sur le continent américain, notamment au Brésil (Via Campesina, 2011).

La nouvelle génération de ces familles d'agriculteurs est donc, en très forte majorité, condamnée à demeurer dans cette situation de précarité. Les perspectives d'épanouissement personnel sont quasiment nulles. Loin d'être inconscients de leur situation, les villageois rencontrés ont exprimé à maintes reprises leur sentiment d'impuissance, mais aussi de colère et de méfiance envers le gouvernement et l'État. À Koro, on nous a confié que le gouvernement n'était pas à leur écoute, que personne ne s'intéressait réellement à leur sort (Intervenant 3, entrevue de groupe, 14 mars 2015). À Sangoulema on dénonce l'inefficacité gouvernementale : « Ils sont venus. Ils ont voulu discuter avec les gens. Ils sont partis et ils ne sont jamais revenus. » (S. Sanou, entrevue de groupe, 10 mars 2015). Dans les 14 formulaires distribués, à la question « Croyez-vous que le changement de gouvernement va avoir un impact positif sur les conditions de vie au Burkina Faso ? », personne n'a répondu par l'affirmative. La plupart des villageois semblaient pour le moins sceptiques face à un possible changement majeur gouvernemental. Pour Mahamadou Zongo, cela pourrait s'expliquer par le fait que le parti qui a le plus de chance de remporter les élections est en réalité composé d'anciens membres du parti de Blaise Compaoré, le CDP, réunis sous la bannière du MPP. Ils avaient quitté le parti en 2014 (M. Zongo, entrevue de groupe, 18 mars 2015)

Nous partageons également les craintes de monsieur Zongo concernant les risques de conflits majeurs au Burkina Faso, pouvant prendre de plus en plus d'ampleur :

Ça va être de la violence. Pas dans 50 ans. Il y a déjà des prémisses, des confrontations rurales. Je veux dire, cela a commencé. Je ne vais pas donner un intervalle temporel, mais c'est déjà là. Il y a des confrontations d'abord entre agriculteurs et éleveurs, ça va être entre autochtones et migrants, ensuite [avec] les nouveaux acteurs ou les agrobusiness men. Il y en a déjà qui ont payé le prix par des saccages de leur investissement ou peut-être même par des agressions physiques. (M. Zongo, entrevue individuelle, 18 mars 2015)



Dans le village de Bama, l'un des intervenants a affirmé que ça « (...) n'allait pas du tout. Que s'il le fallait, ils allaient les tuer. »<sup>16</sup> Les tensions ne se sont pas exprimées de manière aussi violente et directe dans les autres villages, mais nous sentions régulièrement des frustrations, plus souvent qu'autrement, contre les migrants et pas seulement ceux qui refusent de rendre la terre. Compte-tenu qu'il y a de plus en plus de difficultés et que la terre se fait rare, on considère parfois les migrants comme des usurpateurs. Ils définissent par migrant, non uniquement celles et ceux qui viennent d'un autre État, mais plutôt tous ceux qui ne sont pas nés dans le village ou n'ont pas de famille qui y est née. Le Burkina Faso, qui signifie le pays de « l'homme intègre », est reconnu pour être une terre d'accueil. C'est du moins très implanté dans l'imaginaire collectif des Burkinabés. On aime affirmer qu'on ne refuse pas la terre aux gens dans le besoin et qui désirent l'exploiter. Cependant, ce mythe semble de moins en moins vrai pour la simple et bonne raison qu'une portion importante de la population est en détresse et que son seul moyen de survie passe par l'exploitation et la mise en valeur de la terre. Ces tensions qui avaient été documentées par Bernard Tallet, Sayouba Ouédraogo et plus spécifiquement Mahamadou Zongo, semblent donc persister (Tallet *et al.*, 2003) (P. A. Ouédraogo, 2015) (Zongo, 2010).

### 3.4 Conclusion

Nous avons démontré dans ce chapitre que les objectifs de sécurisation alimentaire qui devaient être atteints par les réformes du foncier et par la promotion des nouveaux investisseurs ne se sont pas concrétisés. En réalité, ces initiatives gouvernementales ont plutôt déstabilisé le modèle agricole familial sans pour autant que les agrobusiness men parviennent de manière générale à développer des exploitations productives.

<sup>16</sup>Nous préservons l'anonymat de cet intervenant.



Nous avons pu constater que les nouveaux acteurs ne possèdent que très peu de connaissances en agriculture. Ils ne maîtrisent pas les techniques qui leur auraient permis de mettre en valeur convenablement les champs. L'agriculture est, pour beaucoup d'entre eux, une seconde occupation et ils sont issus majoritairement de milieux qui ont bien peu de liens avec l'agriculture. Pour d'autres, pratiquer l'agriculture n'a jamais été un objectif. Ils souhaitent plutôt acquérir des terres puisqu'il s'agit d'un investissement sécuritaire et dont la valeur ne peut qu'augmenter dans les prochaines années. Ils pratiquent donc la spéculation foncière.

Nous avons également cherché à démontrer que dans le contexte du Burkina Faso, où l'occupation principale de la majorité de la population est l'agriculture, il était plus que judicieux de miser sur l'agriculture familiale. En fait, la mise en place d'une politique de soutien de ces agriculteurs serait plus apte à répondre aux objectifs de sécurité alimentaire du pays. Ceci étant dit, le modèle économique et social des petits agriculteurs a été profondément chamboulé par les impacts des réformes du régime foncier. La loi 034 n'est pas parvenue à stabiliser la situation et de nombreux villageois se trouvent maintenant dans une situation de paupérisation. Ils ne sont plus aptes à cultiver la terre puisqu'ils n'en possèdent plus ou n'ont pas suffisamment de moyens. Pour beaucoup d'entre eux, le simple fait de trouver de la nourriture suffisante est un combat à tous les jours.

Il y a peu ou pas d'emplois en ville et encore moins en milieu rural. Ces paysans sans terres ou qui sont incapables de la mettre en valeur par faute de moyens se retrouvent donc dans un cul-de-sac. Cette situation se reflète dans leurs conditions d'existence de manière générale. Ils ont peu ou pas de biens matériels et leurs habitations sont en mauvais état. Ils ont peu d'espoir de s'émanciper de leur situation de pauvreté. Les réformes au registre foncier ont eu un effet de paupérisation sur les agriculteurs familiaux. Il en résulte également la consolidation d'une méfiance générale envers la classe politique et ce malgré la transition politique en cours qui met fin à un régime

autoritaire de plus de 27 années. Les tensions entre migrants, autochtones, éleveurs et nouveaux acteurs ne se sont pas atténuées, mais sont toujours bel et bien présentes. Il est à prévoir que si aucun changement majeur ne survient dans les prochaines années, le nombre de conflits violents sera en hausse. Pire encore, un conflit régional pourrait éclater étant donné la situation de désespoir que vivent beaucoup d'agriculteurs.

## CONCLUSION

Ce mémoire abordait les questions foncières dans un contexte mondial de course à la terre où nous avons vu apparaître le phénomène d'accaparement des terres arables. Depuis la dernière crise alimentaire, nombreux sont les chercheurs qui se sont intéressés à cette problématique et avec raison. En effet, il s'agit d'un enjeu majeur, compte-tenu des répercussions que nous pouvons observer sur les communautés locales issues des pays considérés comme en voie de développement. L'objet d'étude nécessite certainement que des chaires de recherche se dédient presque exclusivement aux enjeux qui y sont rattachés. Nous avons donc voulu, modestement, y apporter notre contribution par une étude de cas de la région des Hauts-Bassins au Burkina Faso. Les initiatives du gouvernement burkinabé visant à sécuriser la propriété terrienne et à s'attaquer directement aux accapareurs de terres méritent notre attention, d'autant plus que certains qualifient la loi 034 de « visionnaire » et d'arme législative efficace pour atteindre les objectifs de sécurité foncière et alimentaire du gouvernement.

Nous avons donc cherché à déterminer si les transformations au régime foncier depuis le coup d'État de Blaise Compaoré ont permis de parvenir à des résultats concrets et observables sur le terrain. Nous avons souhaité apporter une attention particulière aux conséquences sur les communautés en milieu rural. Notre intention était donc d'écarter les données quantitatives pour prioriser une étude de type qualitative basée sur des entretiens de groupes et individuels. Nous avons fait mention des résultats de notre

enquête, qui a été menée dans six villages des Hauts-Bassins situés non loin de la métropole, Bobo-Dioulasso. Nous avons également rencontré des intervenants possédant une certaine expertise sur les questions foncières.

Il convient de mentionner les limites de notre recherche. D'une part, nous avons été dans l'obligation de sélectionner des villages qui étaient à une distance raisonnable de Bobo-Dioulasso pour des raisons logistiques. Cet aspect n'affecte pas grandement les résultats de notre recherche, mais il aurait été intéressant de récolter des données d'analyse dans des villages plus éloignés des centres urbains. Dans un second temps, étant donné que la loi 034 n'a été appliquée qu'à partir de 2012 et que l'enquête de terrain a été effectuée en 2015, il est possible que la situation change et que l'application se concrétise réellement sur tout le territoire burkinabé au courant des prochaines années. Il s'agirait donc d'une simple question de temps. Cependant, nous avons pu démontrer, grâce à l'enquête de terrain, qu'il semble y avoir un manque de volonté politique ainsi que des insuffisances majeures quant à l'application de la loi. Ces observations n'indiquent aucunement qu'il s'agit d'un processus en cours et qui soit en application progressive. Bien au contraire, certains villages comme Logofouroussou, Sagoulema et Natema, qui ont pourtant bénéficié de l'appui du projet MCA-Burkina Faso et ont mis en place les structures pour appliquer la loi 034, semblent avoir abandonné les procédures. On assiste donc davantage à un recul qu'à une application progressive. Il convient également de mentionner qu'en tant qu'étudiant étranger qui ne maîtrise pas les langues locales, nous avons dû faire appel à un traducteur à plusieurs reprises. Celui-ci a traduit simultanément nos questions et leurs réponses. Il se peut cependant qu'il y ait eu des problèmes de communication à certains moments. Il aurait été également intéressant d'inclure d'autres villages dans plusieurs provinces de la région des Hauts-Bassins afin que nos résultats soient encore plus significatifs. Cependant, en tant qu'étudiant à la maîtrise possédant des moyens limités, il nous était impossible de prolonger davantage notre enquête.



Les résultats de notre recherche nous ont permis de démontrer que l'évolution du régime foncier a instauré progressivement la marchandisation de la terre. La notion de propriété privée en ce qui concerne la terre était auparavant inexistante au sein de la société burkinabé. Le gouvernement a, de manière avouée, voulu offrir un cadre législatif permettant de sécuriser les investissements dans le secteur du foncier. Ces changements se sont accompagnés d'actions de la part de l'État pour encourager les nouveaux acteurs à acheter des terres agricoles. Nous avons démontré que la formalisation des droits fonciers n'a pas amené davantage de sécurisation foncière chez les villageois, mais ce sont uniquement les agrobusiness men qui ont pu en tirer des bénéfices. Nous avons plutôt observé un grand sentiment d'insécurité en ce qui concerne le foncier. Plusieurs personnes rencontrées affirment s'être fait accaparer leurs terres de manière légale ou illégale. Dans certains cas, des imposteurs se sont présentés comme propriétaires d'une terre qui ne leur appartenait pas et ont procédé à une vente à l'insu de l'agriculteur. Dans d'autres cas, ce sont des membres de la famille qui ont vendu la propriété collective sans consulter les autres.

Nous avons constaté que les attestations de possession foncière n'étaient pas délivrées à toutes et à tous. En fait, les dispositifs de la loi ne sont pas appliqués de manière uniforme dans l'ensemble des villages concernés. Nous prétendons également que tout porte à croire que cette dynamique est similaire dans l'ensemble des communes de la région des Hauts-Bassins, voir même sur tout le territoire national.

Nous avons pu démontrer que la propriété terrienne est considérée comme un moyen d'enrichissement rapide et sécuritaire pour plusieurs. Une certaine élite, qui était proche du régime de Compaoré, semble avoir su bénéficier du contexte législatif qui favorisait les agrobusiness men au détriment des petits agriculteurs. Il s'agit en effet d'un objet de domination sociale, culturelle et économique.

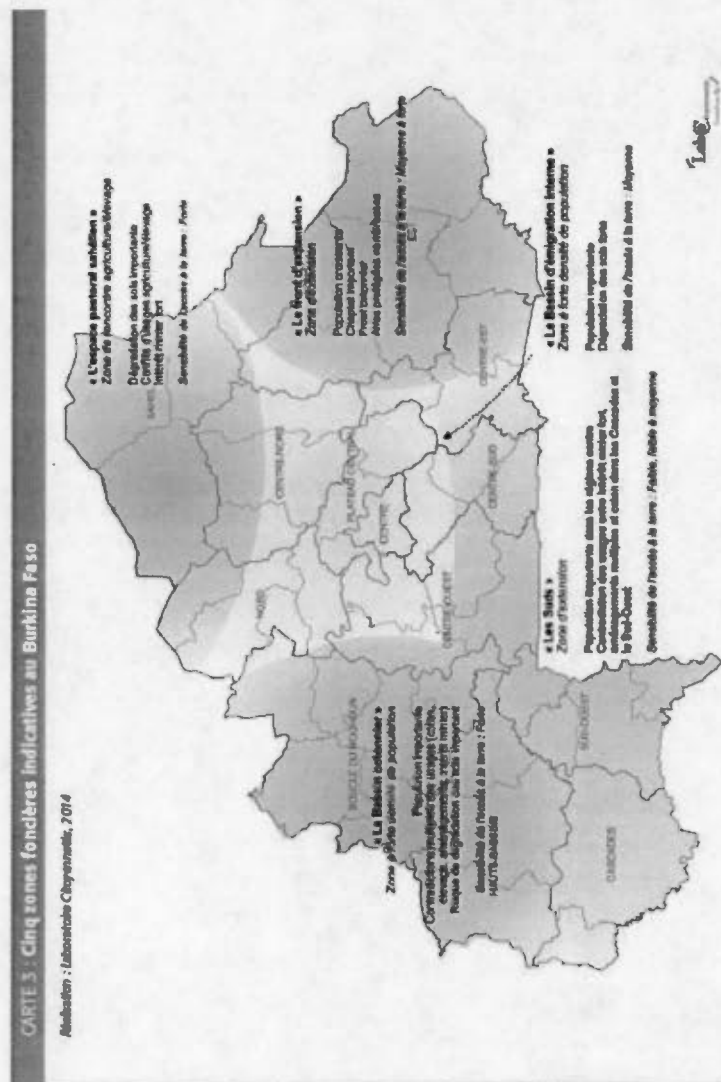
En deuxième lieu, nous avons démontré que l'amélioration de la sécurité alimentaire n'a pas été facilitée par les modifications au régime foncier et par la promotion des agrobusiness men, mais que la situation s'est plutôt détériorée. Cela s'explique d'abord par le fait que de nombreux agriculteurs familiaux n'ont plus de terre ou de moyens pour l'exploiter, puis, parce que les nouveaux acteurs se sont avérés inaptes ou désintéressés par la mise en valeur de la terre. Plusieurs ont plutôt préféré pratiquer la spéculation foncière. Il n'y a donc pas eu une plus grande productivité sur les superficies cultivées et la sécurité alimentaire de la majorité des personnes rencontrées ne s'est pas non plus améliorée. Pour la plupart, il semble qu'il soit beaucoup plus difficile de se nourrir qu'auparavant. Le régime foncier a donc contribué involontairement à la paupérisation des familles d'agriculteurs. Les conditions d'existence des villageois sont préoccupantes. La situation laisse également présager une augmentation des conflits et tensions entre différents groupes de la société burkinabé si aucune action n'est prise de la part du gouvernement.

Il a été possible d'observer une certaine remise en question de la direction qui a été prise par le Burkina Faso en 2014-2015 au profit d'une revalorisation de l'agriculture familiale. Il serait intéressant de constater si cette volonté se concrétisera au sein du prochain gouvernement et de voir quels en seront les résultats. Il aurait été également pertinent d'évaluer l'impact du secteur minier, qui est constant développement au Burkina Faso, sur la sécurisation foncière et alimentaire. Nous n'avons malheureusement ni le temps ni les ressources pour inclure cet aspect dans notre analyse. Finalement, les résultats de notre enquête nous amènent à affirmer qu'il est plus qu'important de revoir la définition du concept d'accaparement de terre qui, trop souvent, exclut les accapareurs nationaux. Le cas du Burkina Faso démontre que l'accaparement des terres ne se fait pas uniquement par une élite étrangère, mais aussi locale et que les conséquences peuvent être tout aussi désastreuses.

## ANNEXE A

### CARTE DE SENSIBILITÉ D'ACCÈS À LA TERRE

France. Agence française de développement. (2014). *Cinq zones foncières indicatives au Burkina Faso*. (Carte). Récupéré de (Hochet, 2014)





## LISTE DE RÉFÉRENCES

Amin, S. (1972). Le modèle théorique d'accumulation et de développement dans le monde contemporain. La problématique de transition. *Tiers-Monde*, 13(52), 703-726.

Assemblée nationale du Burkina Faso. *Loi sur le régime foncier rural* (034 2009/AN). Pub. L. No. 034-2009/AN (2009).

Assemblée nationale du Burkina Faso. *Réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso* (034-2012/AN). Pub. L. No. 034-2012/AN (2012).

Association pour la recherche qualitative. (2010). Entretiens de groupe : concepts, usages et ancrages. *Recherches qualitatives*, 29, no 1. Récupéré de <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>

Atlani-Duault, L. (2005). Les ONG à l'heure de la « bonne gouvernance ». *Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Autrepart »*, 3 (35), 3-17.

Audouin, S. (2014). *Système d'innovation et territoires : un jeu d'interactions. Les exemples de l'anacarde et du jatropha dans le sud-ouest du Burkina Faso*. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I.

Bayart, J-F. (1989). *L'État en Afrique la politique du ventre*. Paris : A Fayard.

Baxter, J. (2013). *Who is benefiting? The social and economic impact of three large-scale land investments in Sierra Leone: a cost-benefit analysis*. Sierre Leone: ALLAT.

Bensaïd, D. (2008). *Les dépossédés : Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres* (Nouv. éd). Montréal : Lux éditeur.

Benoît, M. (1982). *Oiseaux de mil : les Mossis du Bwamu (Haute-Volta)*. Paris : Éditions de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer.

Borras Jr., S. M., McMichael, P. et Scoones, I. (2010). The politics of biofuels, land and agrarian change: editors' introduction. *Journal of Peasant Studies*, 37 (4), 575-592.

Bougouma, I. K. (2014, mai). Rares sont les femmes propriétaires terriennes. *MCA-BF News (Ouagadougou)*, p.8.



- Brondeau, F. (2010). Les investisseurs étrangers à l'assaut des terres agricoles africaines. *EchoGéo*, (14), 1-12.
- Burnod, P., Papazian, H., Adamczewski, A., Bosc, P.-M., Tonneau, J.-P. et Jamin, J. Y. (2011). Régulations des investissements agricoles à grande échelle. Études de Madagascar et du Mali. *Afrique contemporaine*, 1(237), 111-129.
- Cardoso, F.H. (1971). *Politique et développement dans les sociétés dépendantes*. Paris : Anthropos.
- Cavanagh, J. Mander, J. et International Forum on Globalization. (2005). *Alternatives à la globalisation économique : un monde meilleur est possible*. Montréal : Éditions Écosociété.
- Chauveau, J. P., Coliñ, J. P., Jacob, J. P., Lavigne-Delville, P. et Meur, P. Y. L. (2006). *Modes d'accès à la terre, marches foncières, gouvernance et politiques foncières en Afrique de l'Ouest : résultats du projet de recherche CLAIMS*. Londres : IIED. Récupéré de [http://publications.cirad.fr/une\\_notice.php?dk=551558](http://publications.cirad.fr/une_notice.php?dk=551558)
- Chouli, L. (2014). *Boom minier au Burkina Faso: témoignages des victimes de l'exploitation minière*, Patin: Fondation Gabriel Péli
- Ciparisse, G. (2008). *Accès à la terre pour tous en Afrique noire: une utopie ?* Washington : FAO.
- Clarrise H. (2010, 25 janvier). Barrage de Samandéni: Dans 42 mois, le rêve devrait être réalité. *Le faso.net*. Récupéré de <http://lefaso.net/spip.php?article35035&rubrique3%20>
- Colin, J. P. Le Meur, P-Y. et Léonard, É. (2009). *Les politiques d'enregistrement des droits foncières : du cadre légal aux pratiques locales*. Paris : Éditions Karthala.
- COPAGEN. (2012). *Recherche participative sur les acquisitions massives de terres agricoles en Afrique de l'Ouest et leur impact sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire des populations locales*. (Rapport de l'étude exploratoire du Burkina Faso) Burkina Faso : COPAGEN.
- Coquery-Vidrovich, C. (1982). *Le régime foncier rural en Afrique noire*. Paris : Éditions Karthala, 431p.

Cliche, P. (2014). *La coopération internationale solidaire : plus pertinente que jamais*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J. (2009). *Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa*. London/Rome : IIED/FAO/IFAD.

Cotula, L., Dyer, N. et Vereulen, S. (2008). *Fuelling Exclusion? The biofuels boom and poor people's access to land*. London : IIED.

Dabat, Marie-Hélène (2011). Les nouveaux investissements dans les agrocarburants. *Afrique contemporaine*, 237 (1), 97-109.

Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire. Food and Agriculture Organisation of the United Nations. Récupéré de <http://www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm>

De Schutter, O. (2009). *Acquisitions et locations de terre à grande échelle : ensemble de principes minimaux et de mesures pour relever le défi au regard des droits de l'homme* (Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter) New York : Organisation des nations unies.

Diallo, S. (2002, 18 juillet). La politique agricole au Burkina Faso. *Journal Le Pays*. Récupéré de [www.lepays.bf](http://www.lepays.bf)

Dos Santos, S. (2006). Accès à l'eau et enjeux socio-sanitaires à Ouagadougou - Burkina Faso. *Espace urbain et santé*, 2 (3). 10-27.

Drabo, I. (2000). Migration agricole et insécurité foncière en pays bwa du Burkina Faso. *Espace, populations, sociétés*, 18 (1), 43-55.  
<http://dx.doi.org/10.3406/espos.2000.1924>

Fabrégat, S. (2010, 30 août). Agrocarburants: les firmes européennes sont très présentes en Afrique. *Actu environnement*. Récupéré de <http://www.actu-environnement.com/ae/news/biocarburants-10906.php4>

Fabrice Sanou, L. (2015, 26 mars). Samandéni, le barrage inondé, même sans eau. *Le Quotidien* (Ouagadougou), p. 16.

Faure, A. (1995). *L'appropriation privée en milieu rural : Politiques foncières et pratiques locales au Burkina Faso* (No. 59). IIED.

Favreau, L., Fréchette, L. et Lachapelle, R. (2010). *Les défis d'une mondialisation solidaire*. Québec: Les Presses de l'Université du Québec. Récupéré de <http://site.ebrary.com/lib/alltitles/docDetail.action?docID=10388686>

Fews Net. (2014). *Famine early warning systems network*. United States : Fews Net.

Freitag, M. (2008). *L'impasse de la globalisation : une histoire sociologique et philosophique du capitalisme*. Montréal : Éditions Écosociété.

Gabas, J.-J. (2011). Les investissements agricoles en Afrique, 1, no 237, 45 à 55.

Gleick, P. H. et Coehn, M. J. (2009). *The World's water 2008-2009 - The biennial report on freshwater resources*. Washigton: Island press.

Goita, M. (2012). Souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : la résistance des peuples contre les agressions. Les défis des crises pour les petits pays africains., 35-46.

Gouvernement du Burkina Faso. *Politique Nationale de Sécurisation foncière en milieu Rural (PNSFR)* (Décret numéro 2007-610)., Pub. L. No. Décret numéro 2007-610 (2007).

Gouvernement du Burkina Faso. (2014a). *Cadre d'Analyse de la gouvernance foncière au Burkina Faso*.

Gouvernement du Burkina Faso. (2014b). *Cadre d'Analyse de la gouvernance Foncière du Burkina Faso* (p. 161). Ouagadougou.

GRAIN. (2008). *Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière*. GRAIN. Récupéré de <http://www.grain.org/es/article/entries/140-main-basse-sur-les-terres-agricoles-enpleine-crise-alimentaire-et-financiere>

GRAIN. (2010). *Le Millenium Challenge Corporation américain : L'Afrique livrée au big business*. GRAIN.

GRAF. (2011). *Agrobusiness au Burkina Faso. Quels effets sur le foncier et la modernisation agricole?* Ouagadougou : GRAF.

GRAIN. (2013). *Le G8 et l'accaparement des terres en Afrique*. Barcelone : GRAIN.

GRAF. (2015, 22 novembre). Concertation entre les cellules d'interprétation citoyenne de Padéma et de Cassou. Récupéré de <http://www.graf-bf.org/2015/11/22/concertation-entre-les-cellules-dinterpellation-citoyenne-de-padema-et-de-cassou/>

Hacquemand, J. (2010). *La terre à ceux qui la travaillent*. Paris : Le temp des cerises.

Harvey, D. (2004). Le « Nouvel Impérialisme » : accumulation par expropriation. *Actuel Marx*, 35(1), 71-90.

Haut-Commissariat aux droits de l'homme. *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*. (2200 A (XXI)). , Pub. L. No. 2200 A (XXI) (1966). Récupéré de <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx>

Hochet, P. (2014). *Burkina Faso : vers la reconnaissance des droits fonciers locaux*. Paris : Comité technique « Foncier et développement ».

Jacob, J-P. et Le Meur, P-Y. (2010). *Politique de la terre et de l'appartenance. Droits fonciers et citoyenneté*. Paris : Éditions Karthala

Janin, P. (2009). Les émeutes de la faim : une lecture (géo-politique) du changement (social). *Politique étrangère*, 2, p.251-263.

Janin, P. et De Charles Ouedraogo, F. (2009.). Enjeux des agrocarburants au Burkina Faso : le cas du *Jatropha curcas* L. *Hall*.

Jorand, M. et Manganella, A. (2012). *Investissements et accaparements des terres et des ressources : prévenir les violations des droits humains*. Paris : CCFD-terre solidaire.

Kaboré, R.B. (2002). *Histoire politique du Burkina Faso, 1919-2000*. Paris : L'Harmattan.

Kaminski, J. (2007). *Réforme de la filière cotonnière burkinabé. Analyse des impacts économiques et sociaux sur les producteurs et implications des organisations agricoles*. Ouagadougou : FARM.

Kindo, B. (2012, 17 octobre). Centre d'étuvage de riz à Bama : La CECI et l'EUMC toujours présent à ces côtés. *Le faso.net*. Bama.



Kobiané, J.-F. et Bougma, M. (2009). *Recensement General de la Population et de L'Habitation de 2006*. Ouagadougou : Ministère de l'économie et des finances.

Land Matrix. (2013). Récupéré de <http://www.landmatrix.org/en/>

Lavigne Delville, P. (2014). Sécurisation foncière, formalisation des droits, institutions de régulation foncière et investissements. Pour un cadre conceptuel élargi. *Revue des questions foncières*, 1(10), 30-38.

Lavigne Delville, P. (s.d.). La réforme foncière rurale au Bénin. *Presses de Sciences Po*, 60(3), 467-491.

Le Roy, É. (1995). La sécurité foncière dans un contexte de marchandisation imparfaite de la terre. Paris : ORSTOM.

L'Italien, F. (2012). *L'accaparement des terres et les dispositifs d'intervention sur le foncier agricole : Les enjeux pour l'agriculture québécoise*. Montréal : IRÉC.

Lompo, O. (2011). *Burkina Faso : pour une nouvelle planification territoriale et environnementale*. Paris : L'Harmattan.

Malik, K. (2014). *Human Development Report 2014 : Sustaining Human Progress : Reducing Vulnerabilities and Building Resilience*. New York : United Nations Development Programme.

Mandé, I. (2012). *Le Burkina Faso contemporain : racines du présent et enjeux nouveaux*. Paris : Harmattan.

Mathieu, P., Lavigne Delville, P., Paré, L., Zongo, M., Ouédraogo, H., Baud, J. (2000), *Sécuriser les transaction foncière au Burkina Faso*. Ouagadougou/Paris : Ministère de l'agriculture et GRET

Bologo, E., Koné, N. et Triollet, K. (2013). *Sécuriser les transaction foncières dans l'ouest du Burkina Faso* (No. 117) Londres/Paris : Ministère Britannique pour le développement international (DFID).

MCA. (2013). *Le syllabus et le guide d'animation du formateur de disséminateurs Villageois*. Ouagadougou : MCA-BF

Médard, J-F. (1997). *La corruption*. Paris : De Boeck Université.

- Mousseau, F. (2010). *Le défi de la hausse des prix alimentaires : une revue des réponses à la crise de 2008*. Oakland : The Oakland Institute.
- Moyo, D. (2009). *L'aide fatale : les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*. Paris : JC Lattès.
- Negri, A. et Hardt, M. (2000). *Empire*. Londres : Harvard university press.
- Opio-Odongo, J. (s.d.). *3ième Rapport de l'Avenir de l'environnement en Afrique (AEO 3)*. PNUE.
- Ouattara, A. et Some, L. (2009). *La croissance urbaine au Burkina Faso* (No. RGPH-2006). Ouagadougou : Ministre de l'économie et des finances.
- Ouédraogo, P. A. (2015). *Analyse de l'impact de la loi 034-2009 pourtant régime foncier rural sur l'accès des producteurs de riz à la terre au Burkina Faso et proposition de thèmes prioritaires de plaidoyer*. Ouagadougou : Veco-Wa.
- Ouédraogo, S. (2006). *Accès à la terre et sécurisation des nouveaux acteurs autour du lac Bazèga (Burkina Faso)* Ouagadougou : IIED/CLAIMS.
- Paquette, R. (2010). Repaysannisation dans les pays en développement, prolongement de l'expérience vécue. *Cahiers De Géographie Du Québec*, 54 (51), 153–176.
- Plançon, C. (2009). Enjeu des droits fonciers dans la gestion des ressources naturelles. *[Vertigo] La Revue Électronique En Sciences De L'environnement*, 6.32-46.
- Sankara, T. (2007). *Thomas Sankara parle : la révolution au Burkina Faso, 1983-1987* (2e éd.). New York : Pathfinder.
- Sanwidi, M. et Barry, A. (2010). *Rapport de l'étude sur l'état des lieux du droit à l'alimentation au Burkina Faso*. Burkina Faso.
- Savonnet-Guyot, C. (1986). *Etat et sociétés au Burkina essai sur le politique africain*. Paris : Karthala.
- Searchinger, T. (2008). Through emissions from Land-Use Change Use of U.S. Croplands for Biofuels Increases Greenhouse Gases. *Science*, 319(1238).
- Stiglitz, J.-E. (2012). *La grande désillusion*. Paris : Éditions Babel.

Tallet, B. (2003). Comment gérer un espace fini ? Nouveaux enjeux en zone de colonisation agricole dans l'Ouest du Burkina Faso. *Cirad, Prasac*, 9.

Tallet, B., Ilboudo, F. et Drabo, I. (2003). *Dynamique des populations, disponibilités en terres et adaptation des régimes fonciers. Le Burkina Faso*. Ougadougou : Karthala.

Thede, N. (2013). Le virage de l'aide publique au développement: quelles conséquences pour la solidarité? *Revue vie économique*, 5(1), 7-29.

Union des producteurs agricoles (UPA). (2015). *L'accaparement des terres agricoles: quatre raisons d'agir!* (p. 25). Récupéré de <http://www.upa.qc.ca/content/uploads/2015/03/Memoire-CAPER-UPA.pdf>

Van Eeckhout, L. (2014, 28 avril). L'Europe limite timidement l'usage des agrocarburants nocifs pour la planète. *Le Monde*. Récupéré de <http://www.lemonde.fr/energies/article/2015/04/28/>

Via Campesina. (2011). *Il est temps de proscrire l'accaparement des terres, pas question de le rendre « responsable »*. Via Campesina.

Vinay, B. et Vermeulen, G. (2013). *Dynamique de production du jatropha au Burkina Faso*. Burkina Faso : ARP

Wallerstein, I.M. (1999). *L'après-libéralisme essai sur un système-monde à réinventer*. Paris: La Tour-d'Aigues, France Éditions de l'Aube.

Zagré, P. (1994). *Les politiques économiques du Burkina Faso* (Karthala). Paris : [s.n.].

Ziegler, J. (2003). *Le droit à l'alimentation*. Paris : Éditions Mille et une nuits.

Ziegler, J. (2005). *L'Empire de la honte* Paris : Éditions Fayard.

Ziegler, J. (2011). *Destruction massive* Paris : Éditions du Seuil.

Zongo, M. (2009). Terre d'État, Loi des ancêtres ? Les conflits fonciers et leurs procédures de règlement au Burkina Faso. *CAHIERS DU CERLESHS*, XXIV(33), 11-143.

Zongo, M. (2010). La dimension foncière de l'agrobusiness au Burkina Faso: Étude de cas dans la province du Ziro. *Cahiers du CERLESHS*, 25(35), 127-159.

## RÉFÉRENCES POUR LES ENTREVUES

- Arouna Sanou. (2015, 15 mars). Entrevue de groupe dans le village de Bama.
- Abdoulaye Sanou. (2015, 10 mars). Entrevue de groupe dans le village de Sangoulema.
- Aly Sanou. (2015, 10 mars). Entrevue de groupe au village de Sangoulema.
- André Sanou. (2015, 8 mars). Entrevue de groupe au village de Sangoulema.
- Ardjouma Sanou. (2015, 10 mars). Entrevue de groupe au village de Sangoulema.
- Arouna Sanou. (2015, 15 mars). Entrevue de groupe dans le village de Bama.
- Aziz Fall. (2015, 19 janvier). Entrevue avec Aziz Fall, politologue.
- Ben Idriss Djena. (2015, 13 mars). Entrevue avec Ben Idriss Djena, ex assistant technique du MCA.
- Boubacar Barry. (2015, 11 mars). Entrevue avec Boubacar Barry, chef de service des études et des statistiques sectorielles de la Direction de l'agriculture des ressources hydrauliques, de l'assainissement et de la sécurité alimentaire de la région des Hauts-Bassins.
- Chef du village. (2015, 14 mars). Entrevue de groupe au village de Koro.
- Clément Sanou. (2015, 10 mars). Entrevue de groupe au village de Sangoulema.
- Emmanuel Sanou. (2015, 8 mars). Entrevue de groupe au village de Natema.
- Étienne Sanou. (2015, 8 mars). Entrevue de groupe au village de Natema.
- Gilbert Dembele. (2015, 1 mars). Entrevue de groupe au village de Nasso.
- Groupe de discussion de Koro. (2015, 10 mars). Entrevue au village de Koro.
- Intervenant 1. (2015a, 14 mars). Entrevue de groupe au village de Koro.
- Intervenant 1. (2015b, 15 mars). Entrevue de groupe au village de Logofourouso.
- Intervenant 2. (2015a, 14 mars). Entrevue de groupe au village de Koro.



Intervenant 2. (2015b, 15 mars). Entrevue de groupe au village de Logofourouso.

Intervenant 3. (2015a, 14 mars). Entrevue de groupe dans le village de Koro.

Intervenant 3. (2015b, 15 mars). Entrevue de groupe au village de Logofourouso.

Intervenant 4. (2015, 15 mars). Entrevue de groupe au village de Logofourouso.

Intervenant 5. (2015, 15 mars). Entrevue de groupe au village de Logofourouso.

Intervenant 11. (2015, 8 mars). Entrevue de groupe au village de Natema.

Issaka Herman Traoré. (2015, 25 février). Entrevue avec Issaka Herman Traoré, conseiller du président du conseil national de transition.

Issouf Sanou. (2015, 8 mars). Entrevue de groupe au village de Natema.

Jacques Sanou. (2015, 8 mars). Entrevue de groupe au village de Natema.

Jean-Bosco Dibouloni. (2015, 1 mars). Entrevue avec Jean-Bosco Dibouloni.

Jean Kisito Ouattara. (2015, 2 mars). Entrevue au village de Nasso.

Jean-Noel Lambogri. (2015, 2 mars). Entrevue avec Jean-Noel Lambogri, vice-président à la production de l'interprofession de la filière mangue au Burkina Faso.

Jean-Noel Lambogri. (2015, 2 mars). Entrevue avec Jean-Noel Lambogri, vice-président à la production de l'interprofession de la filière mangue au Burkina Faso.

Jean-Pierre Sanou. (2015, 8 mars). Entrevue de groupe au village de Natema.

Jonathan Sogossi Sanou. (2015, 8 mars). Entrevue de groupe au village de Natema.

Josakine Namakoro Sanou. (2015, 8 mars). Entrevue de groupe au village de Natema.  
Information sur le Burkina Faso. (2015). *Le Burkina Faso*. [Carte]. Récupéré de <http://www.information-sur-le-burkina-faso.com/blog/le-burkina-faso-les-cartes-les-chiffres-et-les/>

Mahamadou Zongo. (2015, 18 mars). Entrevue avec Mahamadou Zongo, professeur à l'Université de Ouagadougou.

Mathieu Sanou. (2015, 2 mars). Entrevue de groupe au village de Nasso.

Moussa Sanou. (2015a, 10 mars). Entrevue de groupe dans le village de Sangoulema.

Moussa Sanou. (2015b, 13 mars). Entrevue avec Moussa Sanou.

Moussa Sanou. (2015c, 15 mars). Entrevue de groupe dans la village de Bama.

Nestor Sanou. (2015, 2 mars). Entrevue au village de Nasso.

Ouattara, A. (2015, 19 mars). Entrevue avec Ardjourma Ouattara.

Oumarou Sanou. (2015, 6 mars). Entrevue avec Oumarou Sanou, ingénieur en développement durable et trésorier de la chambre régional des Hauts-Bassins.

Ousmane Tiendrébéogo. (2015, 26 février). Entrevue avec Ousmane Tiendrébéogo, Secrétaire du Syndicat national des travailleurs de l'agropastoral (SYNTAP).

Philippe Ki. (2015, 26 février). Entrevue avec Philippe Ki, coordonnateur de l'ONG Afrique verte (Burkina Faso).

Président du CVD. (2015, 15 mars). Entrevue de groupe au village de Logofourouso.

René, Ouattara. (2015, 6 mars). Entrevue avec Ouattara René, Secrétaire général de la Chambre régional d'agriculture des Hauts-Bassins.

Seydou Sanou. (2015, 10 mars). Entrevue de groupe au village de Sangoulema.

Solomane Sanou. (2015, 8 mars). Entrevue de groupe au village de Natema.

Tahirou Sanou. (2015, 15 mars). Entrevue de groupe dans le village de Bama.

Tan Mouba. (2015, 2 mars). Entrevue avec Tan Mouba, technicien de l'interprofession de la filière mangue au Burkina Faso.

Toukaba Sanou. (2015, 2 mars). Entrevue de groupe au village de Nasso.